

Étude des crédits 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Volet Solidarité sociale et
Action communautaire

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP05	non		UNIR	Concernant le projet UNIR a. Le coût total du projet depuis son lancement, y compris les prévisions budgétaires pour 2026-2027. b. Les sommes prévues et réellement allouées au projet UNIR depuis son lancement, en incluant les ajustements budgétaires et les révisions des coûts. c. Les principales dépenses associées au projet UNIR, en précisant la répartition des coûts entre les infrastructures technologiques, les ressources humaines et les contrats externes. d. Les dépassements de coûts qui ont été enregistrés jusqu'à présent dans le cadre du projet UNIR, et quelles en sont les justifications. e. L'état d'avancement actuel de l'implantation du projet UNIR. f. Les économies qui ont été réalisées ou quelles nouvelles dépenses ont été engendrées par le projet UNIR depuis son lancement.
S1RP06_07	non		Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	Combien de personnes sont ou ont été à l'emploi du Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle afin de faire l'analyse des demandes au Programme de solidarité sociale, au 1er juillet des années 2023, 2024, 2025 et 2026. Quelle est la somme totale allouée pour payer les professionnels et autres membres du personnel du Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle, depuis le 1er juillet 2022.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP08	non		Programmes de sécurité du revenu	Pour chacun des programmes suivants, fournir le nombre de demandes et le nombre de bénéficiaires par région et par sexe pour 2025-2026 et la prévision pour 2026-2027 : a. ☐ Programme d'aide et d'accompagnement social- Action; b. ☐ Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir; c. ☐ Programme Objectif-Emploi; d. ☐ Programme d'aide sociale avec contrainte; e. ☐ Programme d'aide sociale sans contrainte; f. ☐ Programme de solidarité sociale; g. ☐ Programme de revenu de base. h. ☐ Le Programme d'aide financière de dernier recours.
S1RP09	non		Révisions et appels	Pour le programme d'aide sociale avec contrainte et sans contrainte, le programme de solidarité sociale et le programme de revenu de base, indiquer pour 2025-2026 : a. ☐ Le taux d'acceptation des demandes; b. ☐ Le nombre de demandes de révision administrative, selon le motif. c. ☐ Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif; d. ☐ Le nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif.
S1RP10	non		Centres locaux d'emploi et bureaux de Services Québec	L'effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi, et des bureaux de Services Québec pour 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.
S1RP12	non		Programmes de sécurité du revenu	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, pour 2025-2026 (Programme Objectif Emploi, Programme d'aide sociale avec et sans contrainte, Programme de solidarité sociale et Programme de revenu de base)).
S1RP13	non		Coût indexation prestations	Coût de l'indexation des prestations, par programme du ministère, pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP14A	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;
S1RP14B	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventillant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;
S1RP14C	non		Démographie - tous programmes confondus	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;
S1RP14D	non		Démographie - tous programmes confondus	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : d. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
S1RP14E	non		Démographie - tous programmes confondus	e) ☐ Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 18 ans qui reçoivent une pension alimentaire ;

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP14F	non		Démographie - tous programmes confondus	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : f. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants : i. ☐ État de santé; ii. ☐ État de grossesse; iii. ☐ Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés; iv. ☐ Critère de 55 ans; v. ☐ Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; vi. ☐ Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.
S1RP14G	non		Démographie - tous programmes confondus	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : g. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;
S1RP14H	non		Démographie - tous programmes confondus	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : h. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;
S1RP14I	non		Erreurs dans les montants des prestations	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : i. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
S1RP14J	non		Révisions et appels	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : j. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP14K	non		Aide en raison de dénouement total	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année k. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision.
S1RP14L	non		Coûts besoins spéciaux - programmes d'aide	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : l. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2025-2026 ; fournir les prévisions pour 2026-2027;
S1RP14M	non		Emploi-Québec (EQ)	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : m. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
S1RP14N	non		Régie des rentes	État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : n. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2025-2026 ; fournir les prévisions pour 2026-2027.
S1RP15	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2025-2026 ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2026-2027.
S1RP16	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	Nombre de personnes ayant fait une demande pour le programme d'aide sociale avec contraintes temporaires à l'emploi pour 2025-2026, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2026-2027.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP17	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	Le nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2025-2026 ventiler par mois et par région.
S1RP18	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	Le nombre de personnes ayant fait une demande pour le programme d'aide sociale avec contraintes temporaires à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2025-2026, ventiler par mois et par région-.
S1RP19	non		Évaluation au bureau médical	Le délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi en 2025-2026 et pour les deux années précédentes.
S1RP20	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2025-2026, ventiler par mois et par région.
S1RP21	non		Programme d'aide sociale avec contrainte	Le nombre de personnes ayant fait une demande pour le programme d'aide sociale avec contraintes temporaires à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2025-2026 ventilé par mois et par région.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP22	non		Programme de solidarité sociale	Concernant la liste des diagnostics évidents permettant une admission simplifiée au Programme de solidarité sociale, veuillez fournir les informations suivantes pour chaque diagnostic de la liste : a. ☐ Le nombre de demandes et le nombre de bénéficiaires admis, ventilé par région et par sexe, pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027. b. ☐ Le taux d'acceptation des demandes pour l'année 2025-2026. c. ☐ Le nombre de demandes de révision administrative, ventilé par motif, pour l'année 2025-2026. d. ☐ Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, ventilé par motif, pour l'année 2025-2026. e. ☐ Le nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, ventilé par motif, pour l'année 2025-2026.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP23	non		Programme de solidarité sociale	Pour 2024-2025 et 2025-2026, combien de personnes, pour chacun de ces diagnostics, ont bénéficié de l'accès accéléré aux prestations du Programme de solidarité sociale avant que la liste soit réduite ? - ☐ d'autisme; - ☐ de schizophrénie - ☐ de bipolarité.
S1RP24	non		Prestataires ayant une dette avec le MESS	Pour les personnes ayant une dette envers le ministère, veuillez nous fournir les renseignements suivants : a. ☐ Le nombre de personnes ayant une dette envers le Ministère ventilé par âge, région, raison et revenu principal; b. ☐ La somme des dettes envers le Ministère ventilée par âge, région et sexe; c. ☐ Le nombre de personnes prestataires d'un programme d'aide du ministère ayant une dette envers le ministère, ventilé par raison de la dette; d. ☐ Le taux d'intérêt chargé aux personnes ayant une dette envers le ministère en 2024-2025, 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; e. ☐ Le nombre de dettes dues à une erreur administrative;

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP25	non		Démographie - tous programmes confondus	Pour chacun des programmes suivants : a. ☐Programme d'aide et d'accompagnement social – Action; b. ☐Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir; c. ☐Programme Objectif-Emploi; d. ☐Programme d'aide sociale sans contrainte; e. ☐Programme d'aide sociale avec contrainte; f. ☐Programme de solidarité sociale; g. ☐Programme Revenu de base. h. ☐Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens; i. ☐Programme de soutien pour les travailleurs âgés; j. ☐Programme Soutien financier aux mineures enceintes (SFME); k. ☐Programme d'aide financière de dernier recours. Veillez nous fournir : l. ☐Nombre de prestataires, par âge et par région administrative; m. ☐Nombre de prestataires en couple; n. ☐Nombre de prestataires en couple avec des enfants; o. ☐Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans une année; p. ☐Combien de prestataires ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$; q. ☐Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail; r. ☐Combien de prestataires ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$; s. ☐Combien de prestataires ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$; t. ☐Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication; u. ☐Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication; v. ☐Combien de jeunes de moins de 29 ans ont fait une demande d'aide.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP26	non		Droit à l'amour	Combien de prestataires ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide de dernier recours? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région pour les programmes suivant : a. ☐ Programme d'aide et d'accompagnement social- Action; b. ☐ Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir; c. ☐ Programme Objectif-Emploi; d. ☐ Programme d'aide sociale sans contrainte; e. ☐ Programme d'aide sociale avec contrainte; f. ☐ Programme de solidarité sociale; g. ☐ Programme de revenu de base. h. ☐ Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens; i. ☐ Programme de soutien pour les travailleurs âgés; j. ☐ Programme Soutien financier aux mineures enceintes (SFME); k. ☐ Programme d'aide financière de dernier recours.
S1RP27	non		Démographie - tous programmes confondus	Combien de prestataires qui ont déclaré être en couple avec des enfants et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région et par programme?
S1RP28	non		Démographie - tous programmes confondus	Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail par région et pour les programmes suivants : a. Programme d'aide et d'accompagnement social- Action; b. Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir; c. Programme Objectif-Emploi; d. Programme d'aide sociale sans contrainte; e. Programme d'aide sociale avec contrainte; f. Programme de solidarité sociale; g. Programme de revenu de base. h. Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens; i. Programme de soutien pour les travailleurs âgés; j. Programme Soutien financier aux mineures enceintes (SFME); k. Programme d'aide financière de dernier recours.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP29	non		Aide financière de dernier recours	Les sommes dépensées en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP30	non		Programme de revenu de base	Concernant le programme de revenu de base veuillez nous fournir les renseignements suivants pour l'année 2025-2026, ventilés par mois : a. ☐ L'évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes ; b. ☐ La répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage ; c. ☐ Le nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme revenu de base, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école ; d. ☐ Le nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une ; e. ☐ Les économies que ces contributions parentales représentent pour le programme revenu de base; f. ☐ Le nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 18 ans qui reçoivent une pension alimentaire ; g. ☐ Les économies que ces pensions alimentaires représentent pour le programme revenu de base; h. ☐ Le nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire du programme revenu de base; i. ☐ Le nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré ; j. ☐ Le nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision ; k. ☐ Le nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle ; l. ☐ La liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2025-2026 ; fournir les prévisions pour 2026-2027 ;

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
				m. ☐ Le nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2024-2025 ; fournir les prévisions pour 2026-2027; n. ☐ Le nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés ; o. ☐ Le nombre de prestataires ayant une dette envers le Ministère; p. ☐ Le montant prélevé sur le montant versé aux prestataires du programme revenu de base, par catégorie; q. ☐ Les taux d'intérêts des prestataires du programme revenu de base ayant des dettes envers le Ministère.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP31	non		Coût indexation prestations	Mesures supplémentaires pour l'ensemble des différents prestataires notamment d'aide sociale et de dernier recours afin de surmonter les diverses dépenses engendrées par l'inflation.
S1RP34	non		Demandeurs d'asile	Concernant les demandeurs d'asile depuis les 5 dernières années, par programme, par âge et par région administrative : a. ☐ Nombre de prestataires; b. ☐ Nombre de prestataires qui sont en couple. c. ☐ Nombre de prestataires en couple avec des enfants; d. ☐ Nombre de personnes attribuées à la gestion des dossiers; e. ☐ Les sommes allouées aux prestataires demandeurs d'asile.
S1RP35-36	non		Plan d'intégration à l'emploi personnalisé	Concernant le plan d'intégration à l'emploi personnalisé : a. ☐ Le budget alloué à ce programme depuis 2018, par année et quelles sont les prévisions pour 2025-2026; b. ☐ Le nombre de plans qui ont été élaborés en 2024-2025 et 2025-2026; c. ☐ Combien de ces plans ont été complétés avec succès depuis 2017-2018, ventilé par année; d. ☐ Combien de plans ont échoué depuis 2018, ventilé par année; e. ☐ Combien de sanctions ont été appliquées en lien avec ces plans depuis 2018, ventilé par année; f. ☐ Quel est le montant total des sanctions appliquées depuis 2018, ventilé par année ?
			Plan d'accompagnement personnalisé	Concernant le plan d'accompagnement personnalisé : a. ☐ Le budget alloué à ce programme en 2025-2026 et quelles sont les prévisions pour 2025-2026; b. ☐ Le nombre de plans qui ont été élaborés en 2024-2025 et 2025-2026; c. ☐ Combien de ces plans ont été complétés avec succès en 2025-2026; d. ☐ Combien de plans ont échoué depuis en 2025-2026; e. ☐ Combien de sanctions ont été appliquées en lien avec ces plans en 2025-2026; f. ☐ Quel est le montant total des sanctions appliquées en 2025-2026.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP37	non		Rapport médical	Concernant le rapport médical (SR-2100) utilisé pour l'évaluation des contraintes sévères à l'emploi dans le cadre du Programme de solidarité sociale, veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐ Le nombre total de rapports médicaux (SR-2100) reçus en 2025-2026, ventilé par diagnostic. b. ☐ Le nombre de rapports acceptés, ventilé par diagnostic, région et sexe. c. ☐ Le nombre de rapports refusés, ventilé par diagnostic, région et sexe, ainsi que les motifs de refus. d. ☐ Le délai moyen de traitement des rapports médicaux, en distinguant le temps d'analyse initial et le délai total incluant les révisions ou demandes de renseignements supplémentaires. e. ☐ Le nombre de demandes de révision administrative liées à un refus basé sur un rapport médical, ventilé par motif. f. ☐ Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec en lien avec des refus basés sur un rapport médical, ventilé par motif et par diagnostic. g. ☐ Le nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre après un refus initial basé sur un rapport médical, ventilé par motif et par diagnostic. h. ☐ Le taux d'approbation des rapports médicaux par année depuis 2018.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP38	non		Statuts particuliers définis par la Loi et le Règlement en matière d'aide financière	Pour chacun des statuts particuliers définis par la Loi et le Règlement en matière d'aide financière, veuillez fournir les informations suivantes pour chacun des statuts suivants : a. ☐ Adulte membre d'une communauté religieuse; b. ☐ Étudiant adulte; c. ☐ Adulte incarcéré, tenu de loger et judiciairisé; d. ☐ Adulte hébergé; e. ☐ Adulte qui séjourne dans un centre de toxicomanie; f. ☐ Adulte hospitalisé; g. ☐ Adulte séjournant dans une maison pour victimes de violence; h. ☐ Adulte en situation d'itinérance ou sans-abri; i. ☐ Adulte en absence temporaire du Québec; j. ☐ Conjoint d'un étudiant inadmissible à l'aide de dernier recours; k. ☐ Adulte immigrant; l. ☐ Indien inscrit; m. ☐ Adulte en situation de grève ou de lock-out; n. ☐ Grossesse pour autrui. i. ☐ Le nombre de bénéficiaires de l'aide financière sous chacun de ces statuts, ventilé par région et par sexe, pour 2025-2026. ii. ☐ Les conditions spécifiques d'admissibilité et les critères d'évaluation appliqués à chacun de ces statuts ? iii. ☐ Le nombre de demandes qui ont été refusées en raison de l'inadmissibilité au statut particulier demandé. iv. ☐ Le taux d'approbation des demandes d'aide financière pour les personnes relevant de chacun de ces statuts. v. ☐ Le délai moyen de traitement des demandes impliquant un statut particulier, comparé aux autres types de demandes d'aide financière ?

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP39	non		Prestations spéciales	Concernant les prestations spéciales et le coût des services et biens assumé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐ Le nombre total de remboursements effectués en 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027, ventilé par type de prestation. b. ☐ Le coût total des remboursements effectués en 2025-2026, ventilé par type de prestation. c. ☐ Le nombre de bénéficiaires ayant reçu un remboursement, ventilé par région et par sexe, pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027. d. ☐ Le montant moyen remboursé par bénéficiaire, ventilé par type de prestation, pour 2025-2026. e. ☐ Depuis 2017, comment a évolué le nombre de remboursements et leur coût total, et quelles sont les justifications des variations observées ? f. ☐ Le taux d'approbation des demandes de remboursement pour chaque type de prestation en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ? g. ☐ Quel est le délai moyen de traitement des demandes de remboursement, 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP40	non		Projets pilotes	Concernant les projets pilotes prévus par la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale, veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐Quels projets pilotes ont été élaborés et mis en œuvre depuis l'adoption de la loi le 26 novembre 2024, et quels sont leurs objectifs spécifiques ? b. ☐Quels sont les projets pilotes actuellement en cours ou prévus pour 2026-2027 ? c. ☐Pour chaque projet pilote, quel est le budget alloué, ventilé par année et par source de financement ? d. ☐Quels sont les indicateurs de performance et critères d'évaluation utilisés pour mesurer les impacts de ces projets ? e. ☐Quels sont les résultats obtenus pour les projets pilotes terminés et quelles recommandations ont été formulées à la suite de leur évaluation ? f. ☐Quel est le nombre de prestataires ayant participé à chaque projet pilote, ventilé par région et par sexe ? g. ☐Depuis la mise en œuvre de ces projets pilotes, quelles modifications ou ajustements ont été envisagés ou adoptés en matière d'assistance sociale ?

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP41	non		Programmes spécifiques	Concernant les programmes spécifiques établis par le ministre en vertu de la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale, veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐ Quels programmes spécifiques ont été établis depuis l'entrée en vigueur de ces dispositions, et quels sont leurs objectifs spécifiques ? b. ☐ Pour chacun de ces programmes, quels sont les critères d'admissibilité et en quoi différent-ils des critères généraux des programmes d'aide financière de dernier recours et de revenu de base ? c. ☐ Combien de personnes et de familles bénéficient d'une aide financière dans le cadre de ces programmes, ventilé par programme, région et sexe, pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ? d. ☐ Quel est le budget alloué à chacun de ces programmes pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ? e. ☐ Quel est le montant moyen de l'aide financière accordée par bénéficiaire dans chacun de ces programmes ? f. ☐ Depuis la mise en œuvre de ces programmes spécifiques, combien de décisions ont été rendues en vertu de l'article 83.30 concernant un refus, une cessation ou une réduction de l'aide financière, ventilé par programme et motif ? g. ☐ Quel est le délai moyen de traitement des demandes dans ces programmes spécifiques, comparé aux autres programmes d'aide financière ? h. ☐ Quels mécanismes sont mis en place pour informer les personnes admissibles de l'existence de ces programmes et faciliter leur accès ? i. ☐ Où peut-on consulter les normes d'application de ces programmes et comment sont-elles mises à jour ?

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP42	non		Règlements prévus dans la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale	Concernant les règlements prévus dans la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale, veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐ Quels règlements ont été adoptés depuis l'entrée en vigueur de la loi, et quels articles de la loi encadrent leur adoption ? b. ☐ Quels sont les règlements en cours de rédaction et quelles sont les principales orientations envisagées par la ministre ? c. ☐ Quel est le calendrier prévu pour l'élaboration, l'adoption et la publication des règlements découlant de cette loi ? d. ☐ Pour chaque règlement adopté, quels sont les objectifs visés et quels changements concrets ont été apportés au régime d'assistance sociale ? e. ☐ Quels sont les impacts anticipés de ces règlements sur les prestataires, notamment en ce qui concerne l'admissibilité, le montant de l'aide et les obligations des bénéficiaires ? f. ☐ Quels sont les effectifs actuellement affectés à la rédaction et à la mise en œuvre des règlements prévus par la loi ? Ventilation par fonction et par direction g. ☐ Quels mécanismes de suivi et d'évaluation sont mis en place pour mesurer les effets de ces règlements ? h. ☐ Depuis l'adoption de la loi, y a-t-il eu des ajustements ou des abrogations de règlements en raison de difficultés d'application ou de recommandations du ministère ? i. ☐ Quelle est la procédure prévue pour réviser ou modifier un règlement découlant de cette loi, et quels sont les délais prévus pour de telles révisions ? j. ☐ Quels mécanismes de suivi et d'évaluation seront mis en place pour mesurer l'impact des futurs règlements sur les prestataires ?

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP43	non		Organismes communautaires subventionnés	Pour chacun des programmes, préciser : a. ☐ la liste des organismes subventionnées (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027; b. ☐ politique et critères d'attribution des subventions; c. ☐ liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
S1RP44	non		Politique sur l'action communautaire autonome pour 2024-2025	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.
			Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029, veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐ la liste des projets démarrés en 2025-2026 et les projections pour 2026-2027. b. ☐ la liste des projets admissibles à une contribution variant de 0 \$ à 49 999 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027. c. ☐ la liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027. d. ☐ la liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 1 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP45-46- 47-48	non		Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 : a. ☐ Pour chacun des axes, quel est le montant prévu en investissement par année, et quelle proportion de ces montants provient de nouveaux crédits? b. ☐ Pour chacune des mesures du Plan, quel est le montant prévu par année ? c. ☐ Pour les années 2024-2025 et 2025-2026, quelles sont les sommes réelles dépensées et investies par rapport aux prévisions initiales ? d. ☐ Quelle est la provenance des crédits autofinancés pour l'ensemble des actions dont le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale est responsable ?
			Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029, veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐ La liste des projets démarrés en 2025-2026 et les projections pour 2026-2027 . b. ☐ La liste des projets admissibles à une contribution variant de 0 \$ à 49 999 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027 . c. ☐ La liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027 . d. ☐ La liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 1 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027 .

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
			Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 : a. ☐ La liste des mesures du Plan qui ont été mises en œuvre en 2025-2026. b. ☐ La liste des mesures du Plan qui sont actuellement en cours de mise en œuvre. c. ☐ La liste des mesures du Plan qui n'ont pas encore été amorcées, ainsi que les raisons expliquant ce retard. d. ☐ L'échéancier prévu pour la mise en œuvre complète de chacune des mesures du Plan.
S1RP49	non		Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC)	Au sujet du Plan d'action gouvernemental en action communautaire 2022-2027, fournir : a. ☐ Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b. ☐ Un état d'avancement pour chaque mesure et un échéancier.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP50	non		Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC)	Concernant l'annonce faite le 1er mars 2023, le ministère de l'Action Communautaire et Solidarité Sociale annonçait un investissement de 888,1 millions pour mettre en œuvre le plan d'action gouvernemental en matière d'actions communautaires 2022-2027, ventiler: a. ☐ Les sommes investies en 2025-2026 pour augmenter l'accès à un régime de retraite et à une assurance collective; b. ☐ Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 pour développer une offre de formation; c. ☐ Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, pour la gestion des ressources humaines et formation continue; d. ☐ Les organismes ayant présenté une demande, par mesure annoncée, par région; e. ☐ Les sommes allouées par organisme ayant présenté une demande d'aide; f. ☐ Le nombre de demande refusées ainsi que la raison; g. ☐ Les sommes prévues en 2025-2026; h. ☐ Les sommes investies en 2025-2026; i. ☐ Les prévisions pour les 4 prochaines années; j. ☐ Le bilan et les résultats; k. ☐ Le suivi de chacune des mesures.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP53	non		Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLPES)	Concernant le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Veuillez nous fournir les renseignements suivants : a. ☐ Le nombre de rencontres; b. ☐ Les personnes présentes; c. ☐ Les dates des rencontres; d. ☐ L'ordre du jour de chaque rencontre; e. ☐ Le procès-verbal de chaque rencontre; f. ☐ L'endroit des rencontres; g. ☐ Le nombre de personnes sur le comité; h. ☐ Les organismes présents dans le comité; i. ☐ Les régions présentes sur le comité; j. ☐ Le processus de sélection pour les membres du comité; k. ☐ Le nombre de démissions; l. ☐ Les sommes dépensées par le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au courant de l'année 2024-2025, 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
S1RP54	non		Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole	État de situation du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, en précisant notamment les sommes disponibles et distribuées, ainsi que toutes autres informations pertinentes.
S1RP55	non		Aide d'urgence pour les groupes communautaires	Fournir l'ensemble des sommes annoncées en aide d'urgence pour les groupes communautaires et préciser les sommes qui n'ont pas été distribuées.
S1RP56	non		Organismes communautaires subventionnés	Ensemble des sommes de bonification du soutien au milieu communautaire annoncé pour 2025-2026, en précisant les sommes distribuées.
S1RP57	non		Organismes communautaires subventionnés	Total des sommes investies pour soutenir les banques alimentaires et les organismes oeuvrant en sécurité alimentaire en 2025-2026. Prévisions pour 2026- 2027.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP58	non		Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)	Parmi tout le financement offert par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), pour les cinq dernières années, indiquer la proportion destinée à des organismes LGBT
S1RP59	non		Organismes communautaires	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant un cadre de référence sur la reddition de comptes des organismes communautaires.
S1RP60	non		Pouvoir discrétionnaire Centraide	En 2025-2026, fournir la somme discrétionnaire remise par la ministre à Centraide. a. ☐ Veuillez ventiler les montants par région; b. ☐ Veuillez ventiler les montants par organisme.
S1RP61	non		Politique de reconnaissance	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant une table de partenaires pour une politique de reconnaissance avec les ministères.
S1RP62	non		FAACA	En 2025-2026, veuillez fournir les montants octroyés à partir du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome. a. ☐ Veuillez ventiler la liste des bénéficiaires par région.
S1RP63	non		Revenu minimum garanti	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti depuis le 1er avril 2023.
S1RP64	non		Revenu minimum garanti	Actions posées depuis le 1er avril 2023 sur la mise en place du revenu minimum garanti.
S1RP65	non		Prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées	Concernant l'écart des prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire comparativement à un milieu familial : a) ☐ échanges; b) ☐ analyses; c) ☐ études

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP66	non		Retrait des pensions alimentaires du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études.	État de situation de l'avancement des travaux concernant l'engagement de retirer les pensions alimentaires du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études.
S1RP68	non		Organismes communautaires subventionnés	Concernant l'annonce du 11 avril 2023 de 6 millions sur 5 ans pour déployer un programme visant à couvrir les frais des services de vérification d'antécédents judiciaires des bénévoles œuvrant auprès des organismes communautaires. Veuillez me fournir les informations suivantes : a. ☐ Le nombre de demandes reçues, par région administrative; b. ☐ Le nombre de demandes retenues, par région administrative; c. ☐ Le nombre de demandes refusées, ainsi que, la raison, par région administrative; d. ☐ Les sommes du programme prévues; e. ☐ Les sommes du programme réelles; f. ☐ Les coûts détaillés de l'annonce; g. ☐ Le bilan du programme après 24 mois.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP69	non		Organismes communautaires subventionnés	Concernant l'annonce du 28 avril 2023 de 69,7 millions aux organismes communautaires en défense collective des droits et aux corporations de développement communautaire pour bonifier le soutien financier qui leur est accordé. Veuillez me fournir les informations suivantes : a. ☐ Le nombre d'organismes qui ont un soutien à la mission globale; b. ☐ Le montant de chaque organismes qui ont un soutien à la mission globale c. ☐ Le rehaussement de chaque organismes qui ont un soutien à la mission globale; d. ☐ Le nombre de corporations de développement communautaire prévues entre 2022-2027, par région administrative; e. ☐ Le nombre de corporations de développements communautaire actuelle, par région administrative; f. ☐ Le nombre de demandes reçues, par région administrative; g. ☐ Le nombre de demandes retenues, par région administrative; h. ☐ Le nombre de demandes refusées, ainsi que, la raison, par région administrative; i. ☐ Les sommes du programme prévues; j. ☐ Les sommes du programme réelles; k. ☐ Les coûts détaillés de l'annonce.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP70	non		Organismes communautaires subventionnés	Concernant l'annonce du 20 mai 2025 portant sur l'attribution de plus de 2 M\$ à 33 organismes d'action communautaire afin de développer une culture d'évaluation dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : a. ☐ La liste complète des projets financés, incluant le nom de l'organisme bénéficiaire et la région administrative; b. ☐ Le montant accordé à chacun des organismes; c. ☐ La description des projets financés; d. ☐ L'échéancier de réalisation; e. ☐ Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de projets; f. ☐ Le nombre de projets admissibles mais non retenus; g. ☐ Les critères utilisés pour sélectionner les projets; h. ☐ L'état d'avancement des projets.
S1RP71 et 77	non		Organismes communautaires subventionnés - itinérance	Concernant l'annonce du 7 avril 2025 portant sur l'attribution de 10 M\$ afin de soutenir les organismes communautaires face à la hausse de l'itinérance : a. La ventilation complète des 10 M\$ annoncés, incluant les montants accordés aux différents organismes et partenaires; b. La liste des organismes ayant bénéficié de ce financement; c. La ventilation des sommes par région administrative; d. Les projets ou services financés dans le cadre de cette enveloppe; e. ☐ L'échéancier de versement des sommes.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP72	non		Organismes communautaires subventionnés - intervention sociale	Concernant l'annonce du 9 juin 2025 portant sur un investissement de plus de 3,5 M\$ pour soutenir l'intervention sociale dans le secteur du Quartier des spectacles à Montréal : a. ☐ La ventilation complète des sommes annoncées; b. ☐ Les organismes et partenaires responsables de la mise en œuvre du projet; c. ☐ Le nombre d'intervenants ou de brigades financés dans le cadre de cette initiative; d. ☐ Les indicateurs utilisés par le gouvernement pour mesurer les résultats de cette initiative.
S1RP73	non		Sécurité alimentaire	Concernant les mesures gouvernementales visant la sécurité alimentaire annoncées en 2025 : a. ☐ La liste des mesures financées dans le cadre de l'enveloppe dédiée à la sécurité alimentaire; b. ☐ La ventilation annuelle des investissements prévus; c. ☐ La liste des organismes bénéficiaires ayant reçu un financement en 2025-2026; d. ☐ La ventilation des sommes accordées par région administrative.
S1RP74	non		Organismes communautaires subventionnés	Concernant l'annonce du 16 octobre 2025 visant à soutenir les Accorderies de Longueuil et de Rosemont : a. ☐ Le montant total de l'aide financière accordée à chacun des organismes; b. ☐ La durée du financement accordé; c. ☐ Les objectifs visés par ce financement; d. ☐ Les indicateurs de performance utilisés pour mesurer les résultats de ce soutien.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP75	non		Personnes en situation de pauvreté	Concernant l'annonce du 7 novembre 2025 portant sur le lancement de la première campagne gouvernementale de sensibilisation aux préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale : a. ☐ Le budget total consacré à cette campagne; b. ☐ La ventilation des dépenses (production, diffusion, publicité, partenariats, etc.); c. ☐ Les firmes ou organisations ayant participé à la conception et à la réalisation de la campagne; d. ☐ Les indicateurs utilisés par le ministère pour mesurer l'impact de la campagne; e. ☐ Les résultats obtenus à ce jour.
S1RP76 S1RP85	non		Organismes communautaires subventionnés - intervention sociale	Concernant l'annonce du 16 décembre 2025 visant à soutenir l'intervention sociale dans les bibliothèques publiques : a. ☐ La ventilation complète des 814 000 \$ annoncés; b. ☐ Les organismes bénéficiaires et les montants accordés à chacun; c. ☐ Les projets financés dans le cadre de cette initiative; d. ☐ Le nombre de bibliothèques et de travailleurs concernés par cette mesure. Concernant l'annonce du 16 décembre 2025 portant sur un soutien financier de 814 000 \$ visant à mieux outiller les bibliothèques publiques pour intervenir auprès de personnes vulnérables : a. ☐ La ventilation complète des sommes accordées à l'Association des bibliothèques publiques du Québec et à Bibliothèque et Archives nationales du Québec; b. ☐ Les projets ou activités financés par cette enveloppe; c. ☐ La liste des bibliothèques ou établissements participants; d. ☐ Les indicateurs utilisés pour mesurer les retombées de cette initiative; e. ☐ Le nombre d'intervenants psychosociaux financés ou soutenus par cette mesure.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP78	non		PAGAC	Concernant l'annonce du 14 mai 2025 portant sur le lancement d'un appel de projets visant à favoriser la participation dans les organismes communautaires, doté d'une enveloppe de 1 130 000 \$ dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : a. ☐ La liste complète des projets financés dans le cadre de cet appel de projets; b. ☐ Le nom des organismes bénéficiaires; c. ☐ Le montant accordé à chacun des projets; d. ☐ La ventilation des projets par région administrative; e. ☐ Les critères utilisés pour sélectionner les projets financés; f. ☐ Les retombées attendues de ces projets pour favoriser la participation citoyenne au sein des organismes communautaires.
S1RP79	non		PAGAC	Concernant l'annonce du 6 juin 2025 portant sur un soutien financier accordé à l'initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies et aux Habitations Oasis de Pointe-Saint-Charles dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : a. ☐ Le montant accordé à chacun des organismes bénéficiaires; b. ☐ La durée du financement accordé; c. ☐ La description détaillée des projets ou services financés; d. ☐ Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures; e. ☐ Le nombre de projets retenus et refusés; f. ☐ Les critères utilisés pour sélectionner les projets; g. ☐ La ventilation des projets financés par région administrative.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP80	non		PAGAC	Concernant l'annonce du 6 juin 2025 portant sur l'attribution de 247 237 \$ à la Médiathèque l'Héritage de L'Islet-Sud dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : a. ☐ Le montant total accordé et l'échéancier de versement; b. ☐ La description du projet ou des activités financées; c. ☐ Les objectifs poursuivis par ce financement; d. ☐ Le nombre de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures; e. ☐ La liste complète des organismes ayant reçu un financement dans ce volet du programme; f. ☐ La ventilation des montants accordés par région administrative.
S1RP81	non		PAGAC	Concernant l'annonce du 6 juin 2025 portant sur l'octroi de plus de 980 000 \$ à quatre organismes de la région de la Capitale-Nationale dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : a. ☐ La liste complète des organismes bénéficiaires; b. ☐ Le montant accordé à chacun des organismes; c. ☐ Les projets ou services financés; d. ☐ L'échéancier de versement des sommes; e. ☐ Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures; f. ☐ Le nombre de projets retenus et refusés; g. ☐ Les critères utilisés pour la sélection des projets.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP82	non		Banques alimentaires	Concernant la participation de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire au Sommet Point tournant de Banques alimentaires Canada tenu en juin 2025 : a. ☐ Les coûts totaux liés à la participation du ministère à cet événement (transport, hébergement, inscription, accompagnement, etc.); b. ☐ Les membres du personnel du ministère ou du cabinet ayant participé à cet événement; c. ☐ Les documents, notes d'allocation ou présentations préparés pour cette participation; d. ☐ Les rencontres tenues par la ministre ou les représentants du ministère dans le cadre de cet événement; e. ☐ Les suites ou engagements pris par le ministère à la suite de cette participation.
S1RP83	non		Plan de lutte	Concernant l'annonce du 2 septembre 2025 portant sur l'octroi de 884 642 \$ à l'organisme Moissonneurs Solidaires dans le cadre du Plan d'action gouvernementale visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 : a. ☐ Le montant total accordé et l'échéancier de versement des sommes; b. ☐ La description détaillée du projet financé; c. ☐ La durée du financement accordé; d. ☐ Les objectifs et indicateurs de performance associés au projet; e. ☐ Les partenaires impliqués dans la réalisation du projet; f. ☐ La ventilation des sommes prévues dans la mesure 2.11.5 du Plan de lutte contre la pauvreté; g. ☐ La liste complète des projets financés dans le cadre de cette mesure depuis son entrée en vigueur.

Table des matières - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition
(volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP84	non		PAGAC	Concernant l'annonce du 9 octobre 2025 portant sur l'octroi d'un financement récurrent au Café Graffiti dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : a. ☐ Le montant total accordé à l'organisme et l'échéancier de versement des sommes; b. ☐ Les modalités du financement accordé pour les années 2025-2026 et 2026-2027; c. ☐ La description des activités et services financés par cette aide; d. ☐ Les critères ayant mené à la sélection de cet organisme; e. ☐ La liste complète des organismes reconnus dans le cadre du mécanisme visant les organismes à vocation multisectorielle; f. ☐ Le montant accordé à chacun de ces organismes; g. ☐ La ventilation de ces montants par région administrative.
E1RP25	non		SSAC ; Programme d'aide sociale ; Prestataires jeunes	Pour 2025-2026, indiquer les informations suivantes : a. ☐ Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC; b. ☐ Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans ayant bénéficié des services-conseil, de l'aide à l'emploi ou au retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés; c. ☐ Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours et qui est âgé entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans; d. ☐ Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires et qui est âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans; e. ☐ Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui est âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans.
E1RP56	non		Demandeurs d'asile	Ventilation annuelle pour les 4 dernières années du nombre de demandeurs d'asile ayant fait une demande d'aide financière de dernier recours et combien de ces demandes ont été acceptées. Ventiler les demandes de façon régionale.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition (volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP01	oui	Une telle donnée n'est plus disponible considérant que désormais, le Ministère a privilégié le suivi des heures rémunérées plutôt qu'une gestion liée au concept de postes et d'ETC.	Dotation	Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région.
S1RP02	oui	Le cahier des renseignements généraux à la question RG02.	Dépenses en communication	Liste de tous les événements organisés par le Ministère en 2025-2026 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux. Détailler le nombre de participant.es ainsi que les lieux et dates.
S1RP03	oui	Le volet Emploi et la réponse se trouve à la question E1RP03.	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2025-2026, en indiquant pour chacun : a)son mandat ; b)la liste des membres ; c)le budget dépensé ; d)le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e)les résultats atteints.
S1RP04	oui	L'information est disponible dans le Budget de dépenses du gouvernement du Québec pour l'exercice 2026-2027.	Crédits demandés au CT	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2025-2026.
S1RP11	oui	Le volet Emploi.	Centres locaux d'emploi et bureaux de Services Québec	Nombre d'agents pour chacun des centres locaux d'emploi et des bureaux de services Québec, ventilé par région?

Table des matières des questions non répondues - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition (volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP32	oui	Rapport annuel 2025-2026 du Ministère.	Plan stratégique	État de situation détaillé par enjeu, stratégique, orientation et objectif du Plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
S1RP33	oui	La réponse à la question se trouve dans le cahier des renseignements généraux : voir la question RG35.	Employés - personnes handicapées	État de la situation détaillé par objectif et mesure du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2025-2026.
S1RP51	oui	La réponse se trouve à l'annexe 4 de la question S1RP43.	Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC)	Le financement accordé aux organismes communautaires dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) par organismes, par région.
S1RP52	oui	Ministère de la Santé et des Services sociaux.	Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)	Le financement accordé aux organismes communautaires dans le cadre du Soutien financier aux organismes communautaires (PSOC) par organisme, par région.

Table des matières des questions non répondues - Renseignements particuliers du premier groupe de l'opposition (volet Solidarité sociale et Action communautaire)

Numéro TBM 26-27	Question non répondue	Explications pour la question non répondue, la réponse à la question sera transmise par ou est incluse dans :	Sujet de la question	Renseignements particuliers (1RP-SSAC) 2026-2027
S1RP67	oui	La réponse se trouve à l'annexe 4 de la question S1RP43.	Organismes communautaires subventionnés	Concernant l'annonce du 1er mars 2023 de 22.9M\$ pour appuyer les organismes communautaires dans le développement et la rétention de leur personnel. Veuillez fournir les informations suivantes : a. ☐ Le nombre de projets reçu, par région administrative; b. ☐ Le nombre de projets retenus, par région administrative; c. ☐ Le nombre de projets refusés, ainsi que la raison, par région administrative; d. ☐ Le budget accordé par projet; e. ☐ Les résultats obtenus; f. ☐ Les coûts détaillés de l'annonce.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP05

Titre : Concernant le projet UNIR : - Le coût total du projet depuis son lancement, y compris les prévisions budgétaires pour 2025-2026. - Les sommes prévues et réellement allouées au projet UNIR depuis son lancement, en incluant les ajustements budgétaires et les révisions des coûts. - Les principales dépenses associées au projet UNIR, en précisant la répartition des coûts entre les infrastructures technologiques, les ressources humaines et les contrats externes. - Les dépassements de coûts qui ont été enregistrés jusqu'à présent dans le cadre du projet UNIR, et quelles en sont les justifications. - L'état d'avancement actuel de l'implantation du projet UNIR. - Les économies qui ont été réalisées ou quelles nouvelles dépenses ont été engendrées par le projet UNIR depuis son lancement.	
--	--

Titre :	
Projet UNIR	
a. Le coût total du projet depuis son lancement, y compris les prévisions budgétaires pour 2025-2026.	Coût du projet au 31 janvier 2026 : 31 535 400 \$
b. Les sommes prévues et réellement allouées au projet UNIR depuis son lancement, en incluant les ajustements budgétaires et les révisions des coûts.	Montant total autorisé : 46 459 500 \$ Montant total dépensé : 31 535 400 \$
c. Les principales dépenses associées au projet UNIR, en précisant la répartition des coûts entre les infrastructures technologiques, les ressources humaines et les contrats externes.	• Infrastructures technologiques (Impartition auprès d'un autre organisme public) : 1 178 300 \$ • Ressources humaines (Rémunération du personnel de l'organisme public) : 15 554 300 \$ • Contrats externes : ○ Ressources externes : 11 747 200 \$ ○ Acquisitions : 954 200 \$
d. Les dépassements de coûts qui ont été enregistrés jusqu'à présent dans le cadre du projet UNIR, et quelles en sont les justifications.	Aucun dépassement de coûts.
e. L'état d'avancement actuel de l'implantation du projet UNIR.	Le projet s'est terminé le 29 décembre 2024.
f. Les économies qui ont été réalisées ou quelles nouvelles dépenses ont été engendrées par le projet UNIR depuis son lancement.	Les bénéfices financiers nets estimés pour l'année 2025-2026 sont de 999,6 k\$.

SOURCE : DGPTN

COLLABORATION : SSTC - DBP

VALIDATION: DGPRITN

DATE : 30 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-06-07

Titre : Combien de personnes sont ou ont été à l’emploi du Comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle afin de faire l’analyse des demandes au Programme de solidarité sociale, au 1^{er} juillet des années 2023, 2024, 2025 et 2026. Quelle est la somme totale allouée pour payer les professionnels et autres membres du personnel du Comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle, depuis le 1^{er} juillet 2022.

Exposé et statistiques : À titre de membres du personnel du Comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle prenant part aux comités d’analyse des demandes au Programme de solidarité sociale, nous avons pu compter sur onze (11) médecins et quatre (4) conseillers socioprofessionnels du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

SOURCE :	Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux
COLLABORATION :	S. o.
VALIDATION:	S. o.
DATE :	11 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-08

Titre :

Pour chacun des programmes suivants, fournir le nombre de demandes et le nombre de bénéficiaires par région et par sexe pour 2025-2026 et la prévision pour 2026-2027 :

- a. Programme d’aide et d’accompagnement social Action ;
- b. Programme d’aide et d’accompagnement social – Réussir ;
- c. Programme objectif emploi ;
- d. Programme d’aide sociale avec contrainte ;
- e. Programme d’aide sociale sans contrainte ;
- f. Programme de solidarité sociale ;
- g. Programme de revenu de base ;
- h. Le Programme d’aide financière de dernier recours.

Exposé et statistiques

- a) Le nombre de prestataires actifs au Programme d’aide et d’accompagnement social (PAAS) Action, par région et par sexe, pour l’année 2025-2026 :

	Participants actifs au PAAS Action selon le sexe					
	2025-2026					
	(du 1 ^{er} avril 2025 au 20 janvier 2026)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	2 522	100,0 %	1 134	45,0 %	1 388	55,0 %
01 - Bas-Saint-Laurent	35	100,0 %	16	45,7 %	19	54,3 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	185	100,0 %	85	45,9 %	100	54,1 %
03 - Capitale-Nationale	127	100,0 %	54	42,5 %	73	57,5 %
04 - Mauricie	120	100,0 %	62	51,7 %	58	48,3 %
05 - Estrie	121	100,0 %	47	38,8 %	74	61,2 %
06 - Île-de-Montréal	946	100,0 %	425	44,9 %	521	55,1 %
07 - Outaouais	169	100,0 %	64	37,9 %	105	62,1 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	44	100,0 %	16	36,4 %	28	63,6 %
09 - Côte-Nord	7	100,0 %	4	57,1 %	3	42,9 %
10 - Nord-du-Québec						
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	29	100,0 %	13	44,8 %	16	55,2 %
12 - Chaudière-Appalaches	76	100,0 %	35	46,1 %	41	53,9 %
13 - Laval	113	100,0 %	47	41,6 %	66	58,4 %
14 - Lanaudière	69	100,0 %	26	37,7 %	43	62,3 %
15 - Laurentides	148	100,0 %	81	54,7 %	67	45,3 %
16 - Montérégie	249	100,0 %	111	44,6 %	138	55,4 %
17 - Centre-du-Québec	85	100,0 %	49	57,6 %	36	42,4 %

Pour le dénombrement des Participants (adultes distincts), il se peut que la somme des éléments d’un regroupement (ex: Région) soit supérieure au total puisqu’une même personne peut avoir participé dans deux régions au cours de la période.

Source : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique.

b) Le nombre de prestataires actifs au Programme d’aide et d’accompagnement social (PAAS) Réussir, par région et par sexe, pour l’année 2025-2026 :

	Participants actifs au PAAS Réussir selon le sexe					
	2025-2026 (du 1 ^{er} avril 2025 au 20 janvier 2026)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
	245	100,0 %	105	42,9 %	140	57,1 %
Ensemble du Québec						
01 - Bas-Saint-Laurent	6	100,0 %	3	50,0 %	3	50,0 %
02 - Saguenay – Lac-St-Jean	7	100,0 %	5	71,4 %	2	28,6 %
03 - Capitale-Nationale	23	100,0 %	8	34,8 %	15	65,2 %
04 - Mauricie	11	100,0 %	7	63,6 %	4	36,4 %
05 - Estrie	23	100,0 %	10	43,5 %	13	56,5 %
06 - Île-de-Montréal	60	100,0 %	29	48,3 %	31	51,7 %
07 – Outaouais	2	100,0 %			2	100,0 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	2	100,0 %	1	50,0 %	1	50,0 %
09 - Côte-Nord	1	100,0 %			1	100,0 %
10 - Nord-du-Québec						
11 - Gaspésie–Îles-de-la Madeleine	1	100,0 %	1	100,0 %		
12 - Chaudière-Appalaches	7	100,0 %	4	57,1 %	3	42,9 %
13 - Laval	11	100,0 %	4	36,4 %	7	63,6 %
14 - Lanaudière	17	100,0 %	10	58,8 %	7	41,2 %
15 - Laurentides	18	100,0 %	7	38,9 %	11	61,1 %
16 - Montérégie	48	100,0 %	13	27,1 %	35	72,9 %
17 - Centre-du-Québec	9	100,0 %	4	44,4 %	5	55,6 %

Pour le dénombrement des Participants (adultes distincts), il se peut que la somme des éléments d’un regroupement (ex: Région) soit supérieure au total puisqu’une même personne peut avoir participé dans deux régions au cours de la période.

Source : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique.

c) Le nombre d’adultes au Programme objectif emploi, par région et par sexe, en décembre 2025 :

	Adultes au Programme objectif emploi					
	2025-2026 (décembre 2025)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
	8 630	100,0%	3 574	41,4%	5 056	58,6%
Ensemble du Québec						
01 - Bas-Saint-Laurent	121	100,0%	44	36,4%	77	63,6%
02 - Saguenay – Lac-St-Jean	191	100,0%	79	41,4%	112	58,6%
03 - Capitale-Nationale	658	100,0%	299	45,4%	359	54,6%
04 - Mauricie	382	100,0%	168	44,0%	214	56,0%
05 - Estrie	517	100,0%	207	40,0%	310	60,0%
06 - Île-de-Montréal	2 752	100,0%	1 094	39,8%	1 658	60,2%
07 - Outaouais	727	100,0%	301	41,4%	426	58,6%
08 – Abitibi-Témiscamingue	110	100,0%	47	42,7%	63	57,3%
09 – Côte-Nord	51	100,0%	20	39,2%	31	60,8%
10 - Nord-du-Québec	12	100,0%	2	16,7%	10	83,3%
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	66	100,0%	30	45,5%	36	54,5%
12 - Chaudière-Appalaches	259	100,0%	108	41,7%	151	58,3%
13 – Laval	447	100,0%	194	43,4%	253	56,6%

	14 – Lanaudière	413	100,0%	185	44,8%	228	55,2%
	15 – Laurentides	486	100,0%	193	39,7%	293	60,3%
	16 – Montérégie	1 114	100,0%	457	41,0%	657	59,0%
	17 – Centre-du-Québec	322	100,0%	146	45,3%	176	54,7%
	Région inconnue	2	100,0%		0,0%	2	100,0%
Source : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique.							
d) Le nombre d’adultes au Programme d’aide sociale avec contraintes, par région et par sexe, en décembre 2025 :							
	Adultes prestataires du Programme d’aide sociale avec contraintes temporaires						
	Décembre 2025						
	Total		Femme		Homme		
	N	%	N	%	N	%	
Ensemble du Québec	51 108	100,0%	29 043	56,8%	22 065	43,2%	
01 – Bas-Saint-Laurent	977	100,0%	496	50,8%	481	49,2%	
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 256	100,0%	671	53,4%	585	46,6%	
03 - Capitale-Nationale	3 015	100,0%	1 546	51,3%	1 469	48,7%	
04 - Mauricie	2 031	100,0%	1 096	54,0%	935	46,0%	
05 - Estrie	2 939	100,0%	1 622	55,2%	1 317	44,8%	
06 - Île-de-Montréal	18 341	100,0%	10 362	56,5%	7 979	43,5%	
07 - Outaouais	2 703	100,0%	1 594	59,0%	1 109	41,0%	
08 - Abitibi-Témiscamingue	616	100,0%	330	53,6%	286	46,4%	
09 - Côte-Nord	335	100,0%	184	54,9%	151	45,1%	
10 - Nord-du-Québec	179	100,0%	93	52,0%	86	48,0%	
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	547	100,0%	276	50,5%	271	49,5%	
12 - Chaudière-Appalaches	1 316	100,0%	726	55,2%	590	44,8%	
13 - Laval	2 864	100,0%	1 808	63,1%	1 056	36,9%	
14 - Lanaudière	2 934	100,0%	1 750	59,6%	1 184	40,4%	
15 - Laurentides	3 000	100,0%	1 703	56,8%	1 297	43,2%	
16 - Montérégie	6 585	100,0%	3 953	60,0%	2 632	40,0%	
17 - Centre-du-Québec	1 454	100,0%	824	56,7%	630	43,3%	
Région inconnue	16	100,0%	9	56,3%	7	43,8%	
Source : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique.							
e) Le nombre d’adultes au Programme d’aide sociale sans contraintes, par région et par sexe, en décembre 2025 :							
	Adultes prestataires du Programme d’aide sociale sans contraintes						
	Décembre 2025						
	Total		Femme		Homme		
	N	%	N	%	N	%	
Ensemble du Québec	113 005	100,0%	46 758	41,4%	66 247	58,6%	
01 - Bas-Saint-Laurent	1 509	100,0%	557	36,9%	952	63,1%	
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 433	100,0%	1 000	41,1%	1 433	58,9%	
03 - Capitale-Nationale	5 922	100,0%	2 410	40,7%	3 512	59,3%	
04 - Mauricie	4 388	100,0%	1 686	38,4%	2 702	61,6%	
05 - Estrie	5 824	100,0%	2 279	39,1%	3 545	60,9%	
06 - Île-de-Montréal	50 609	100,0%	20 932	41,4%	29 677	58,6%	

07 - Outaouais	5 224	100,0%	2 297	44,0%	2 927	56,0%
08 - Abitibi-Témiscamingue	1 293	100,0%	530	41,0%	763	59,0%
09 - Côte-Nord	573	100,0%	226	39,4%	347	60,6%
10 - Nord-du-Québec	414	100,0%	169	40,8%	245	59,2%
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	877	100,0%	324	36,9%	553	63,1%
12 - Chaudière-Appalaches	2 764	100,0%	1 128	40,8%	1 636	59,2%
13 - Laval	4 869	100,0%	2 299	47,2%	2 570	52,8%
14 - Lanaudière	4 966	100,0%	2 106	42,4%	2 860	57,6%
15 - Laurentides	5 383	100,0%	2 178	40,5%	3 205	59,5%
16 - Montérégie	12 811	100,0%	5 418	42,3%	7 393	57,7%
17 - Centre-du-Québec	3 117	100,0%	1 209	38,8%	1 908	61,2%
Région inconnue	29	100,0%	10	34,5%	19	65,5%

f) Le nombre d’adultes au Programme de solidarité sociale, par région et par sexe, en décembre 2025 :

	Adultes prestataires du Programme de solidarité sociale					
	Décembre 2025					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	24 456	100,0%	10 414	42,6%	14 042	57,4%
01 - Bas-Saint-Laurent	719	100,0%	298	41,4%	421	58,6%
02 - Saguenay – Lac-St-Jean	884	100,0%	404	45,7%	480	54,3%
03 - Capitale-Nationale	1 783	100,0%	744	41,7%	1 039	58,3%
04 - Mauricie	1 027	100,0%	454	44,2%	573	55,8%
05 - Estrie	1 686	100,0%	745	44,2%	941	55,8%
06 - Île-de-Montréal	6 423	100,0%	2 641	41,1%	3 782	58,9%
07 - Outaouais	1 159	100,0%	510	44,0%	649	56,0%
08 - Abitibi-Témiscamingue	470	100,0%	199	42,3%	271	57,7%
09 - Côte-Nord	214	100,0%	95	44,4%	119	55,6%
10 - Nord-du-Québec	108	100,0%	38	35,2%	70	64,8%
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	429	100,0%	187	43,6%	242	56,4%
12 - Chaudière-Appalaches	930	100,0%	403	43,3%	527	56,7%
13 - Laval	1 060	100,0%	455	42,9%	605	57,1%
14 - Lanaudière	1 515	100,0%	650	42,9%	865	57,1%
15 - Laurentides	1 594	100,0%	717	45,0%	877	55,0%
16 - Montérégie	3 615	100,0%	1 519	42,0%	2 096	58,0%
17 - Centre-du-Québec	828	100,0%	353	42,6%	475	57,4%
Région inconnue	12	100,0%	2	16,7%	10	83,3%

Source : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique.

g) Le nombre d’adultes au Programme de revenu de base, par région et par sexe, en décembre 2025 :

	Adultes prestataires du Programme de revenu de base					
	Décembre 2025					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	80 485	100,0%	35 502	44,1%	44 983	55,9%
01 - Bas-Saint-Laurent	2 524	100,0%	1 097	43,5%	1 427	56,5%

02 - Saguenay – Lac-St-Jean	3 135	100,0%	1 430	45,6%	1 705	54,4%
03 - Capitale-Nationale	6 421	100,0%	2 772	43,2%	3 649	56,8%
04 - Mauricie	3 826	100,0%	1 729	45,2%	2 097	54,8%
05 - Estrie	5 874	100,0%	2 572	43,8%	3 302	56,2%
06 - Île-de-Montréal	19 540	100,0%	8 254	42,2%	11 286	57,8%
07 - Outaouais	3 874	100,0%	1 774	45,8%	2 100	54,2%
08 - Abitibi-Témiscamingue	1 427	100,0%	644	45,1%	783	54,9%
09 - Côte-Nord	769	100,0%	330	42,9%	439	57,1%
10 - Nord-du-Québec	220	100,0%	89	40,5%	131	59,5%
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 391	100,0%	644	46,3%	747	53,7%
12 - Chaudière-Appalaches	3 740	100,0%	1 671	44,7%	2 069	55,3%
13 - Laval	3 148	100,0%	1 418	45,0%	1 730	55,0%
14 - Lanaudière	4 605	100,0%	2 083	45,2%	2 522	54,8%
15 - Laurentides	5 444	100,0%	2 468	45,3%	2 976	54,7%
16 - Montérégie	11 688	100,0%	5 279	45,2%	6 409	54,8%
17 - Centre-du-Québec	2 808	100,0%	1 230	43,8%	1 578	56,2%
Région inconnue	51	100,0%	18	35,3%	33	64,7%

Source : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique.

h. Le Programme d’aide financière de dernier recours.

Ce programme n’existe pas.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique
VALIDATION: S. o.
DATE : 2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
**Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-09

Titre :

Pour le programme d'aide sociale avec contrainte et sans contrainte, le programme de solidarité sociale et le programme de revenu de base, indiquer pour 2025-2026 :

- a. Le taux d'acceptation des demandes ;
- b. Le nombre de demandes de révision administrative, selon le motif ;
- c. Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif ;
- d. Le nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif.

Exposé et statistiques :

a. Le taux d'acceptation des demandes;

Le taux d'acceptation des demandes d'aide financière pour le Programme d'aide sociale et pour le Programme de solidarité sociale, pour l'année 2025-2026 :

Taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours		
Année financière	Programme d'aide sociale	Programme de solidarité sociale
2025-2026 ¹	56,3 %	83,1 % ²

Le taux d'acceptation n'est pas un concept utilisé dans le cas du Programme de revenu de base. Les personnes sont automatiquement admises si elles répondent aux critères prévus.

b. Le nombre de demandes de révision administrative, selon le motif;

Pour chaque demande de révision, le citoyen peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

Période de référence : du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2025	Motifs contestés en révision ³
Motifs ⁴	Nombre total
Allocations et ajustements	357
Revenus, gains et avantages	2 011
Statut	1 105
Obligations du prestataire ou du ministre	1 960
Avoir liquide	349
Prestations spéciales	618
Versement de l'aide	6
Biens	183
Solidarité de la dette	33
Garants défaillants	5
Prestations de base	385
Contribution parentale	250
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	46
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	2
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	184

¹ Données d'avril à décembre 2025.

² Ce taux inclut les demandeurs du Programme de revenu de base.

³ Les données sont extraites au 31 décembre 2025.

⁴ Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

Mois de la demande (particularités)	631		
Motifs sans droit de contestation	179		
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	13		
Révision médicale	1 660		
TOTAL	9 977		

c. Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif;

Pour l’année 2025-2026 (1^{er} avril au 31 décembre 2025), 596 recours ont été déposés au Tribunal administratif du Québec (TAQ).

Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif :

MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ ⁵ 2025-2026			
Motifs ⁶	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ⁷	Proportion motifs accueillis par le TAQ ⁸
Allocations et ajustements	47	1	2,1 %
Revenus, gains et avantages	306	27	8,8 %
Statut	149	15	10,1 %
Obligations du prestataire ou du ministre	86	4	4,7 %
Avoir liquide	76	7	9,2 %
Prestations spéciales	44	5	11,4 %
Versement de l’aide	0	0	N/A
Biens	60	5	8,3 %
Solidarité de la dette	17	1	5,9 %
Garants défaillants	2	0	0,0 %
Prestations de base	33	0	0,0 %
Contribution parentale	4	0	0,0 %
Mesures et programmes d’employabilité (réclamations seulement)	12	0	0,0 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0	N/A
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	14	1	7,1 %
Mois de la demande (particularités)	36	0	0,0 %
Motifs - sans droit de contestation	18	0	0,0 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	1	0	0,0 %
Révision médicale	104	23	22,1 %
Total	1 009	89	8,8 %

d. Pour la réponse à la question d), voir réponse à la fiche S1RP15K.

SOURCE : SSG - DGRRQS
COLLABORATION : DPAS - SSSAP
VALIDATION : S. o.
DATE : 16 mars 2026

⁵ Les données sont extraites au 31 décembre 2025.
⁶ Il peut y avoir plus d’un motif par décision contestée. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. De plus, les dossiers accueillis pour hors délais sont exclus. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d’assurance parentale.
⁷ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l’ont été en totalité.
⁸ La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre de motifs contestés pour ce même motif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-10

Titre :
L'effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi, et des bureaux de Services Québec pour 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

À la fin décembre 2025, le nombre de dossiers d'assistance sociale confiés mensuellement à un agent en moyenne est estimé à 605.

SOURCE : Direction générale principale des services à la clientèle de l'Est
VALIDATION: S. o.
DATE : 26 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-12

Titre :

Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, pour 2025-2026 (Programme objectif Emploi, Programme d'aide sociale avec et sans contraintes, Programme de solidarité sociale et Programme de revenu de base)

Exposé et statistiques :

Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Quebec.ca à l'adresse suivante :

[Publications | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#).

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: Direction de l'intelligence d'affaires et de l'analytique
DATE : 4 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-13

Titre :
Coût de l'indexation des prestations, par programme du ministère, pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Pour 2025-2026, le coût de l'indexation des prestations des programmes d'assistance sociale s'élève à 93 M\$. L'information n'est pas disponible par programme.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'expertise budgétaire et financière
VALIDATION: Service de l'expertise budgétaire (SEB)
DATE : 27 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14a

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et
fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :
a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de
nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont
disponibles sur Québec.ca à l'adresse suivante :
[Publications | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Direction des politiques d'assistance sociale
Direction de l'intelligence d'affaires et de l'analytique
S. o.
25 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14b

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l’année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :
b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d’inscription à l’allocation pour contraintes sévères à l’emploi, en ventilant selon l’étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes traitées par le comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle et le comité de révision du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025

Comité d’évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	7 097
Demandes accueillies	2 898
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	3 306
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	893

¹ Le service d’évaluation médicale et socioprofessionnelle (SEMS) comprend trois comités d’évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudient les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l’emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

Nombre de demandes traitées par la révision médicale du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025

Révision médicale	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	1 121
Demandes accueillies	699
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	135
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	180
Autres ² (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	107

² Une demande de révision sera jugée irrecevable si :

- elle est reçue hors délai et que la personne n’a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande;
- elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d’une décision;
- l’élément contesté est non-révisable ou qu’il a déjà fait l’objet d’une décision de révision (chose jugée).

Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n’a plus lieu d’être parce que le bureau de Services Québec (BSQ), à la suite d’une recommandation du SEMS, a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

Délai de traitement du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025

Demandes d’admissibilité au programme	Délai moyen
Admis par l’agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>) ³	N/D
Recommandation des comités d’évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁴	30,1

Demandes de révision ⁵	
Décision du comité de révision	27,4 ⁶
³ Il n’y a pas d’indicateur sur le délai moyen requis par l’agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d’un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l’engagement pris par le Ministère dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision. ⁴ Le délai moyen de traitement en admission est celui entre le moment où le dossier entre au SEMS pour évaluation et celui où une réponse est transmise au BSQ. ⁵ Le délai moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement BSQ) et la date d’expédition de la décision. ⁶ Depuis le 1^{er} avril 2025, le délai est calculé en jours ouvrables.	

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale
et services gouvernementaux généraux
Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services
Direction de l’analyse et de l’information de gestion

VALIDATION: S. o.

DATE : 25 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14c

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l’année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d’habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :					
Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale, solidarité sociale et revenu de base.					
Total Assistance sociale ¹ pour décembre 2025					
CATÉGORIES DE MÉNAGES					
MODES DE LOGEMENT	Personnes seules ²	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	TOTAL
Propriétaires	4 387	515	594	223	5 719
Locataires	67 906	4 845	13 376	5 543	91 670
Locataires H.L.M.	23 489	916	6 037	1 159	31 601
Chambreur ou pensionnaires	115 279	1 876	5 334	1 072	123 561
1. Avec la notion d’individualisation des prestations au Programme de revenu de base mise en œuvre le 1 ^{er} janvier 2023, le nombre de ménages est dédoublé avec la présence de deux dossiers pour une même famille. Or, dans le but d’assurer une continuité des résultats quant au nombre de ménages prestataires, les ménages dénombrés dans ce tableau ont été reconstitués afin de les dénombrer qu’une seule fois.					
2. Inclut les conjoints d’étudiants.					

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analyse

VALIDATION: S. o.

DATE : 25 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14d

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et
fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :

d) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en
recevoir une.

Exposé et statistiques :

**Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en
recevoir une :**

- En décembre 2025, 562 adultes de 18 ans ou plus étaient réputés recevoir la contribution
parentale.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Direction des politiques d'assistance sociale

S. o.

Direction de l'intelligence d'affaires et de l'analytique

29 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14e

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :

e) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 18 ans qui reçoivent une pension alimentaire.

Exposé et statistiques :

e) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 18 ans qui reçoivent une pension alimentaire.

En décembre 2025 :

- 143 familles monoparentales participants au Programme objectif emploi avec au moins un enfant de moins de 18 ans recevaient une pension alimentaire;
- 5 469 familles monoparentales prestataires du Programme d'aide sociale avec au moins un enfant de moins de 18 ans recevaient une pension alimentaire;
- 297 familles monoparentales prestataires du Programme de solidarité sociale avec au moins un enfant de moins de 18 ans recevaient une pension alimentaire;
- 328 familles monoparentales prestataires du Programme de revenu de base avec au moins un enfant de moins de 18 ans recevaient une pension alimentaire.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Direction des politiques d'assistance sociale
S. o.
Direction de l'intelligence d'affaires et de l'analytique
4 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14f

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l’année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : f) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l’emploi selon les critères suivants :

- i. État de santé;
- ii. État de grossesse;
- iii. Garde d’enfants d’âge préscolaire ou garde d’enfants handicapés;
- iv. Critère de 55 ans;
- v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
- vi. Attente de traitement d’une demande d’admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

- Le tableau suivant présente l’évolution du nombre d’adultes présentant une contrainte temporaire en 2025, selon le motif.

MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE									
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Âge ¹	Attente décision contraintes sévères ²	Prend soin d'une personne ³	Autres ⁴	TOTAL
2025									
Avril	6 087	699	8 414	1 396	32 038	779	862	134	50 409
Mai	6 034	701	8 546	1 381	32 143	949	864	127	50 745
Juin	5 745	673	8 678	1 389	32 286	1 060	862	136	50 829
Juillet	5 637	672	8 835	1 386	32 270	1 202	851	130	50 983
Août	5 584	640	8 972	1 387	32 376	1 168	847	152	51 126
Septembre	5 822	607	9 244	1 399	32 645	1 206	849	152	51 924
Octobre	5 949	535	7 827	1 423	32 714	1 271	844	147	50 710
Novembre	6 039	490	7 938	1 392	32 872	1 301	839	144	51 015
Décembre	6 112	414	8 054	1 404	32 950	1 271	840	136	51 181

1. 58 ans et plus

2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

3. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.

4. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION: Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique

DATE : 13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale
et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14g

Titre : État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l’année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :

g) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Décembre 2025	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Objectif emploi	614	433,18 \$
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	3 940	312,61 \$
Contraintes temporaires ³	14 947	209,90 \$
Mixte temporaire ⁴	586	253,39 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	6 128	619,60 \$
De base hébergé ⁶	73	122,24 \$
Revenu de base ⁷	19 256	447,90 \$
TOTAL	45 544	377,97 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance sociale. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d’aide à l’emploi), diminuant d’autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.
7. Au Programme de revenu de base, certains types de revenus comme ceux du Régime des rentes du Québec (invalidité ou retraite) et les prestations d’assurance-emploi sont comptabilisés, cependant la contribution parentale de même que les pensions alimentaires n'ont pas d'impact sur la prestation. Les revenus de travail sont comptabilisables à 55 % seulement s’ils dépassent le montant annuel de prestation.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique

VALIDATION: S. o.

DATE : 4 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14h

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :

h) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :		
Programme objectif emploi		
TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2025	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	899	796,17 \$
Biens mobiliers	355	6 618,55 \$
Biens immobiliers	33	181 139,57 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	6	15 259,83 \$
Dette hypothécaire	27	74 169,61 \$
Autres ²	31	7 143,86 \$
1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$. 2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.		
Programme d'aide sociale		
TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2025	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	77 717	564,98 \$
Biens mobiliers	31 410	4 040,18 \$
Biens immobiliers	3 304	119 094,66 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	239	10 202,97 \$
Dette hypothécaire	1 418	60 952,22 \$
Autres ²	1 410	10 015,95 \$
1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$. 2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.		

Programme de solidarité sociale		
TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2025	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	16 289	1 409,82 \$
Biens mobiliers	5 066	4 203,80 \$
Biens immobiliers	800	130 374,65 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	26	27 841,52 \$
Dette hypothécaire	404	63 002,38 \$
Autres ²	727	32 580,02 \$
1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$. 2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.		
Programme de revenu de base		
TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2025	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	63 366	1 431,83 \$
Biens mobiliers	13 242	3 477,51 \$
Biens immobiliers	2 195	91 751,11 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	15	42 808,94 \$
Dette hypothécaire	877	43 702,94 \$
Autres ²	5 638	41 185,33 \$
1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$. 2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.		

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Direction des politiques d’assistance sociale

Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique

S. o.

4 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14i

Titre : État de la situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour les années 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : i) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l’erreur administrative et l’aide conditionnelle.
--

Exposé et statistiques :					
L’aide financière des programmes d’assistance sociale doit être remboursée lorsqu’elle a été accordée en trop ou lorsqu’elle a été versée conditionnellement à la réalisation d’un droit (ex. : en attente d’une prestation de la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail, de la Société automobile du Québec, de Retraite Québec ou autre).					
Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d’une erreur administrative, ne font pas l’objet d’une réclamation.					
La provenance des réclamations nettes pour l’exercice financier 2025-2026 (en date du 31 décembre 2025) se détaille comme suit :					
	Année financière 2025-2026				
Réclamation pour le volet de la Solidarité sociale	Nombre	Nombre total	Montant en \$	Montant total M\$	Montant moyen \$
Réclamation à la suite d’un aide reçus sans droit ¹ :					
Programme d’aide sociale	32 052		37 642 859		
Programme de solidarité sociale	3 249		3 750 644		
Programme de revenu de base	3 879		4 427 935		
Programme objectif emploi	2 589		2 216 771		
Total des réclamations à la suite d’un aide reçu sans droit:		41 769		48,0	1 150
Réclamation à la suite d’une fausse déclaration ² :					
Programme d’aide sociale	15 051		104 588 780		
Programme de solidarité sociale	542		5 935 364		
Programme de revenu de base	284		2 765 910		
Programme objectif emploi	215		719 796		
Total des réclamations à la suite d'une fausse déclaration:		16 092		114,0	7 085
Réclamation à l’aide conditionnelle ³ :					
Programme d’aide sociale	3 777		6 025 956		
Programme de solidarité sociale	853		7 152 195		
Programme de revenu de base	412		1 696 114		
Programme objectif emploi	0		0		
Total des réclamations à l'aide conditionnelle:		5 042		14,9	2 950
Total montant brute des réclamations		62 903		176,9	2 813

Notes de crédits					
Programme d’aide sociale	4 412		5 198 144		
Programme de solidarité sociale	598		1 360 978		
Programme de revenu de base	551		695 205		
Programme objectif emploi	191		139 278		
Total des notes de crédits⁴:		5 752		7,4	1 285
Montant total net des réclamations⁵				169,5	

- (1)

Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n’a pas droit sans toutefois avoir eu l’intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l’évènement.
- (2)

Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d’obtenir des sommes auxquelles il n’a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.
- (3)

Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d’un droit.
- (4)

Note de crédit : lorsqu’un montant de réclamation est revu à la baisse. N’inclut les SPE.
- (5)

Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien aux enfants.

SOURCE :

Direction générale de la conformité et des enquêtes

COLLABORATION :

Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique

VALIDATION:

BSMA-SSTC

DATE :

22 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14j

Titre :
État de la situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour les années 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026, concernant :
j) Nombre de révisions et d’appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :		
Période de référence : du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2025		
	Motifs contestés en révision ¹	
Motifs	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ²
Allocations et ajustements	357	22
Revenus, gains et avantages	2 011	84
Statut	1 105	100
Obligations du prestataire ou du ministre	1 960	287
Avoirs liquides	349	48
Prestations spéciales	618	71
Versement de l’aide	6	1
Biens	183	23
Solidarité de la dette	33	4
Garant défaillant	5	0
Prestations de base	385	12
Contribution parentale	250	35
Mesures et programmes d’employabilité (réclamations seulement)	46	0
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	2	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	184	0
Mois de la demande (particularités)	631	48
Motifs sans droit de contestation	179	0
Pouvoir discrétionnaire (Réclamation seulement)	13	0
Révision médicale	1 660	840 ³
TOTAL	9 977	1 575
Proportion de motifs accueillis		15,8 %

¹ Il peut y avoir plus d’un motif par décision de révision finalisée. Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par les citoyens. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d’assurance parentale.

² Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l’ont été en totalité.

³ La condition médicale du citoyen peut évoluer entre le moment du dépôt de sa demande de révision et le moment auquel le comité de révision évalue sa situation. Ainsi, durant cet intervalle, l’état de santé du citoyen peut se dégrader et faire en sorte que l’étude de son dossier démontre maintenant une admissibilité sans équivoque à des contraintes sévères ou temporaires à l’emploi, alors que ce n’était pas le cas les mois précédents, où son état de santé était meilleur ou stable.

	Décisions rendues ou règlements entérinés ^{4*} par le TAQ
Règlement à l'amiable	183
Recours rejetés	214
Recours accueillis	36
Recours accueillis en partie ⁵	38
Désistements	244
Acquiescements du Ministère	44
Recours irrecevables	29
Autres ⁶	9
TOTAL des recours finalisés	797

SOURCE : SSG-DGRRQS
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION : S. o.
DATE : 16 mars 2026

⁴ Le nombre de décisions rendues ou règlements entérinés par le TAQ exclut les décisions relatives à l’assurance parentale, celles-ci étant traitées par la Direction générale du contentieux du Procureur général du Québec du ministère de la Justice.

⁵ Les « Recours accueillis en partie » présentent ceux pour lesquels le TAQ acquiesce à la fois à une partie de la demande du citoyen et maintien l’autre partie de la décision en faveur du Ministère. Pour leur part, les « Recours accueillis » par le TAQ sont totalement en faveur du citoyen.

⁶ Inclut les recours sans objet, les fermetures administratives ainsi que les déclarations de fin de litige.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14k

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l’année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027 concernant :

k) Nombre de personnes qui ont demandé de l’aide en raison d’un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l’aide accordée et le motif de la décision.

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2025-2026 (du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026)

Le nombre total de demandes reçues a été de 179. De ce nombre, il y a eu :

- 105 demandes acceptées soit 58,6 %;
- 72 demandes refusées;
- 2 désistements.

L’aide totale accordée fut de 305 733,46 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 37 467,73 \$;
- Aide gratuite : 268 265,73 \$.

Le montant moyen d’aide versée s’établit à 2 912 \$.

Faits saillants pour 2025-2026

Motifs invoqués pour l’obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$) 1	Répartition par catégorie (%) *	Montant moyen accordé par catégorie (\$) 1
Bien ou avoir liquide cédé	8	20 126	6,58	2 516
Composition familiale	1	642	0,21	642
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	3	7 808	2,55	2 603
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	4	3 432	1,12	858
Perte d’argent	2	3 434	1,12	1 717
Prestation spéciale	5	6 381	2,09	1 276
Prestation spéciale désintoxication	0	0	0,00	0
Prévenu tenu de loger	4	4 892	1,60	1 223
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	78	259 018	84,72	3 321
Travailleur autonome	0	0	0,00	0
Valeur de résidence	0	0	0,00	0
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	105	305 733	100 %	2 912

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d’attribution d’une aide financière.

1) Les sommes versées comprennent également l’aide financière accordée en prolongation pour 39 demandes (mois suivant l’acceptation à la suite de l’évaluation ou de la réévaluation d’une demande).

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION: Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique

DATE : 3 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14L

Titre : État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l’année 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant : 1) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l’assurance médicaments, pour 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.	
Exposé et statistiques : Depuis l’entrée en vigueur de la Loi sur l’aide aux personnes et aux familles, le Programme de l’assistance-emploi a été remplacé par les programmes d’assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale, solidarité sociale et de revenu de base. À noter : l’assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l’assistance sociale. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux. Les sous-totaux et les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments qui les compose en raison des arrondis. Coût des prestations spéciales (en k \$) 2025-2026 (dépenses¹)	
I. Prestations spéciales pour préserver la santé	
A. Préparations lactées (au 31 janvier 2026)	200,0
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	2 036,9
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	176,0
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	13 652,8
- Suppléments	3 930,8
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement et paraplégie)	
- Transports pour fins médicales	41 656,4
- Autres	453,9
Sous-total B:	61 906,8
Sous-total de la partie I :	62 106,8
II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières	
- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d’origine	
- Enfant à charge fréquentant l’école	3 471,3
- Frais funéraires	312,9
- Compenser les pertes lors d’un incendie ou d’un sinistre	50,3
- Compenser les effets d’une séparation	0,3
- Loyer pour une personne seule hébergée	1 317,9
Sous-total de la partie II :	5 152,6
III. Prestations spéciales versées par amendement	895,3
Sous-total de la partie III :	895,3
TOTAL : 68 154,7	

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique
VALIDATION : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique, Services des opérations financières
DATE : 11 mars 2026

¹ Les données, à l’exception de celles sur les préparations lactées, représentent un coût estimé sur 12 mois des dépenses réelles en prestations spéciales pour la période d’avril 2025 à décembre 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14m

Titre :
État de la situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour les années 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :
m) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d’Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

La prestation de service du MESS permet aux requérants à l’assistance sociale qui déposent leur demande en personne, d’obtenir au même moment des services d’emploi. La référence n’est plus requise dans ce cas.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre et secrétariat général (BSMSG)
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.,
DATE : 12 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de
l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-14n

Titre :
État de situation de chaque programme du ministère (si applicable) pour l'année 2025-2026 et
fournir les prévisions pour 2026-2027, concernant :
n) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec
et l'économie générée; fournir les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de Régie des rentes du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: Direction de l'intelligence d'affaires et de l'analytique
DATE : 27 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-15

Titre :
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi pour 2025-2026 ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025, le Service d’évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux, a traité 7 097 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l’emploi.

Période	Demandes reçues et traitées
1 ^{er} avril au 31 décembre 2025	
25-avr	836
25-mai	672
25-juin	613
25-juil	704
25-août	653
25-sept	977
25-oct	897
25-nov	907
25-déc	838
26-janv	n/d
26-févr	n/d
26-mars	n/d
	7 097

SOURCE : Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale
et services gouvernementaux généraux

COLLABORATION : Direction des politiques d’assistance sociale

VALIDATION: BSMASTC

DATE : 22 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-16

Titre :
Nombre de personnes ayant fait une demande pour le programme d’aide sociale avec contraintes temporaires à l’emploi pour 2025-2026, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre2025, le Service d’évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu et analysé 9 256 demandes pour le Programme d’aide sociale avec contraintes temporaires à l’emploi.

2025-2026	Nombre de dossiers
Avril 2025	822
Mai 2025	1 483
Juin 2025	980
Juillet 2025	831
Août 2025	832
Septembre 2025	1 068
Octobre 2025	1 365
Novembre 2025	1 001
Décembre 2025	874
TOTAL	9 256

SOURCE :Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux

COLLABORATION :Direction des politiques d’assistance sociale

VALIDATION:BSMASTC

DATE :24 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-17

Titre :
Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2025-2026, ventiler par mois et par région.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025, le Service d’évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux a refusé 4 199 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l’emploi.

SOURCE : Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux

COLLABORATION : Direction des normes, des partenariats et des projets de l’assistance sociale
Direction des politiques d’assistance sociale

VALIDATION: BSMASTC

DATE : 24 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-18

Titre :
Le nombre de personnes ayant fait une demande pour le programme d’aide sociale avec contraintes temporaires à l’emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2025-2026, ventiler par mois et par région.

Exposé et statistiques :		
Du 1 ^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025, 9 256 demandes de contraintes temporaires à l’emploi ont été traitées, dont 1 641 ont été refusées.		
2026-2026	Demandes traitées	Demandes refusées
Mois	Nombre	Nombre
Avril 2025	822	193
Mai 2025	1483	273
Juin 2025	980	207
Juillet 2025	831	154
Août 2025	832	144
Septembre 2025	1068	163
Octobre 2025	1365	229
Novembre 2025	1001	144
Décembre 2025	874	134
Janvier 2025	Non disponible	Non disponible
Février 2025	Non disponible	Non disponible
Mars 2025	Non disponible	Non disponible
Total	9 256	1 641

SOURCE :Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux

COLLABORATION :Direction des politiques d’assistance sociale

VALIDATION :BSMASTC

DATE :24 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-19

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi en 2025-2026 et pour les deux années précédentes.

Exposé et statistiques :

➤ Le délai moyen de traitement pour l'année en cours (2025-2026) est de 30,1 jours. Ce qui représente une baisse du délai de 7,6 jours en comparaison à l'année 2024-2025 (37,7 jours).

➤ Le délai de traitement pour l'année en cours est sous la cible administrative fixée à 45 jours.

➤ Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de moins de 24 heures. Il peut se prolonger dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'information supplémentaire. Pour l'ensemble, le délai moyen de traitement des demandes en attribution initiale pour l'année 2025-2026 est de 1,6 jours.

SOURCE :

Direction générale de l'Évolution des lignes d'affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux

COLLABORATION :

Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services

VALIDATION:

BSMASTC

DATE :

26 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-20

Titre :

Le nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l’emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2025-2026, ventiler par mois et par région et fournir les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril au 31 décembre 2025, trois personnes ont vu leurs contraintes sévères à l’emploi être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : SSG-DGRRQS
COLLABORATION : DPAS - SSSAP
VALIDATION: S. o.
DATE : 11 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-21

Titre :

Le nombre de personnes ayant fait une demande pour le programme d’aide sociale avec contraintes temporaires à l’emploi, mais dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2025-2026 ventilé par mois et par région et fournir les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril au 31 décembre 2025, aucune personne n’a vu sa contrainte temporaire à l’emploi être reconnue par le Tribunal administratif du Québec après que sa demande ait été refusée par le Ministère.

SOURCE : SSG-DGRRQS
COLLABORATION : DPAS - SSSAP
VALIDATION: S. o.
DATE : 11 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP22

Titre :
Concernant la liste des diagnostics évidents permettant une admission simplifiée au Programme de solidarité sociale, veuillez fournir les informations suivantes pour chaque diagnostic de la liste :
a. Le nombre de demandes et le nombre de bénéficiaires admis, ventilé par région et par sexe, pour l’année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
b. Le taux d’acceptation des demandes pour l’année 2025-2026.
c. Le nombre de demandes de révision administrative, ventilé par motif, pour l’année 2025-2026.
d. Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, ventilé par motif, pour l’année 2025-2026.
e. Le nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, ventilé par motif, pour l’année 2025-2026.

Exposé et statistiques :

a. Le nombre de demandes et le nombre de bénéficiaires admis, ventilé par région et par sexe, pour l’année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Les données ne sont pas disponibles.

b. Le taux d’acceptation des demandes pour l’année 2025-2026.

Les données ne sont pas disponibles.

c. Le nombre de demandes de révision administrative, ventilé par motif, pour l’année 2025-2026.

Les données ne sont pas disponibles.

d. Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, ventilé par motif, pour l’année 2025-2026.

Les données ne sont pas disponibles.

e. Le nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, ventilé par motif, pour l’année 2025-2026.

Aucune demande de recours au Pouvoir discrétionnaire du ministre pour l’attribution de contrainte sévère à l’emploi pour l’année 2025-2026.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Direction des normes, des partenariats et des projets de l’assistance sociale
Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique
Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique
25 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-23

Titre :
Pour 2024-2025 et 2025-2026, combien de personnes, pour chacun de ces diagnostics, ont
bénéficié de l’accès accéléré aux prestations du Programme de solidarité sociale avant que la
liste soit réduite ?

- d’autisme ;
- de schizophrénie ;
- de bipolarité.

Exposé et statistiques :

Nombre de pièces médicales reçues et acceptées par l’agent pour les adultes avec contraintes
sévères

Année financière ¹	Diagnostic	Nombre
2025-2026	Diagnostic	
	2950-Schizophrénie	1
	2990-Autisme, Asperger, Rett, syndr. démen., Kanner	190
	Total	191

1. Pour l'année 2025-2026, les données disponibles sont pour la période d'avril 2025 à décembre 2025.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Direction de l’évolution et de l’implantation de l’assistance sociale et des
services gouvernementaux généraux e

Direction des normes, des partenariats et des projets de l’assistance sociale
Direction des politiques d’assistance sociale
Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique (DIAA)

BSMASTC

29 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-24

Titre :
Pour les personnes ayant une dette envers le ministère, veuillez nous fournir les renseignements suivants :

a. Le nombre de personnes ayant une dette envers le Ministère ventilé par âge, région, raison et revenu principal ;

b. La somme des dettes envers le Ministère ventilée par âge, région et sexe ;

c. Le nombre de personnes prestataires d’un programme d’aide du ministère ayant une dette envers le ministère, ventilé par raison de la dette ;

d. Le taux d’intérêt chargé aux personnes ayant une dette envers le ministère en 2024-2025 ; 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ;

e. Le nombre de dettes dues à une erreur administrative.

Exposé et statistiques :

Au 31 janvier 2026, le nombre de personnes ayant une dette envers le Ministère (volet Solidarité sociale et Action communautaire) est de 144 902 pour un montant de 1 042,7 M\$. Le nombre de personnes prestataires ayant une dette envers le Ministère est de 45 373 au 31 janvier 2026.

Période		Nombre de personnes ayant une dette	Montant de la dette (M\$)	Nombre de personnes prestataires
2025-2026 (au 31 janv. 2026)	Moins de 30 ans	18 957	66,4 \$	6 033
	30 à 49 ans	72 433	401,0 \$	22 279
	50 à 54 ans	13 773	100,0 \$	5 258
*Taux d’intérêt 8 % et **5 %	55 à 59 ans	12 627	116,0 \$	5 085
	60 à 64 ans	13 347	126,6 \$	6 147
	65 ans et plus	13 765	232,7 \$	571
	Total	144 902	1 042,7 \$	45 373
	Femme	60 086	499,0 \$	20 314
	Homme	84 816	543,7 \$	25 059

* Aucun intérêt ne s’applique sur la dette sauf si celle-ci est due à la suite d’une fausse déclaration ou si aucune entente de remboursement périodique n’est prise ou respectée.

** À compter du 1^{er} octobre 2025, l’article 192 du Règlement sur l’aide aux personnes et aux familles a été amendé afin de préciser que le taux d’intérêt applicable aux créances du Ministère correspond désormais au taux fixé par Revenu Québec en vertu de l’article 28 de la Loi sur l’administration fiscale, diminué de trois points de pourcentage. Ainsi, pour le trimestre débutant le 1^{er} octobre 2025, le taux appliqué aux créances du Ministère est de 5 % considérant que le taux fixé par Revenu Québec est de 8 %.

SOURCE :SSG-DGRRQS

COLLABORATION :s. o.

VALIDATION:s. o.

DATE :13 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-25

Titre :

Pour chacun des programmes suivants :

- a. Programme d'aide et d'accompagnement social – Action;
- b. Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir;
- c. Programme Objectif-Emploi;
- d. Programme d'aide sociale sans contrainte;
- e. Programme d'aide sociale avec contrainte;
- f. Programme de solidarité sociale;
- g. Programme de revenu de base.
- h. Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens;
- i. Programme de soutien pour les travailleurs âgés;
- j. Programme Soutien financier aux mineures enceintes (SFME);
- k. Le Programme d'aide financière de dernier recours.

Veuillez nous fournir :

- h. Nombre de prestataires, par âge et par région administrative;
- i. Nombre de prestataires en couple;
- j. Nombre de prestataires en couple avec des enfants;
- k. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans une année;
- l. Combien de prestataires ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$;
- m. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail;
- n. Combien de prestataires ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$;
- o. Combien de prestataires ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$;
- p. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication;
- q. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication;
- r. Combien de jeunes de moins de 29 ans ont fait une demande d'aide.

Exposé et statistiques :

L'information demandée ne s'applique pas aux Programme d'aide et d'accompagnement social-Action et au Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir, auxquels participent les prestataires des programmes de l'assistance sociale.

Le Programme de soutien pour les travailleurs âgés est inactif depuis le 31 mars 2013.

Les informations relatives au Programme de soutien financier aux mineures enceintes ne sont pas disponibles.

Les programmes d'aide financière de dernier recours incluent le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale.

h. Adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le programme, l'âge et la région :

Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur Québec.ca à l'adresse suivante : [Publications | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

i. Nombre de prestataires en couple :
Réponse fournie à la RP-26

j. Nombre de prestataires en couple avec des enfants:
Réponse fournie à la RP-27. Pour le Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens, voir ci-après :

Nombre d'adultes prestataires en couple avec des enfants	
Programme	Décembre 2025
Programme de spécifique d'aide aux Ukrainiens ¹	169

k. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier :
Il n'est pas possible de détailler l'information par programme.

	Nombre d'adultes distincts ayant fait un séjour hors Québec
2024-2025 (d'avril 2025 à décembre 2025 ¹)	246

1. Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont uniquement disponibles trimestriellement.

l. Combien de prestataires ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$:

	Programme objectif emploi	Programme d'aide sociale (sans contraintes)	Programme d'aide sociale (contraintes temporaires)	Programme de solidarité sociale	Programme de revenu de base	Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens
décembre 2025	0	0	0	0	0	0

m. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail :
Réponse fournie à la RP-29

n. Combien de prestataires ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$:

	Programme objectif emploi	Programme d'aide sociale (sans contraintes)	Programme d'aide sociale (contraintes temporaires)	Programme de solidarité sociale	Programme de revenu de base	Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens
--	---------------------------	---	--	---------------------------------	-----------------------------	---

¹ Les Ukrainiens sont inclus dans le Programme d'aide sociale.

décembre 2025	0	0	0	0	0	0

o. Combien de prestataires ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$:

	Programme objectif emploi	Programme d'aide sociale (sans contraintes)	Programme d'aide sociale (contraintes temporaires)	Programme de solidarité sociale	Programme de revenu de base	Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens
décembre 2025	0	0	0	0	0	0

p. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication :

Prestataires sans logement recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie

	Programme objectif emploi	Programme d'aide sociale (sans contraintes)	Programme d'aide sociale (contraintes temporaires)	Programme de solidarité sociale	Programme de revenu de base	Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens
décembre 2025	0	15	2	2	1	0

q. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication :

Prestataires avec logement recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie

	Programme objectif emploi	Programme d'aide sociale (sans contraintes)	Programme d'aide sociale (contraintes temporaires)	Programme de solidarité sociale	Programme de revenu de base	Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens
décembre 2025	4	762	73	46	57	0

r. Combien de jeunes de moins de 29 ans ont fait une demande d’aide?

Nombre d'adultes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'aide	
Décembre 2025	930

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Dir. gén. de l'évolution des lignes d'affaires - Ass. sociale et services gouvernementaux généraux

VALIDATION: Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique

DATE : 4 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-26

Titre :

Combien de prestataires ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d’aide de dernier recours? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région pour les programmes suivant :

- a) Programme d’aide et d’accompagnement social- Action ;
- b) Programme d’aide et d’accompagnement social – Réussir ;
- c) Programme objectif-Emploi ;
- d) Programme d’aide sociale sans contrainte ;
- e) Programme d’aide sociale avec contrainte ;
- f) Programme de solidarité sociale ;
- g) Programme de revenu de base.
- h) Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens;
- i) Programme de soutien pour les travailleurs âgés;
- j) Programme Soutien financier aux mineures enceintes (SFME);
- k) Programme d’aide financière de dernier recours.

Exposé et statistiques :

a. Programme d’aide et d’accompagnement social – Action :

Le Ministère ne possède pas ces données. La situation maritale n’est pas prise en compte pour établir le montant de l’allocation de soutien qui s’ajoute à la prestation versée dans le cadre d’un programme d’assistance sociale.

b. Programme d’aide et d’accompagnement social – Réussir :

Le Ministère ne possède pas ces données. La situation maritale n’est pas prise en compte pour établir le montant l’allocation de soutien qui s’ajoute à la prestation versée dans le cadre d’un programme d’assistance sociale.

c. Programme objectif emploi :

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	9	3 600,00 \$	400,00 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	4	1 600,00 \$	400,00 \$
03 - Capitale-Nationale	50	20 000,00 \$	400,00 \$
04 - Mauricie	25	10 000,00 \$	400,00 \$
05 - Estrie	34	13 600,00 \$	400,00 \$
06 - Montréal	131	52 400,00 \$	400,00 \$
07 - Outaouais	38	15 200,00 \$	400,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	5	2 000,00 \$	400,00 \$
09 - Côte-Nord	2	800,00 \$	400,00 \$
10 - Nord-du-Québec	1	400,00 \$	400,00 \$
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	1 200,00 \$	400,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	10	4 000,00 \$	400,00 \$
13 - Laval	32	12 800,00 \$	400,00 \$
14 - Lanaudière	14	5 600,00 \$	400,00 \$
15 - Laurentides	17	6 800,00 \$	400,00 \$
16 - Montérégie	62	24 800,00 \$	400,00 \$
17 - Centre-du-Québec	26	10 400,00 \$	400,00 \$
Ensemble du Québec	463	185 200,00 \$	400,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes X 2 (829 \$ X 2 = 1 658 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 258 \$ en décembre 2025).

d. Programme d’aide sociale sans contrainte :

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	57	22 800,00 \$	400,00 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	54	21 600,00 \$	400,00 \$
03 - Capitale-Nationale	232	92 800,00 \$	400,00 \$
04 - Mauricie	186	74 400,00 \$	400,00 \$
05 - Estrie	287	114 800,00 \$	400,00 \$
06 - Montréal	4 537	1 814 800,00 \$	400,00 \$
07 - Outaouais	253	101 200,00 \$	400,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	40	16 000,00 \$	400,00 \$
09 - Côte-Nord	15	6 000,00 \$	400,00 \$
10 - Nord-du-Québec	14	5 600,00 \$	400,00 \$
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	36	14 400,00 \$	400,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	107	42 800,00 \$	400,00 \$
13 - Laval	460	184 000,00 \$	400,00 \$
14 - Lanaudière	254	101 600,00 \$	400,00 \$
15 - Laurentides	226	90 400,00 \$	400,00 \$
16 - Montérégie	790	316 000,00 \$	400,00 \$
17 - Centre-du-Québec	147	58 800,00 \$	400,00 \$
Région inconnue	4	1 600,00 \$	400,00 \$
Ensemble du Québec	7 699	3 079 600,00 \$	400,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes X 2 (829 \$ X 2 = 1 658 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 258 \$ en décembre 2025).

e. Programme d’aide sociale avec contrainte :

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	16	7 152,00 \$	447,00 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	13	5 811,00 \$	447,00 \$
03 - Capitale-Nationale	71	31 737,00 \$	447,00 \$
04 – Mauricie	43	19 221,00 \$	447,00 \$
05 – Estrie	87	38 889,00 \$	447,00 \$
06 – Montréal	915	409 005,00 \$	447,00 \$
07 – Outaouais	81	36 207,00 \$	447,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	9	4 023,00 \$	447,00 \$
09 - Côte-Nord	6	2 682,00 \$	447,00 \$
10 - Nord-du-Québec	6	2 682,00 \$	447,00 \$
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7	3 129,00 \$	447,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	18	8 046,00 \$	447,00 \$
13 – Laval	281	125 607,00 \$	447,00 \$
14 – Lanaudière	90	40 230,00 \$	447,00 \$
15 – Laurentides	97	43 359,00 \$	447,00 \$
16 – Montérégie	268	119 796,00 \$	447,00 \$
17 - Centre-du-Québec	29	12 963,00 \$	447,00 \$
Ensemble du Québec	2 037	910 539,00 \$	447,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule avec contraintes temporaires X 2 (995 \$ X 2 = 1 990 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes avec contraintes temporaires (1 543 \$ en décembre 2025).

f. Programme de solidarité sociale :

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	3	2 070,00 \$	690,00 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	2	1 380,00 \$	690,00 \$
03 - Capitale-Nationale	3	2 070,00 \$	690,00 \$
04 - Mauricie	3	2 070,00 \$	690,00 \$
05 - Estrie	7	4 830,00 \$	690,00 \$

	06 - Montréal	14	9 660,00 \$	690,00 \$
	07 - Outaouais	3	2 070,00 \$	690,00 \$
	08 - Abitibi-Témiscamingue	1	690,00 \$	690,00 \$
	09 - Côte-Nord	0	0,00 \$	0,00 \$
	10 - Nord-du-Québec	0	0,00 \$	0,00 \$
	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	690,00 \$	690,00 \$
	12 - Chaudière-Appalaches	2	1 380,00 \$	690,00 \$
	13 - Laval	5	3 450,00 \$	690,00 \$
	14 - Lanaudière	1	690,00 \$	690,00 \$
	15 - Laurentides	0	0,00 \$	0,00 \$
	16 - Montérégie	10	6 900,00 \$	690,00 \$
	17 - Centre-du-Québec	1	690,00 \$	690,00 \$
	Ensemble du Québec	56	38 640,00 \$	690,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule avec contraintes sévères X 2 (1 294 \$ X 2 = 2 588 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes avec contraintes sévères (1 898 \$ en décembre 2025).

g. Programme de revenu de base :

	décembre 2025		
	Nombre d’adultes	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	132	48 048,00 \$	364,00 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	143	52 052,00 \$	364,00 \$
03 - Capitale-Nationale	181	65 884,00 \$	364,00 \$
04 - Mauricie	204	74 256,00 \$	364,00 \$
05 - Estrie	332	120 848,00 \$	364,00 \$
06 - Montréal	795	289 380,00 \$	364,00 \$
07 - Outaouais	221	80 444,00 \$	364,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	62	22 568,00 \$	364,00 \$
09 - Côte-Nord	27	9 828,00 \$	364,00 \$
10 - Nord-du-Québec	9	3 276,00 \$	364,00 \$
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	89	32 396,00 \$	364,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	161	58 604,00 \$	364,00 \$
13 - Laval	163	59 332,00 \$	364,00 \$
14 - Lanaudière	202	73 528,00 \$	364,00 \$
15 - Laurentides	253	92 092,00 \$	364,00 \$
16 - Montérégie	451	164 164,00 \$	364,00 \$
17 - Centre-du-Québec	145	52 780,00 \$	364,00 \$
Région inconnue	0	0,00 \$	0,00 \$
Ensemble du Québec	3 570	1 299 480,00 \$	364,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à l'ajustement versé à un adulte sans conjoint (364 \$ versé en décembre 2025).

h. Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens :

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	0	0,00 \$	0,00 \$
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	0	0,00 \$	0,00 \$
03 - Capitale-Nationale	5	2 545,00 \$	509,00 \$
04 - Mauricie	1	509,00 \$	509,00 \$
05 - Estrie	4	2 036,00 \$	509,00 \$
06 - Montréal	162	82 458,00 \$	509,00 \$
07 - Outaouais	17	8 653,00 \$	509,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	0,00 \$	0,00 \$
09 - Côte-Nord	0	0,00 \$	0,00 \$
10 - Nord-du-Québec	0	0,00 \$	0,00 \$
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0,00 \$	0,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	3	1 527,00 \$	509,00 \$
13 - Laval	12	6 108,00 \$	509,00 \$
14 - Lanaudière	4	2 036,00 \$	509,00 \$
15 - Laurentides	5	2 545,00 \$	509,00 \$
16 - Montérégie	46	23 414,00 \$	509,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-27

Titre :

Combien de prestataires qui ont déclaré être en couple avec des enfants et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région et par programme.

Exposé et statistiques :

a. Programme objectif emploi (couples avec enfants)

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	7	2 800,00 \$	400,00 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	1 200,00 \$	400,00 \$
03 - Capitale-Nationale	44	17 600,00 \$	400,00 \$
04 - Mauricie	17	6 800,00 \$	400,00 \$
05 - Estrie	28	11 200,00 \$	400,00 \$
06 - Montréal	98	39 200,00 \$	400,00 \$
07 - Outaouais	25	10 000,00 \$	400,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	2	800,00 \$	400,00 \$
09 - Côte-Nord	2	800,00 \$	400,00 \$
10 - Nord-du-Québec	1	400,00 \$	400,00 \$
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	1 200,00 \$	400,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	5	2 000,00 \$	400,00 \$
13 - Laval	26	10 400,00 \$	400,00 \$
14 - Lanaudière	11	4 400,00 \$	400,00 \$
15 - Laurentides	14	5 600,00 \$	400,00 \$
16 - Montérégie	50	20 000,00 \$	400,00 \$
17 - Centre-du-Québec	23	9 200,00 \$	400,00 \$
Ensemble du Québec	359	143 600,00 \$	400,00 \$

1.

Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un adulte seul sans contraintes X 2 (829 \$ X 2 = 1 658 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 258 \$ en décembre 2025).

b. Programme d’aide sociale sans contrainte (couples avec enfants)

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	37	14 800,00 \$	400,00 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	33	13 200,00 \$	400,00 \$
03 - Capitale-Nationale	167	66 800,00 \$	400,00 \$
04 - Mauricie	138	55 200,00 \$	400,00 \$
05 - Estrie	226	90 400,00 \$	400,00 \$
06 - Montréal	3 190	1 276 000,00 \$	400,00 \$
07 - Outaouais	196	78 400,00 \$	400,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	26	10 400,00 \$	400,00 \$
09 - Côte-Nord	12	4 800,00 \$	400,00 \$
10 - Nord-du-Québec	8	3 200,00 \$	400,00 \$
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24	9 600,00 \$	400,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	69	27 600,00 \$	400,00 \$
13 - Laval	345	138 000,00 \$	400,00 \$
14 - Lanaudière	182	72 800,00 \$	400,00 \$

15 - Laurentides	164	65 600,00 \$	400,00 \$
16 - Montérégie	604	241 600,00 \$	400,00 \$
17 - Centre-du-Québec	104	41 600,00 \$	400,00 \$
Région inconnue	3	1 200,00 \$	400,00 \$
Ensemble du Québec	5 528	2 211 200,00 \$	400,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un adulte seul sans contraintes X 2 (829 \$ X 2 = 1 658 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 258 \$ en décembre 2025).

c. Programme d’aide sociale avec contrainte (couples avec enfants)

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	2	894,00 \$	447,00 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	2	894,00 \$	447,00 \$
03 - Capitale-Nationale	14	6 258,00 \$	447,00 \$
04 - Mauricie	10	4 470,00 \$	447,00 \$
05 - Estrie	20	8 940,00 \$	447,00 \$
06 - Montréal	122	54 534,00 \$	447,00 \$
07 - Outaouais	13	5 811,00 \$	447,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	2	894,00 \$	447,00 \$
09 - Côte-Nord	1	447,00 \$	447,00 \$
10 - Nord-du-Québec	4	1 788,00 \$	447,00 \$
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	447,00 \$	447,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	7	3 129,00 \$	447,00 \$
13 - Laval	18	8 046,00 \$	447,00 \$
14 - Lanaudière	12	5 364,00 \$	447,00 \$
15 - Laurentides	21	9 387,00 \$	447,00 \$
16 - Montérégie	25	11 175,00 \$	447,00 \$
17 - Centre-du-Québec	10	4 470,00 \$	447,00 \$
Ensemble du Québec	284	126 948,00 \$	447,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un adulte seul avec contraintes temporaires X 2 (995 \$ X 2 = 1 990 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes avec contraintes temporaires (1 543 \$ en décembre 2025).

d. Programme de solidarité sociale (couples avec enfants)

	Décembre 2025		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	1	690,00 \$	690,00 \$
06 - Montréal	3	2 070,00 \$	690,00 \$
13 - Laval	2	1 380,00 \$	690,00 \$
14 - Lanaudière	1	690,00 \$	690,00 \$
16 - Montérégie	2	1 380,00 \$	690,00 \$
Ensemble du Québec	9	6 210,00 \$	690,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un adulte seul avec contraintes sévères X 2 (1 294 \$ X 2 = 2 588 \$ en décembre 2025) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes avec contraintes sévères (1 898 \$ en décembre 2025).

e. Programme de revenu de base (PRB) :

	décembre 2025		
	Nombre d’adultes	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	13	4 732,00 \$	364,00 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	14	5 096,00 \$	364,00 \$
03 - Capitale-Nationale	18	6 552,00 \$	364,00 \$
04 - Mauricie	42	15 288,00 \$	364,00 \$
05 - Estrie	60	21 840,00 \$	364,00 \$
06 - Montréal	226	82 264,00 \$	364,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-28

Titre :

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail par région et pour les programmes suivants :

- a) Programme d'aide et d'accompagnement social- Action;
- b) Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir;
- c) Programme objectif emploi;
- d) Programme d'aide sociale sans contrainte;
- e) Programme d'aide sociale avec contrainte;
- f) Programme de solidarité sociale;
- g) Programme de revenu de base.
- h) Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens;
- i) Programme de soutien pour les travailleurs âgés;
- j) Programme Soutien financier aux mineures enceintes (SFME);
- k) Programme d'aide financière de dernier recours.

Exposé et statistiques :

- a) Programme d'aide et d'accompagnement social- Action :

Le ministère ne possède pas cette information. L'information demandée ne s'applique pas au Programme d'aide et d'accompagnement social - Action qui n'est pas un programme qui prend en compte les revenus de travail.

- b) Programme d'aide et d'accompagnement social – Réussir :

Le ministère ne possède pas cette information. L'information demandée ne s'applique pas au Programme d'aide et d'accompagnement social - Réussir, qui n'est pas un programme qui prend en compte les revenus de travail.

- c) Programme objectif emploi :

Voir tableau ci-dessous.

- d) Programme d'aide sociale sans contrainte :

Il n'est pas possible de détailler l'information sur les revenus de travail selon la présence ou non de contraintes à l'emploi au Programme d'aide sociale, puisqu'elle est comptabilisée par ménage.

L'information présentée dans le tableau ci-dessous correspond aux revenus de travail déclarés en décembre 2025, par les ménages au Programme d'aide sociale.

- e) Programme d'aide sociale avec contrainte :

Il n'est pas possible de détailler l'information sur les revenus de travail selon la présence ou non de contraintes à l'emploi au Programme d'aide sociale, puisqu'elle est comptabilisée par ménage.

L'information présentée dans le tableau ci-dessous correspond aux revenus de travail déclarés en décembre 2025, par les ménages au Programme d'aide sociale.

- f) Programme de solidarité sociale :
 Voir tableau ci-dessous.
- g) Programme de revenu de base :
 L’information sur les revenus de travail au Programme de revenu de base est détenue par Revenu Québec.
- h) Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens :
 Voir les tableaux ci-dessous.
- i) Programme de soutien pour les travailleurs âgés :
 Ce programme est inactif depuis le 31 mars 2013.
- j) Programme Soutien financier aux mineures enceintes (SFME) :
 Les données ne sont pas disponibles.
- k) Programme d’aide financière de dernier recours :
 Il n’y a pas de programme d’aide financière de dernier recours. Les programmes d’aide financière de dernier recours comprennent le Programme d’aide sociale et le Programme de solidarité sociale. Voir les points d), e) et f).

Tableaux

Programme objectif emploi			
Région	Ménages avec revenus de travail	Avec réduction de l’aide financière	
		Nombre de ménages	Montant réduit
01 - Bas-Saint-Laurent	4	4	1 831,28 \$
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	6	6	5 473,87 \$
03 - Capitale-Nationale	36	23	10 334,93 \$
04 - Mauricie	18	16	15 956,13 \$
05 - Estrie	22	17	9 445,29 \$
06 - Montréal	124	86	55 689,93 \$
07 - Outaouais	21	15	5 509,25 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	8	8	5 903,23 \$
09 - Côte-Nord	2	2	992,11 \$
10 - Nord-du-Québec	0	0	0,00 \$
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	3	524,16 \$
12 - Chaudière-Appalaches	9	5	2 987,62 \$
13 - Laval	14	12	7 422,72 \$
14 - Lanaudière	20	17	8 199,56 \$
15 - Laurentides	26	20	15 111,32 \$
16 - Montérégie	48	37	24 505,78 \$
17 - Centre-du-Québec	21	15	6 755,69 \$
Région inconnue	0	0	0,00 \$
Ensemble du Québec	382	286	176 643,00 \$
Programme d’aide sociale			
Région	Ménages avec revenus de travail	Avec réduction de l’aide financière	
		Nombre de ménages	Montant réduit
01 - Bas-Saint-Laurent	105	51	20 732,47 \$
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	138	88	42 343,40 \$
03 - Capitale-Nationale	293	139	69 336,04 \$
04 - Mauricie	212	109	42 563,55 \$
05 - Estrie	312	161	70 920,07 \$
06 - Montréal	1 547	845	356 290,71 \$
07 - Outaouais	204	99	32 770,94 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	66	37	21 263,35 \$
09 - Côte-Nord	32	20	6 786,00 \$
10 - Nord-du-Québec	12	9	4 473,23 \$
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	48	25	15 732,09 \$
12 - Chaudière-Appalaches	146	69	31 569,63 \$
13 - Laval	187	114	54 508,54 \$
14 - Lanaudière	200	103	36 718,98 \$
15 - Laurentides	207	96	45 669,67 \$

16 - Montérégie	450	231	92 620,64 \$
17 - Centre-du-Québec	140	73	33 836,44 \$
Région inconnue	0	0	0,00 \$
Ensemble du Québec	4 299	2 269	978 135,82 \$
Programme de solidarité sociale			
Région	Ménages avec revenus de travail	Avec réduction de l’aide financière	
		Nombre de ménages	Montant réduit
01 - Bas-Saint-Laurent	27	18	14 886,38 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	44	27	17 822,98 \$
03 - Capitale-Nationale	47	22	12 982,56 \$
04 - Mauricie	29	16	7 558,49 \$
05 - Estrie	48	20	18 948,40 \$
06 - Montréal	123	67	50 189,14 \$
07 - Outaouais	26	15	9 942,88 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	14	11	6 008,75 \$
09 - Côte-Nord	10	6	6 015,11 \$
10 - Nord-du-Québec	3	1	964,07 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9	4	3 281,54 \$
12 - Chaudière-Appalaches	41	29	18 019,28 \$
13 - Laval	33	23	12 472,82 \$
14 - Lanaudière	46	34	28 187,54 \$
15 - Laurentides	55	31	18 023,28 \$
16 - Montérégie	113	75	54 030,80 \$
17 - Centre-du-Québec	16	8	6 208,62 \$
Région inconnue	0	0	0,00 \$
Ensemble du Québec	684	407	285 542,78 \$
Programme spécifique d’aide pour les Ukrainiens ¹			
	Ménages avec revenus de travail	Avec réduction de l’aide financière	
		Nombre de ménages	Montant réduit
Ensemble du Québec	21	18	22 550,16 \$

¹ Pour des raisons de confidentialité et considérant le faible nombre, les données sont présentées pour l’ensemble du Québec. Les Ukrainiens sont inclus dans le Programme d’aide sociale.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Direction des politiques d’assistance sociale
S. o.
Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique
29 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-29

Titre :
Les sommes dépensées en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l’aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025 sont présentées en annexe.

SOURCE :	Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION :	Secteur des services territoriaux à la clientèle
	Direction des normes et des partenariats et des projets d’assistance sociale
VALIDATION:	Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique
DATE :	4 mars 2026

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total période, selon la région et le type de transport¹
- avril 2025 à décembre 2025 -
- Assistance sociale -

Type de transport												
Région²	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
01 - Bas-Saint-Laurent	501	58 045,11 \$	26	69 722,75 \$	469	124 485,19 \$	255	114 327,17 \$	X	X	104	38 126,24 \$
02 - Saguenay – Lac-Saint-Jean	192	25 330,17 \$	17	8 000,49 \$	537	129 426,56 \$	52	12 056,32 \$	X	X	66	23 482,35 \$
03 - Capitale-Nationale	122	14 822,26 \$	58	243 962,37 \$	1 486	404 638,52 \$	185	27 075,56 \$	X	X	190	229 070,84 \$
04 - Mauricie	346	47 704,82 \$	145	216 296,89 \$	823	189 581,80 \$	219	71 389,62 \$	X	X	270	138 897,38 \$
05 - Estrie	402	56 924,80 \$	106	261 628,95 \$	1 145	297 516,62 \$	452	215 575,25 \$	X	X	195	212 984,60 \$
06 - Montréal	52	5 896,89 \$	154	288 300,59 \$	482	90 527,99 \$	1 963	929 020,65 \$	X	X	212	69 046,11 \$
07 - Outaouais	188	26 846,50 \$	X	1 286,59 \$	853	216 908,61 \$	119	35 413,95 \$	X	X	148	1 303 780,79 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	228	38 099,94 \$	13	5 286,97 \$	188	51 129,66 \$	19	5 214,36 \$	X	X	38	18 630,62 \$
09 - Côte-Nord	93	20 424,66 \$	21	17 702,03 \$	100	23 602,75 \$	10	1 520,78 \$	X	X	25	8 508,23 \$
10 - Nord-du-Québec	25	4 737,02 \$	X	X	16	2 384,92 \$	X	247,51 \$	X	X	12	1 890,34 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	328	63 585,79 \$	28	6 526,04 \$	200	54 644,50 \$	46	12 604,84 \$	X	X	85	30 656,23 \$
12 - Chaudière-Appalaches	386	56 487,46 \$	41	104 845,36 \$	723	186 805,35 \$	169	60 413,15 \$	X	X	494	422 246,49 \$
13 - Laval	29	3 249,50 \$	35	74 519,56 \$	53	9 846,25 \$	206	104 446,59 \$	X	X	161	91 174,04 \$
14 - Lanaudière	262	44 330,05 \$	59	122 499,64 \$	719	172 447,89 \$	334	146 645,35 \$	X	X	103	120 258,02 \$
15 - Laurentides	375	86 579,22 \$	140	332 496,26 \$	828	203 810,07 \$	332	133 831,30 \$	X	X	245	125 290,07 \$
16 - Montérégie	329	59 107,81 \$	339	1 241 952,93 \$	1 957	509 403,02 \$	376	161 599,65 \$	X	X	455	258 161,30 \$
17 - Centre-du-Québec	397	56 958,35 \$	48	173 186,91 \$	623	180 552,59 \$	153	60 281,84 \$	X	X	311	206 439,82 \$
Région inconnue	X	613,51 \$	X	591,21 \$	27	8 351,25 \$	X	1 987,34 \$	X	X	10	28 917,95 \$
Total	4 227	669 743,96 \$	1 233	3 168 805,67 \$	11 119	2 856 063,68 \$	4 865	2 093 651,39 \$	X	X	3 100	3 325 730,63 \$
											3 079	1 664 870,32 \$

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La sommation du nombre de prestataires par région peut être supérieure au total des prestataires pour l'ensemble du Québec, car un même individu peut bénéficier d'une prestation dans plus d'une région au cours de la période.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale
et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-30

Titre : Concernant le programme de revenu de base veuillez nous fournir les renseignements suivants pour l'année 2025-2026, ventilés par mois : a) L'évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes ; b) La répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage ; c) Le nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme revenu de base, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école ; d) Le nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une ; e) Les économies que ces contributions parentales représentent pour le programme revenu de base ; f) Le nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 18 ans qui reçoivent une pension alimentaire ; g) Les économies que ces pensions alimentaires représentent pour le programme revenu de base ; h) Le nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire du programme revenu de base ; i) Le nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré ; j) Le nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision ; k) Le nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle ; l) La liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2025-2026 ; fournir les prévisions pour 2026-2027 ; m) Le nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2024-2025 ; fournir les prévisions pour 2026-2027 ; n) Le nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés ; o) Le nombre de prestataires ayant une dette envers le Ministère ; p) Le montant prélevé sur le montant versé aux prestataires du programme revenu de base, par catégorie ; q) Les taux d'intérêts des prestataires du programme revenu de base ayant des dettes envers le Ministère.

Exposé et statistiques :

- a) L'évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes ;
- Le Ministère ne possède pas cette information.
- b) La répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage ;

Programme de revenu de base					
CATÉGORIES DE MÉNAGES					
MODES DE LOGEMENT	Personnes seules	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	TOTAL
Propriétaires	1 731	326	70	62	2 189
Propriétaires à logements multiples	36	1	1	1	39
Locataires	21 647	1 765	754	428	24 594
Locataires H.L.M.	10 880	522	484	213	12 099
Chambreurs ou pensionnaires	20 409	143	106	16	20 674
Chamb. ou pension. chez un parent	17 966	73	103	18	18 160
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse ¹	740	2	1	-	743
En hébergement	1 987	-	-	-	1 987
TOTAL	75 396	2 832	1 519	738	80 485

1. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

- c) Le nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme revenu de base, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école ;

Programme de revenu de base	
DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Décembre 2025
Âge préscolaire	585
Études primaires	907
Études secondaires	1 380
Études postsecondaires	10
Sans occupation	8
TOTAL	2 890
Handicapé	80

- d) Le nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une ;
- La contribution parentale n'est pas prise en compte pour établir le montant des prestations au Programme de revenu de base.
- e) Les économies que ces contributions parentales représentent pour le programme revenu de base;
- La contribution parentale n'est pas prise en compte pour établir le montant des prestations au Programme de revenu de base.
- f) Le nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 18 ans qui reçoivent une pension alimentaire ;

	Réponse fournie à RP-14e
g)	Les économies que ces pensions alimentaires représentent pour le programme revenu de base; La pension alimentaire pour enfants n'est pas prise en compte pour établir le montant des prestations au Programme de revenu de base.
h)	Le nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire du programme revenu de base; Voir dernière ligne du tableau à la question c).
i)	Le nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré ; Réponse fournie à RP-14g.
j)	Le nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision ; Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ne dispose pas de cette information.
k)	Le nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle ; Réponse fournie à RP-14i.
l)	La liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2024-2025 ; fournir les prévisions pour 2025-2026; Réponse fournie RP-39.
m)	Le nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2024-2025 ; fournir les prévisions pour 2025-2026; En décembre 2025, 10 400 ménages prestataires du Programme de revenu de base ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec dont le montant moyen est établi à environ 105 \$ par mois. On estime l'impact de cette mesure à 13,1 M\$ en 2025-2026.
n)	Le nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés ; Réponse fournie à RP-14h.
o)	Le nombre de prestataires ayant une dette envers le Ministère; Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ne dispose pas de cette information.
p)	Le montant prélevé sur le montant versé aux prestataires du Programme revenu de base, par catégorie; Réponse fournie à RP-14i.
q)	Les taux d'intérêts des prestataires du Programme revenu de base ayant des dettes envers le Ministère. Le taux d'intérêt est fixé pour chaque trimestre. Le taux d'intérêt applicable est de 4 %.

SOURCE :	Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :	S. o.
DATE :	10 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
**Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

S1RP-31

Titre :
Mesures supplémentaires pour l'ensemble des différents prestataires, notamment d'aide sociale et de dernier recours, afin de surmonter les diverses dépenses engendrées par l'inflation.

Exposé et statistiques :

- Les prestations mensuelles des programmes d'assistance sociale sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année afin de préserver le pouvoir d'achat des personnes prestataires. Le taux d'indexation correspond à l'évolution annuelle du prix des biens et des services.
- Depuis le Plan budgétaire 2021-2022 du gouvernement du Québec, les tarifs des prestations spéciales de santé des annexes 1 à 3 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles ont été majorés de :
 - 20 % le 1^{er} janvier 2022
 - 6,44 % le 1^{er} janvier 2023
 - 5,08 % le 1^{er} janvier 2024
 - 2,85 % le 1^{er} janvier 2025
 - 2,05 % le 1^{er} janvier 2026
- Le 1^{er} janvier 2025, un supplément au revenu de travail de 25 % est entré en vigueur pour les prestataires des programmes d'aide sociale et de solidarité sociale. Pour les prestataires du Programme objectif emploi, le supplément au revenu de travail de 20 % qui était applicable depuis l'entrée en vigueur du programme en 2018 a également été rehaussé à 25 %.

SOURCE : Direction des normes, des partenariats et des projets de l'assistance sociale
COLLABORATION : DGGAP-DIAA
VALIDATION : S. o.
DATE : 26 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-34

Titre :

Concernant les demandeurs d'asile depuis les 5 dernières années, par programme, par âge et par région administrative :

- a. Nombre de prestataires;
- b. Nombre de prestataires qui sont en couple.
- c. Nombre de prestataires en couple avec des enfants;
- d. Nombre de personnes attribuées à la gestion des dossiers;
- e. Les sommes allouées aux prestataires demandeurs d'asile.

Exposé et statistiques :

a. Nombre de prestataires

Nombre d'adultes demandeurs d'asile en décembre 2025.

	Programme objectif emploi et Programme d'aide sociale *	Programme de solidarité sociale et programme de revenu de base **
Âge		
Moins de 20 ans	799	9
De 20 à 24 ans	4 332	17
De 25 à 29 ans	5 795	11
De 30 à 34 ans	6 316	15
De 35 à 39 ans	5 618	19
De 40 à 44 ans	4 773	21
De 45 à 49 ans	3 641	28
De 50 à 54 ans	2 434	25
55 ans et plus	5 164	169
Région		
01 - Bas-Saint-Laurent	34	2
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	47	0
03 - Capitale-Nationale	748	10
04 - Mauricie	260	2
05 - Estrie	420	2
06 - Montréal	28 825	200
07 - Outaouais	663	6
08 - Abitibi-Témiscamingue	26	1
09 - Côte-Nord	16	0
10 - Nord-du-Québec	3	0
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2	0
12 - Chaudière-Appalaches	148	5
13 - Laval	2 447	23
14 - Lanaudière	1 279	13
15 - Laurentides	731	8
16 - Montérégie	2 937	42
17 - Centre-du-Québec	272	0
Région inconnue	14	0

* Les DA conjoints des participants du Programme objectif emploi ont été rassemblés avec ceux du Programme d'aide sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu'il s'agit d'une clientèle similaire.

** Les prestataires du Programme de revenu de base ont été rassemblés avec ceux du Programme de solidarité sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu'il s'agit d'une clientèle similaire.

b. Nombre de prestataires qui sont en couple.

Nombre d’adultes demandeurs d’asile dans un ménage à deux adultes en décembre 2025.

	Programme objectif emploi et Programme d’aide sociale*	Programme de solidarité sociale et Programme de revenu de base**
Âge		
Moins de 20 ans	9	0
De 20 à 24 ans	382	0
De 25 à 29 ans	1 254	1
De 30 à 34 ans	1 856	3
De 35 à 39 ans	1 735	5
De 40 à 44 ans	1 514	9
De 45 à 49 ans	1 154	6
De 50 à 54 ans	702	8
55 ans et plus	1 484	60
Région		
01 - Bas-Saint-Laurent	6	2
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	6	0
03 - Capitale-Nationale	162	4
04 - Mauricie	71	0
05 - Estrie	107	1
06 - Montréal	7 327	54
07 - Outaouais	185	4
08 - Abitibi-Témiscamingue	7	0
09 - Côte-Nord	0	0
10 - Nord-du-Québec	0	0
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2	0
12 - Chaudière-Appalaches	33	0
13 - Laval	744	10
14 - Lanaudière	287	1
15 - Laurentides	202	4
16 - Montérégie	867	12
17 - Centre-du-Québec	76	0
Région inconnue	8	0

* Les DA conjoints des participants du Programme objectif emploi ont été rassemblés avec ceux du Programme d’aide sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu’il s’agit d’une clientèle similaire.

** Les prestataires du Programme de revenu de base ont été rassemblés avec ceux du Programme de solidarité sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu’il s’agit d’une clientèle similaire.

c. Nombre de prestataires en couple avec des enfants

Nombre d’adultes demandeurs d’asile dans un ménage à deux adultes ayant au moins 1 enfant à charge en décembre 2025.

	Programme objectif emploi et Programme d’aide sociale*	Programme de solidarité sociale et Programme de revenu de base**
Âge		
Moins de 20 ans	8	0
De 20 à 24 ans	222	0
De 25 à 29 ans	770	1
De 30 à 34 ans	1 311	2
De 35 à 39 ans	1 306	4
De 40 à 44 ans	1 137	4
De 45 à 49 ans	787	3
De 50 à 54 ans	350	4
55 ans et plus	177	3
Région		
01 - Bas-Saint-Laurent	2	0
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	4	0
03 - Capitale-Nationale	90	0
04 - Mauricie	39	0
05 - Estrie	72	0
06 - Montréal	4 400	18
07 - Outaouais	128	0
08 - Abitibi-Témiscamingue	1	0
09 - Côte-Nord	0	0
10 - Nord-du-Québec	0	0
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2	0

12 - Chaudière-Appalaches	18	0
13 - Laval	413	0
14 - Lanaudière	152	1
15 - Laurentides	116	0
16 - Montérégie	575	2
17 - Centre-du-Québec	50	0
Région inconnue	6	0

* Les DA conjoints des participants du Programme objectif emploi ont été rassemblés avec ceux du Programme d'aide sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu'il s'agit d'une clientèle similaire.

** Les prestataires du Programme de revenu de base ont été rassemblés avec ceux du Programme de solidarité sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu'il s'agit d'une clientèle similaire.

d. Nombre de personnes attribuées à la gestion des dossiers

En décembre 2025, 68 agents d'aide financière étaient attitrés à la gestion des dossiers actifs de demandeurs d'asile.

e. Les sommes allouées aux prestataires demandeurs d'asile.

Montants versés aux ménages avec la présence d'au moins un demandeur d'asile – Avril 2025 à décembre 2025

	Programme objectif emploi et Programme d'aide sociale*	Programme de solidarité sociale et Programme de revenu de base**
Âge***		
Moins de 20 ans	6 593 170,14 \$	90 005,40 \$
De 20 à 24 ans	37 630 474,28 \$	147 238,47 \$
De 25 à 29 ans	48 353 467,88 \$	95 121,10 \$
De 30 à 34 ans	52 785 662,13 \$	180 401,45 \$
De 35 à 39 ans	46 349 551,40 \$	230 430,56 \$
De 40 à 44 ans	38 018 581,35 \$	232 627,03 \$
De 45 à 49 ans	29 188 742,41 \$	277 614,11 \$
De 50 à 54 ans	18 088 548,27 \$	306 775,62 \$
55 ans et plus	35 634 168,88 \$	1 615 194,91 \$
Région		
01 - Bas-Saint-Laurent	222 518,62 \$	1 898,00 \$
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	377 174,62 \$	0
03 - Capitale-Nationale	6 594 214,18 \$	79 927,82 \$
04 - Mauricie	1 900 903,71 \$	14 333,67 \$
05 - Estrie	3 472 536,39 \$	22 975,43 \$
06 - Montréal	236 323 591,37 \$	2 117 905,06 \$
07 - Outaouais	5 032 871,86 \$	51 522,81 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	203 008,16 \$	5 190,91 \$
09 - Côte-Nord	102 956,92 \$	0
10 - Nord-du-Québec	28 341,32 \$	0
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15 347,73 \$	0
12 - Chaudière-Appalaches	1 255 854,28 \$	48 246,23 \$
13 - Laval	17 998 543,34 \$	215 806,84 \$
14 - Lanaudière	7 935 494,22 \$	145 254,42 \$
15 - Laurentides	5 140 029,06 \$	78 591,28 \$
16 - Montérégie	23 802 955,53 \$	393 756,16 \$
17 - Centre-du-Québec	2 129 090,18 \$	0
Région inconnue	106 935,17 \$	0

* Les DA conjoints des participants du Programme objectif emploi ont été rassemblés avec ceux du Programme d'aide sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu'il s'agit d'une clientèle similaire.

** Les prestataires du Programme de revenu de base ont été rassemblés avec ceux du Programme de solidarité sociale étant donné que leur nombre est marginal et qu'il s'agit d'une clientèle similaire.

*** Âge de l'adulte demandeur d'asile dans le ménage. Advenant le cas d'un ménage avec deux demandeurs d'asile, ce sera l'âge de l'adulte requérant qui sera retenu.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction générale de l'évolution de la ligne d'affaires emploi et services à la clientèle issue de l'immigration

VALIDATION: Direction de l'intelligence d'affaires et de l'analytique

DATE : 29 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP35-36

Titre : Concernant le plan d'intégration à l'emploi personnalisé : a. Le budget alloué à ce programme depuis 2017, par année et quelles sont les prévisions pour 2026-2027; b. Le nombre de plans qui ont été élaborés en 2024-2025 et 2025-2026; c. Combien de ces plans ont été complétés avec succès depuis 2017, ventilé par année; d. Combien de plans ont échoué depuis 2017, ventilé par année; e. Combien de sanctions ont été appliquées en lien avec ces plans depuis 2017, ventilé par année; f. Quel est le montant total des sanctions appliquées depuis 2017, ventilé par année ? Concernant le plan d'accompagnement personnalisé : a. Le budget alloué à ce programme en 2025-2026 et quelles sont les prévisions pour 2026-2027; b. Le nombre de plans qui ont été élaborés en 2024-2025 et 2025-2026; c. Combien de ces plans ont été complétés avec succès en 2025-2026; d. Combien de plans ont échoué depuis en 2025-2026; e. Combien de sanctions ont été appliquées en lien avec ces plans en 2025-2026; f. Quel est le montant total des sanctions appliquées en 2025-2026.

Exposé et statistiques : Concernant le plan d'intégration à l'emploi personnalisé : a. Le budget alloué à ce programme depuis 2017, par année et quelles sont les prévisions pour 2026-2027: - En 2025-2026 (avril 2025 à décembre 2025), 61,5 M\$ ont été versés en aide financière aux participants du Programme objectif emploi. b. Le nombre de plans qui ont été élaborés en 2023-2024,2024-2025 et 2025-2026; - En date du 20 janvier 2026, on dénombrait 7 006 plans d'intégrations élaborés pour les participants du Programme objectif emploi admis en 2025-2026. c. Combien de ces plans ont été complétés avec succès depuis 2017, ventilé par année; - La notion d'avoir complété avec succès un plan d'intégration en emploi n'existe pas. d. Combien de plans ont échoué depuis 2017, ventilé par année; - La notion d'échec d'un plan d'intégration en emploi n'existe pas. e. Combien de sanctions ont été appliquées en lien avec ces plans depuis 2017, ventilé par année; - En 2025-2026 (avril 2025 à décembre 2025), aucune sanction n'a été appliquée aux participants du Programme objectif emploi. f. Quel est le montant total des sanctions appliquées depuis 2017, ventilé par année - En 2025-2026 (avril 2025 à décembre 2025), le montant total des sanctions aux participants du Programme objectif emploi était de 0 \$.

Concernant le plan d'accompagnement personnalisé :

- a. Le budget alloué à ce programme en 2025-2026 et quelles sont les prévisions pour 2026-2027;
- b. Le nombre de plans qui ont été élaborés en 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026;
- c. Combien de ces plans ont été complétés avec succès en 2025-2026;
- d. Combien de plans ont échoué depuis en 2025-2026;
- e. Combien de sanctions ont été appliquées en lien avec ces plans en 2025-2026;
- f. Quel est le montant total des sanctions appliquées en 2025-2026.

Il n'y a pas de plan d'accompagnement personnalisé au Programme objectif emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'intelligence d'affaire et de l'analytique
VALIDATION: Direction de l'intelligence d'affaire et de l'analytique
DATE : 2 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP37

Titre :

Concernant le rapport médical (SR-2100) utilisé pour l'évaluation des contraintes sévères à l'emploi dans le cadre du Programme de solidarité sociale, veuillez fournir les informations suivantes :

- a. Le nombre total de rapports médicaux (SR-2100) reçus en 2025-2026, ventilé par diagnostic.
- b. Le nombre de rapports acceptés, ventilé par diagnostic, région et sexe.
- c. Le nombre de rapports refusés, ventilé par diagnostic, région et sexe, ainsi que les motifs de refus.
- d. Le délai moyen de traitement des rapports médicaux, en distinguant le temps d'analyse initial et le délai total incluant les révisions ou demandes de renseignements supplémentaires.
- e. Le nombre de demandes de révision administrative liées à un refus basé sur un rapport médical, ventilé par motif.
- f. Le nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec en lien avec des refus basés sur un rapport médical, ventilé par motif et par diagnostic.
- g. Le nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre après un refus initial basé sur un rapport médical, ventilé par motif et par diagnostic.
- h. Le taux d'approbation des rapports médicaux par année depuis 2018.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025, voici le nombre total de rapports médicaux (SR-2100) reçus ventilé par diagnostic :

	Nombre
Diagnostics	
Inconnus	4 612
Grossesse	1 108
Incapacité partielle ou de moins de 12 mois	16 322
Adulte hébergé (3 premiers mois)	2
Invalidité reconnue par RRQ	601
Pneumonie à <i>Pneumocystis carinii</i>	1
Cancer, néo., tumeur maligne, irréversible	158
Cancer, néo., tumeur maligne (autre type)	80
Cancer des voies biliaires	2
Cancer du pancréas	5
Myelome multiple	1
Tumeurs bénignes	5
Tumeurs à évolution imprévisible	14
Tumeurs de nature non précisée	1
Mal. endoc. nutrition métabolisme, troub. immuni.	6
Fibrose kystique du pancréas	1
VIH groupe III, VIH groupe IV, SIDA	3
Maladies du sang, organes hématopoïétiques	11
Dépression majeure, autres psychoses	81
Maladie d'Alzheimer	1
Psychose de Korsakoff	1
Schizophrénie	323
Psychose maniaco dépres., maladie bipolaire	87
Autisme, Asperger, Rett, syndr. démen., Kanner	524
Troubles névrotiques, pers. et autres non psycho.	187

	Retard ou déficience mentale, int. et arr. ment.	186	
	Déficience intellectuelle légère	57	
	Déficience intellectuelle moyenne	25	
	Déficience intellectuelle profonde	7	
	Maladies inflamma. du système nerveux central	2	
	Chorée hérédit. progressive Huntington	2	
	Ataxie de Friedreich	2	
	Amyotrophie Aran D., Kugel., Lou Gehrig, Wernig	7	
	Autres maladies et syndromes du syst. nerveux	119	
	Quadriplégie tétraplégie	6	
	Maladies du système nerveux périphérique	20	
	Dystrophie muscul., myoton., Becker, Limb, Erb	5	
	Maladie ou syndrome de Behcet	28	
	Cécité complète des 2 yeux, aveugle (2 yeux)	6	
	Maladies de l'oreille et de l'apophyse mastoïde	11	
	Surdité cong. bil. profonde / Surd. bil. profonde	7	
	Cardiopathies ischémiques	15	
	Autres formes de cardiopathies	10	
	Maladies vasculaires cérébrales	88	
	Maladies des artères, artérioles et capillaires	11	
	Affections aiguës des voies respiratoires	2	
	Maladies pulmonaires obstructives chroniques	53	
	Bronchite chron. avec insuff. respir. sévère	5	
	Autres maladies de l'appareil respiratoire	5	
	Entérite et colite non infectieuses	2	
	Autres maladies de l'intestin et du péritoine	6	
	Autres maladies de l'appareil digestif	13	
	Néphrite, syndrome néphrétique et néphrose	46	
	Autres maladies de l'appareil urinaire	1	
	Affections du sein	1	
	Autres affections des organes génitaux femme	1	
	Maladies de peau, tis-su cellulaire sous cutané	5	
	Arthropathies et affections apparentées	75	
	Affections des régions du plan dorsal	172	
	Ostéopathies, chrond. et malformations acquises	12	
	Anomalies congénitales	30	
	Synd. Down, Lej., Ed. Patau, trisomie 13-18-21	31	
	Maladie de Lawrence Moon Biedl, Sturge Weber	3	
	Symptômes - signes et états morbides mal définis	157	
	Lésions traumatiques	50	
	Complications dues à des actes chirurgicaux	2	
	Total	25 423	
Nombre de demandes de révision administrative liées à un refus basé sur un rapport médical?			
Du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2025, 1 121demandes de révision portant sur les contraintes sévères à l'emploi ont été traitées.			

Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec en lien avec des refus basés sur un rapport médical?

Du 1^{er} avril au 31 décembre 2025, 26 recours portant sur les contraintes sévères à l’emploi ont été entendus au Tribunal administratif du Québec et 3 personnes ont vu leurs contraintes sévères à l’emploi être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée en révision.

SOURCE : Direction générale de l’Évolution des lignes d’affaires – Assistance sociale et services gouvernementaux généraux

COLLABORATION : Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services

Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique

VALIDATION: S. o.

DATE : 29 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP38

Titre :

Pour chacun des statuts particuliers définis par la Loi et le Règlement en matière d'aide financière, veuillez fournir les informations suivantes pour chacun des statuts suivants :

- a. Adulte membre d'une communauté religieuse;
- b. Étudiant adulte;
- c. Adulte incarcéré, tenu de loger et judiciairisé;
- d. Adulte hébergé;
- e. Adulte qui séjourne dans un centre de toxicomanie;
- f. Adulte hospitalisé;
- g. Adulte séjournant dans une maison pour victimes de violence;
- h. Adulte en situation d'itinérance ou sans-abri;
- i. Adulte en absence temporaire du Québec;
- j. Conjoint d'un étudiant inadmissible à l'aide de dernier recours;
- k. Adulte immigrant;
- l. Indien inscrit;
- m. Adulte en situation de grève ou de lock-out;
- n. Grossesse pour autrui.
- i. Le nombre de bénéficiaires de l'aide financière sous chacun de ces statuts, ventilé par région et par sexe, pour 2025-2026.
- ii. Les conditions spécifiques d'admissibilité et les critères d'évaluation appliqués à chacun de ces statuts ?
- iii. Le nombre de demandes qui ont été refusées en raison de l'inadmissibilité au statut particulier demandé.
- iv. Le taux d'approbation des demandes d'aide financière pour les personnes relevant de chacun de ces statuts.
- v. Le délai moyen de traitement des demandes impliquant un statut particulier, comparé aux autres types de demandes d'aide financière ?

Exposé et statistiques :

a. Adulte membre d'une communauté religieuse

i. Nombre de prestataires en décembre 2025, ventilés par région et sexe
Sans objet.

ii. Conditions spécifiques d'admissibilité et critères d'évaluation
Les adultes membres d'une communauté religieuse en mesure de pourvoir à leurs besoins de subsistance sont inadmissibles aux programmes d'assistance sociale (Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (LAPF), article 27).

iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut
En décembre 2025, aucun adulte ayant fait une demande d'aide de dernier recours n'a été refusé pour la raison « Adulte membre d'une communauté religieuse ».

iv. Taux d'approbation des demandes
Sans objet.

v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes
Sans objet.

b. Étudiant adulte

- i. Nombre de prestataires en décembre 2025, ventilés par région et sexe

Les étudiants sont inadmissibles aux programmes d'assistance sociale. Les personnes qui demeurent admissibles malgré leurs études ne sont pas considérées comme étudiants.

- ii. Conditions spécifiques d'admissibilité et critères d'évaluation

Est inadmissible aux programmes d'assistance sociale (LAPF, article 27) l'adulte qui poursuit des études secondaires en formation professionnelle à temps plein ou postsecondaire et se trouve dans l'un ou l'autre de ces cas :

- étudie à temps plein ;
- est inscrit à ou pour des cours donnant droit à plus de 6 crédits ou unités par session ;
- est inscrit à un ou des cours donnant droit à des crédits ou unités comportant au total plus de 6 périodes ou heures d'enseignement par semaine, incluant les laboratoires et les travaux pratiques dirigés ;
- est inscrit à plus de 6 crédits par session en vue de la rédaction d'un mémoire ou d'une thèse au deuxième ou au troisième cycle de l'ordre d'enseignement universitaire ;
- et est réputé poursuivre ses études à temps plein ou être inscrit dans un établissement d'enseignement au sens de la Loi sur l'aide financière aux études et de son règlement d'application (Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (RAPF), article 23).

Toutefois, l'adulte demeure admissible si cette fréquentation scolaire s'effectue dans le cadre d'une mesure ou d'un programme d'aide à l'emploi ou d'aide et d'accompagnement social (RAPF, article 24).

- iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut

En décembre 2025, 122 adultes ayant fait une demande d'aide ont été refusés pour la raison « Adulte inadmissible pour étude ».

- iv. Taux d'approbation des demandes

Sans objet.

- v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes

Sans objet.

c. Adulte incarcéré, tenu de loger et judiciairisé

- i. Nombre de prestataires en décembre 2025, ventilés par région et sexe

Les adultes incarcérés sont inadmissibles aux programmes d'assistance sociale. Les personnes tenues de loger sont incluses dans les adultes hébergés (voir sous point d).

Le fait d'avoir un casier judiciaire n'a aucun impact sur l'admissibilité aux programmes d'assistance sociale ou sur le montant de la prestation. Le Ministère ne détient donc pas cette information.

- ii. Conditions spécifiques d'admissibilité et critères d'évaluation

Est inadmissible aux programmes d'assistance sociale l'adulte incarcéré dans un pénitencier, dans un établissement de détention ou dans toute autre prison ou tenu de loger dans un établissement en vue de sa réinsertion sociale (LAPF, article 27). Il devient admissible aux programmes d'assistance sociale à compter du mois où il commence à loger dans un établissement en vue de sa réinsertion sociale et s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

- il bénéficie d'une permission de sortir d'un établissement de détention ou d'un centre correctionnel communautaire à des fins de réinsertion sociale en vertu de la Loi sur le système correctionnel du Québec ;
- il bénéficie d'une libération conditionnelle en vertu de la Loi sur le système correctionnel du Québec ;
- il est un prévenu tenu de loger dans un établissement en vue de sa réinsertion sociale qui n'est pas un pénitencier, un établissement de détention ou une autre prison (RAPF, articles 26 et 26.1).

- iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut

En décembre 2025, 8 adultes ayant fait une demande d'aide ont été refusés pour la raison « Adulte inadmissible pour détention ».

iv. Taux d’approbation des demandes

Sans objet.

v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes

Sans objet.

d. Adulte hébergé

i. Nombre d’adultes hébergés prestataires des programmes d’assistance sociale en décembre 2025, ventilés par région et sexe

	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
	N	N	N
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	25	32	57
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	36	22	58
03 - Capitale-Nationale	135	92	227
04 - Mauricie	105	31	136
05 - Estrie	335	83	418
06 - Montréal	671	314	985
07 - Outaouais	111	74	185
08 - Abitibi-Témiscamingue	55	37	92
09 - Côte-Nord	17	12	29
10 - Nord-du-Québec	7	3	10
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22	20	42
12 - Chaudière-Appalaches	89	51	140
13 - Laval	58	47	105
14 - Lanaudière	118	46	164
15 - Laurentides	161	59	220
16 - Montérégie	314	158	472
17 - Centre-du-Québec	116	24	140
Région inconnue	5	4	9
Ensemble du Québec	2 380	1 109	3 489

ii. Conditions spécifiques d’admissibilité et critères d’évaluation

Être un adulte hébergé (RAPF, article 60).

iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut

Sans objet.

iv. Taux d’approbation des demandes

95,3 % des demandes faites par des adultes hébergés en décembre 2025 ont été acceptées.

v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes

Le Ministère ne dispose pas de l’information sur le délai de traitement pour cette clientèle spécifique.

e. Adulte qui séjourne dans un centre de toxicomanie

i. Nombre d’adultes prestataires des programmes d’assistance sociale séjournant dans un centre de toxicomanie en décembre 2025, ventilés par région et sexe

	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
	N	N	N
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	10	4	14
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	9	4	13
03 - Capitale-Nationale	56	17	73
04 - Mauricie	115	19	134
05 - Estrie	368	62	430
06 - Montréal	148	21	169

	07 - Outaouais	47	20	67	
	08 - Abitibi-Témiscamingue	1	0	1	
	09 - Côte-Nord	3	2	5	
	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	1	1	
	12 - Chaudière-Appalaches	56	21	77	
	13 - Laval	17	7	24	
	14 - Lanaudière	86	8	94	
	15 - Laurentides	114	26	140	
	16 - Montérégie	193	42	235	
	17 - Centre-du-Québec	119	4	123	
	Ensemble du Québec	1 342	258	1 600	
ii. Conditions spécifiques d’admissibilité et critères d’évaluation					
Être un adulte séjournant dans un centre offrant des services en toxicomanie avec hébergement, exploité par un organisme communautaire ou privé titulaire d’un certificat de conformité ou d’une attestation temporaire de conformité délivré à cette fin par un centre intégré de santé et de services sociaux en application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RAPF, article 60).					
iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut					
Sans objet.					
iv. Taux d’approbation des demandes					
96,1 % des demandes faites par des adultes séjournant dans un centre de toxicomanie en décembre 2025 ont été acceptées.					
v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes					
Le Ministère ne dispose pas d’information sur le délai de traitement pour cette clientèle spécifique.					
f. Adulte hospitalisé					
Le fait d’être hospitalisé n’a aucun impact sur l’admissibilité aux programmes d’assistance sociale ou sur le montant de la prestation. Le Ministère ne détient donc pas cette information.					
g. Adulte séjournant dans une maison pour victimes de violence					
i. Nombre d’adultes prestataires des programmes d’assistance sociale séjournant dans une maison pour victime de violence en décembre 2025, ventilés par région et sexe					
		Sexe		Total	
		Hommes	Femmes		
		N	N		N
	Région				
	01 - Bas-Saint-Laurent	0	19		19
	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	28		28
	03 - Capitale-Nationale	0	59		59
	04 - Mauricie	1	23		24
	05 - Estrie	0	31		31
	06 - Montréal	1	187		188
	07 - Outaouais	0	33		33
	08 - Abitibi-Témiscamingue	0	16		16
	09 - Côte-Nord	0	6		6
	10 - Nord-du-Québec	0	2		2
	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	21		21
	12 - Chaudière-Appalaches	0	18		18
	13 - Laval	0	20		20
	14 - Lanaudière	0	17		17
	15 - Laurentides	0	25		25
	16 - Montérégie	1	78		79
	17 - Centre-du-Québec	0	16		16
	Région inconnue	0	3		3
	Ensemble du Québec	3	602		605

ii. Conditions spécifiques d’admissibilité et critères d’évaluation

Être un adulte qui se réfugie dans une maison d’hébergement pour personnes victimes de violence (RAPF, article 108).

iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut

Sans objet.

iv. Taux d’approbation des demandes

80,0 % des demandes faites par des adultes séjournant dans une maison pour victime de violence en décembre 2025 ont été acceptées.

v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes

Le Ministère ne dispose pas d’information sur le délai de traitement pour cette clientèle spécifique.

h. Adulte en situation d’itinérance ou sans-abri

Le fait d’être en situation d’itinérance ou sans-abri n’a aucun impact sur l’admissibilité aux programmes d’assistance sociale ou sur le montant de la prestation. Le Ministère ne détient donc pas cette information.

i. Adulte en absence temporaire du Québec

i. Nombre d’adultes inadmissibles à l’aide pour résidence hors Québec en décembre 2025, ventilés par région et sexe

	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
	N	N	N
Région			
03 - Capitale-Nationale	3	4	7
04 - Mauricie	2	2	4
05 - Estrie	2	4	6
06 - Montréal	73	50	123
07 - Outaouais	4	10	14
08 - Abitibi-Témiscamingue	3	0	3
09 - Côte-Nord	1	0	1
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	2
12 - Chaudière-Appalaches	1	0	1
13 - Laval	3	6	9
14 - Lanaudière	2	2	4
15 - Laurentides	1	5	6
16 - Montérégie	12	12	24
17 - Centre-du-Québec	1	1	2
Région inconnue	52	36	88
Ensemble du Québec	161	133	294

ii. Conditions spécifiques d’admissibilité et critères d’évaluation

Pour être admissible aux programmes d’assistance sociale, l’adulte doit résider au Québec (LAPF, article 26) au sens que l’endroit où il demeure de façon habituelle se trouve au Québec (RAPF, article 20). Toutefois, il devient inadmissible aux programmes d’assistance sociale s’il s’absente du Québec pendant plus de 15 jours cumulatifs dans un mois de calendrier ou plus de 7 jours consécutifs dans ce mois, sauf s’il s’absente pour :

- recevoir des soins de santé ;
- accompagner une personne qui lui procure des soins constants (limite de 6 mois) ;
- participer à une mesure ou un programme d’aide à l’emploi ;
- exécuter un travail rémunéré s’il fait partie d’un ménage qui demeure au Québec ;
- accompagner une personne à qui il procure des soins constants qui s’absente pour recevoir des soins de santé (RAPF, articles 21 et 22).

Il est aussi réputé demeurer au Québec les 6 premiers où il est retenu à l’extérieur par un cas de force majeure (RAPF, article 22).

iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut

En décembre 2025, 11 adultes ayant fait une demande d’aide ont été refusés pour la raison « Adulte inadmissible pour résidence hors Québec ».

iv. Taux d’approbation des demandes

Sans objet.

v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes

Le Ministère ne dispose pas d’information sur le délai de traitement pour cette clientèle spécifique.

j. Conjoint d’un étudiant inadmissible à l’aide de dernier recours

i. Nombre d’adultes prestataires des programmes d’assistance sociale étant un conjoint d’étudiant en décembre 2025, ventilés par région et sexe

	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
	N	N	N
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	1	0	1
03 - Capitale-Nationale	1	5	6
04 - Mauricie	1	2	3
05 - Estrie	4	3	7
06 - Montréal	18	21	39
07 - Outaouais	5	2	7
09 - Côte-Nord	0	1	1
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2	0	2
12 - Chaudière-Appalaches	1	0	1
13 - Laval	2	4	6
14 - Lanaudière	3	3	6
15 - Laurentides	5	2	7
16 - Montérégie	3	10	13
17 - Centre-du-Québec	2	3	5
Ensemble du Québec	48	56	104

ii. Conditions spécifiques d’admissibilité et critères d’évaluation

L’adulte est admissible aux programmes d’assistance sociale si son conjoint est un étudiant inadmissible si ce dernier est :

- admissible à une aide financière en vertu de la Loi sur l’aide financière aux études ;
- inadmissible à une telle aide financière en raison de la contribution de ses parents ;
- inadmissible à une telle aide financière pour un autre motif. Dans ce cas, le conjoint non-étudiant cesse d’être admissible lorsque le ministre responsable rend une décision en application de l’article 44 de la Loi sur l’aide financière aux études (LAPF, article 25).

iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut

Sans objet.

iv. Taux d’approbation des demandes

40,0 % des demandes faites par des adultes étant un conjoint d’étudiant en décembre 2025 ont été acceptées.

v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes

Le Ministère ne dispose pas d’information sur le délai de traitement pour cette clientèle spécifique.

k. Adulte immigrant

i. Nombre d’adultes immigrants prestataires des programmes d’assistance sociale en décembre 2025, ventilés par région et sexe

	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
	N	N	N
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	72	61	133
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	78	67	145
03 - Capitale-Nationale	1 243	1 488	2 731

04 - Mauricie	367	434	801
05 - Estrie	981	1 133	2 114
06 - Montréal	30 364	26 911	57 275
07 - Outaouais	1 052	1 346	2 398
08 - Abitibi-Témiscamingue	40	32	72
09 - Côte-Nord	25	16	41
10 - Nord-du-Québec	7	4	11
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12	21	33
12 - Chaudière-Appalaches	185	231	416
13 - Laval	2 933	3 744	6 677
14 - Lanaudière	926	1 243	2 169
15 - Laurentides	759	991	1 750
16 - Montérégie	3 333	4 116	7 449
17 - Centre-du-Québec	347	448	795
Région inconnue	15	10	25
Ensemble du Québec	42 739	42 296	85 035

ii. Conditions spécifiques d’admissibilité et critères d’évaluation

Le lieu de naissance n’a pas d’impact sur l’admissibilité aux programmes d’assistance sociale. Cependant, pour être admissible aux programmes d’assistance sociale, l’adulte doit détenir l’un des statuts migratoires suivants :

- citoyen canadien au sens de la Loi sur la citoyenneté ;
- résident permanent au sens de la Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés ;
- personne à qui l’asile est conféré au Canada conformément à la Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés (LAPF, article 26) ;
- personne qui demande l’asile au Canada ;
- personne qui s’est vu refuser la demande d’asile au Canada, mais dont la présence sur le territoire est permise ;
- personne visée par une demande de résidence permanente pour motifs humanitaires ou d’intérêt public ayant un certificat de sélection du Québec et dont le conjoint est un résident permanent ou un citoyen canadien (RAPF, article 47).

iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut

Sans objet.

iv. Taux d’approbation des demandes

60,3 % des demandes faites par des adultes immigrants en décembre 2025 ont été acceptées.

v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes

Le Ministère ne dispose pas d’information sur le délai de traitement pour cette clientèle spécifique.

I. Indien inscrit

i. Nombre d’adultes autochtones prestataires des programmes d’assistance sociale en décembre 2025, ventilés par région et sexe

	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
	N	N	N
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	14	14	28
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	175	172	347
03 - Capitale-Nationale	123	107	230
04 - Mauricie	137	146	283
05 - Estrie	35	27	62
06 - Montréal	306	255	561
07 - Outaouais	119	107	226
08 - Abitibi-Témiscamingue	152	167	319
09 - Côte-Nord	47	35	82
10 - Nord-du-Québec	375	279	654
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	21	21	42
12 - Chaudière-Appalaches	22	17	39
13 - Laval	13	13	26
14 - Lanaudière	65	53	118

	15 - Laurentides	41	47	88
	16 - Montérégie	102	91	193
	17 - Centre-du-Québec	33	23	56
	Région inconnue	1	1	2
	Ensemble du Québec	1 781	1 575	3 356
ii. Conditions spécifiques d’admissibilité et critères d’évaluation Être un Indien inscrit au sens de la Loi sur les Indiens (LAPF, article 26). Toutefois, cette personne n'est pas admissible lorsqu'elle réside dans une réserve, car elle peut alors recevoir une aide financière en vertu du gouvernement fédéral. iii. Nombre de demandes refusées en raison du statut Sans objet. iv. Taux d’approbation des demandes 68,1 % des demandes faites par des adultes autochtones en décembre 2025 ont été acceptées. v. Délai moyen de traitement des nouvelles demandes Le Ministère ne dispose pas d’information sur le délai de traitement pour cette clientèle spécifique. m. Adulte en situation de grève ou de lock-out Une personne salariée en situation de grève ou de lock-out peut être admissible à une aide financière de dernier recours à la condition qu'elle ait été admissible à une prestation en supplément aux revenus de travail qu'elle réalisait avant le conflit, qu'elle ait ou non profité de cette aide financière. Le Ministère ne détient pas d’information sur le nombre d’adultes en situation de grève ou de lock-out. n. Grossesse pour autrui Cette situation n’a aucun impact sur l’admissibilité aux programmes d’assistance sociale ou sur le montant de la prestation. Le Ministère ne détient donc pas cette information.				

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Direction générale de l’évolution des lignes d’affaires – assistance sociale et services gouvernementaux généraux

VALIDATION: Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique

DATE : 5 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP39

Titre :

Concernant les prestations spéciales et le coût des services et biens assumé par le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale, veuillez fournir les informations suivantes :

- a. Le nombre total de remboursements effectués en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, ventilé par type de prestation.
- b. Le coût total des remboursements effectués en 2025-2026, ventilé par type de prestation.
- c. Le nombre de bénéficiaires ayant reçu un remboursement, ventilé par région et par sexe, pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.
- d. Le montant moyen remboursé par bénéficiaire, ventilé par type de prestation, pour 2025-2026.
- e. Depuis 2017, comment a évolué le nombre de remboursements et leur coût total, et quelles sont les justifications des variations observées ?
- f. Le taux d’approbation des demandes de remboursement pour chaque type de prestation en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ?
- g. Quel est le délai moyen de traitement des demandes de remboursement, en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ?

Exposé et statistiques :

- a. Le nombre total de remboursements effectués en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, ventilé par type de prestation.

Données sur les prestations spéciales régulières versées aux prestataires des programmes d'assistance sociale

- Ensemble du Québec -

- avril 2025 à décembre 2025 -

	Nombre de prestataires distincts (adultes+enfants) 1	Nombre de versements	Montant total	Montant total annuel moyen par prestataire
Prestations spéciales régulières				
1B Supplément pour diabète	13 460	111 326	2 226 955,00 \$	165,45 \$
1C Supplément pour hémodialyse	4	34	3 400,00 \$	850,00 \$
1K Supplément de grossesse	1 679	5 564	306 020,00 \$	182,26 \$
1L Supplément d'allaitement	1 440	6 232	342 760,00 \$	238,03 \$
1P Supplément pour paraplégie	79	690	69 000,00 \$	873,42 \$
2H Loyer adulte seul hébergé	869	2 491	988 400,37 \$	1 137,40 \$
3K Victimes de violence	821	3 120	312 000,00 \$	380,02 \$
6Z Pile pour 1 appareil auditif	98	766	3 830,00 \$	39,08 \$
7Z Piles pour 2 appareils auditifs	180	1 405	14 050,00 \$	78,06 \$
9C Auto personnelle	5	33	1 293,75 \$	258,75 \$
9F Transport en commun	1 079	8 460	826 799,69 \$	766,26 \$
9J Transport adapté	135	1 081	106 637,50 \$	789,91 \$
JE Système d'élimination	2	10	1 130,88 \$	565,44 \$
MP Matériel scolaire prim.	16 444	16 444	1 745 948,00 \$	106,18 \$
MS Matériel scolaire sec.	11 240	11 240	1 725 321,00 \$	153,50 \$
OA Location fauteuil roulant	1	3	142,50 \$	142,50 \$

	Nombre de versements	Montant total	Montant total annuel moyen par prestataire
Total des prestations spéciales régulières ^{2,3}	168 899	8 673 688,69 \$	n.d.

	Nombre de ménages distincts	Nombre de versements	Montant total	Montant total annuel moyen par prestataire
Prestations spéciales régulières versées par amendement	55	351	13 303,05 \$	241,87 \$

1. La sommation du nombre de prestataires par prestations spéciales régulières peut être supérieure au total des prestataires ayant bénéficié de ces prestations, car un même individu peut bénéficier de plusieurs prestations dans la période.
2. Les prestations spéciales pour préparations lactées ne sont pas comptabilisées dans ce tableau.
3. Excluant les prestations spéciales versées par amendement.

Données sur les prestations spéciales spécifiques versées aux prestataires des programmes d'assistance sociale

- Ensemble du Québec -

- avril 2025 à décembre 2025 -

		Nombre de prestataires distincts (adultes+enfants) ¹	Nombre de versements	Montant total	Montant total annuel moyen par prestataire
Catégories de prestations spéciales	Prestations spéciales spécifiques				
01 Lunettes	1H Achat de lentilles et montures	8 867	8 890	1 388 019,90 \$	156,54 \$
	2H Achat de lentilles	806	813	73 419,12 \$	91,09 \$
	3H Achat de monture	65	65	4 452,00 \$	68,49 \$
	4H Remplacement de lentilles	252	253	18 239,43 \$	72,38 \$
	5H Remplacement de monture	382	382	21 439,39 \$	56,12 \$
	6A Lentilles sphériques	88	90	13 596,80 \$	154,51 \$
	6B Lentilles cornéennes toriques	49	50	8 136,98 \$	166,06 \$
	7H Rempl. de lentilles cornéennes	3	3	338,00 \$	112,67 \$
02 Transport	9C Auto personnelle	4 205	15 751	668 450,22 \$	158,97 \$
	9D Taxi	1 231	18 360	3 168 805,68 \$	2 574,17 \$
	9E Ambulance	11 114	19 860	2 856 063,69 \$	256,98 \$
	9F Transport en commun	3 879	18 655	1 266 851,71 \$	326,59 \$
	9H Frais de séjour	943	2 099	218 407,70 \$	231,61 \$
	9I Ambulance Urgence-Santé	2 385	3 276	445 576,94 \$	186,82 \$
	9J Transport adapté	2 979	22 732	3 219 093,14 \$	1 080,60 \$
	9K Transport conducteur bénévole	3 074	15 186	1 664 870,33 \$	541,60 \$
	9L Frais de séjour désintoxication	3 784	14 036	16 799 455,79 \$	4 439,60 \$
03 Chaussures orthopédiques	AU Chaussure moule en plâtre/bois	39	39	17 915,95 \$	459,38 \$
04 Orthèses plantaires	AP Orthèse plantaire enfant	38	39	9 363,50 \$	246,41 \$
	AS Orthèse plantaire adulte	410	413	101 505,42 \$	247,57 \$
05 Modifications plantaires	AG Biseau semelle	13	25	472,50 \$	36,35 \$
	AH Biseau talon	24	45	1 182,50 \$	49,27 \$
	AM Élévation semell/ talon(-15mm)	18	29	905,00 \$	50,28 \$
	AN Élévation sem./talon (15à30mm)	4	4	258,00 \$	64,50 \$
	AO Élévation semelle/ talon(+30mm)	3	4	366,49 \$	122,16 \$
09 Corset	CB Corset sacro-lombaire homme	4	4	403,98 \$	101,00 \$
	CJ Corset dorso-lombaire femme	1	1	155,22 \$	155,22 \$
10 Bas élastiques	EA Bas élastiques 20 mm genou	132	288	21 517,75 \$	163,01 \$
	EB Bas élastiques 20 mm mi-cuisse	13	20	2 064,99 \$	158,85 \$
	EC Bas élastiques 20 mm collant	3	5	630,00 \$	210,00 \$
	EE Bas élastiques 30 mm genou	40	68	5 436,94 \$	135,92 \$
	EF Bas élastiques 30 mm mi-cuisse	15	33	3 470,50 \$	231,37 \$
	EG Bas élastiques 30 mm aine	6	6	732,50 \$	122,08 \$
	EI Bas élastiques 30 mm collant	9	18	2 634,20 \$	292,69 \$
11 Bandes	BA Bande herniaire simple	2	2	103,40 \$	51,70 \$
	BB Bande herniaire double	1	1	94,50 \$	94,50 \$
	BC Ceinture postopératoire	1	1	51,50 \$	51,50 \$
	BE Bande abdominale	7	7	345,99 \$	49,43 \$
	BG Bande support épaule	1	1	56,50 \$	56,50 \$
12 Orthèse cervicale	FA Collet cervical	1	1	28,50 \$	28,50 \$
13 Orthèse membres supérieurs	GA Support pour le coude	3	3	81,42 \$	27,14 \$

	GB Orthèse pour le coude	2	2	98,00 \$	49,00 \$
14 Orthèse membres inférieurs	HA Support cheville	3	3	105,00 \$	35,00 \$
	HB Orthèse cheville	14	17	956,50 \$	68,32 \$
	HC Support genou	6	6	326,89 \$	54,48 \$
	HD Genouillère élastique	3	4	334,00 \$	111,33 \$
	HE Genouillère joints métalliques	9	11	1 408,00 \$	156,44 \$
	HF Genouillère articulation libre	5	5	400,97 \$	80,19 \$
15 Aide à mobilité (accessoires)	LA Canne bois	1	1	23,00 \$	23,00 \$
	LB Canne aluminium ajustable	27	27	1 019,44 \$	37,76 \$
	LD Béquilles aluminium	3	3	139,18 \$	46,39 \$
	LE Béquilles canadiennes	6	6	549,23 \$	91,54 \$
	LF Marchette	66	66	7 892,51 \$	119,58 \$
	LH Fauteuil roulant	18	18	8 491,49 \$	471,75 \$
	OB Location aide mobilité	2	2	18,00 \$	9,00 \$
16 Accessoires de lit	MA Lit d'hôpital	3	3	1 804,50 \$	601,50 \$
	MB Matelas	3	3	454,50 \$	151,50 \$
	MC Côtés de lit (paire)	10	10	1 101,69 \$	110,17 \$
17 Accessoires d'aisance	KA Chaise d'utilité fixe	8	8	831,48 \$	103,94 \$
	KB Chaise d'utilité ajustable	5	5	1 056,39 \$	211,28 \$
	KC Siège de toilette ajustable	18	18	1 363,95 \$	75,78 \$
	KD Appui toilette ajustable unité	9	10	424,37 \$	47,15 \$
	KE Appui toilette ajustable paire	9	9	620,79 \$	68,98 \$
	KF Barre soutien baignoire droite	17	24	650,99 \$	38,29 \$
	KG Barre soutien baignoire en L	9	9	623,62 \$	69,29 \$
	KH Urinoir complet réutilisable	4	5	124,41 \$	31,10 \$
	KI Banc de bain avec dossier	20	20	1 480,48 \$	74,02 \$
	KJ Banc de bain sans dossier	10	10	603,98 \$	60,40 \$
18 Appareils respiratoires	7A Supplément frais oxygène	70	387	38 970,07 \$	556,72 \$
	NA Appareil respiratoire domicile	1 063	1 212	405 616,51 \$	381,58 \$
	NB Compresseur aérosol	7	7	928,35 \$	132,62 \$
	OD Location appareils respiratoires	2 238	5 323	2 137 301,85 \$	955,01 \$
	OE Location concentrateur d'oxygène	53	148	36 420,51 \$	687,18 \$
19 Appareils divers	IH Accessoires divers	1 444	5 853	521 749,48 \$	361,32 \$
	JE Système d'élimination	5 666	34 236	7 026 652,73 \$	1 240,14 \$
20 Déménagement	DA Déménagement/santé-salubrité	54	54	10 541,62 \$	195,22 \$
	DC Déménagement/séparation	1	1	200,00 \$	200,00 \$
21 Incendie ou sinistre	2D Effets d'usage domestique	28	37	36 174,15 \$	1 291,93 \$
	2G Coûts de subsistance	12	12	1 520,35 \$	126,70 \$
23 Frais funéraires	4J Frais funéraires pour un adulte ou un enfant	113	116	234 682,98 \$	2 076,84 \$

	Nombre de versements	Montant total	Montant total annuel moyen par prestataire
Total des prestations spéciales spécifiques ²	189 249	42 488 656,01 \$	n.d.

	Nombre de ménages distincts	Nombre de versements	Montant total	Montant total annuel moyen par prestataire
Prestations spéciales spécifiques versées par amendement	439	585	658 193,97 \$	1 499,30 \$

1. La sommation du nombre de prestataires par prestations spéciales spécifiques peut être supérieure au total des prestataires ayant bénéficié de ces prestations, car un même individu peut bénéficier de plusieurs prestations dans la période.
2. Excluant les prestations spéciales versées par amendement.

b. Le coût total des remboursements effectués en 2025-2026, ventilé par type de prestation.

Voir les tableaux au point a).

c. Le nombre de bénéficiaires ayant reçu un remboursement, ventilé par région et par sexe, pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Le remboursement d’une prestation spéciale n’est pas nécessairement destiné à l’adulte prestataire. Il y a des situations où le remboursement est effectué au ménage prestataire comme dans le cas d’une prestation spéciale pour matériel scolaire ou pour l’ensemble des prestations spéciales versées par amendement. Les prestations spéciales peuvent également être versées pour un enfant prestataire. Ainsi, il est impossible de quantifier précisément le nombre d’adultes distincts ayant reçu au moins une prestation spéciale dans l’année.

d. Le montant moyen remboursé par bénéficiaire, ventilé par type de prestation, pour 2025-2026.

Voir les tableaux au point a).

e. Depuis 2017, comment a évolué le nombre de remboursements et leur coût total, et quelles sont les justifications des variations observées ?

Montant total des prestations spéciales régulières et spécifiques versées aux prestataires des programmes d'assistance sociale
- Ensemble du Québec -

	Nombre de versements	Montant total
Année financière		
2025-2026 (avril 2025 à décembre 2025)	359 084	51 833 841,72 \$

f. Le taux d’approbation des demandes de remboursement pour chaque type de prestation en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ?

Cette information n’est pas disponible.

g. Quel est le délai moyen de traitement des demandes de remboursement, 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2065-2027

Cette information n’est pas disponible.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique, Direction des normes des partenariats et des projets d’assistance sociale
VALIDATION: Direction de l’intelligence d’affaire et de l’analytique
DATE : 27 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP40

Titre : Concernant les projets pilotes prévus par la Loi visant à améliorer l’accompagnement des personnes et à simplifier le régime d’assistance sociale, veuillez fournir les informations suivantes : a. Quels projets pilotes ont été élaborés et mis en œuvre depuis l’adoption de la loi le 26 novembre 2024, et quels sont leurs objectifs spécifiques ? b. Quels sont les projets pilotes en cours ou prévus pour 2026-2027 ? c. Pour chaque projet pilote, quel est le budget alloué, ventilé par année et par source de financement ? d. Quels sont les indicateurs de performance et critères d’évaluation utilisés pour mesurer les impacts de ces projets ? e. Quels sont les résultats obtenus pour les projets pilotes terminés et quelles recommandations ont été formulées à la suite de leur évaluation ? f. Quel est le nombre de prestataires ayant participé à chaque projet pilote, ventilé par région et par sexe ? g. Depuis la mise en œuvre de ces projets pilotes, quelles modifications ou ajustements ont été envisagés ou adoptés en matière d’assistance sociale ?
--

Exposé et statistiques : Il n’y a pas de projets pilotes élaborés et mis en œuvre depuis l’adoption de la loi le 21 novembre 2024.

SOURCE :	Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION :	S. o.
VALIDATION:	S. o.
DATE :	24 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP41

Titre :

Concernant les programmes spécifiques établis par le ministre en vertu de la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale, veuillez fournir les informations suivantes :

- a. Quels programmes spécifiques ont été établis depuis l'entrée en vigueur de ces dispositions, et quels sont leurs objectifs spécifiques ?
- b. Pour chacun de ces programmes, quels sont les critères d'admissibilité et en quoi diffèrent-ils des critères généraux des programmes d'aide financière de dernier recours et de revenu de base ?
- c. Combien de personnes et de familles bénéficient d'une aide financière dans le cadre de ces programmes, ventilé par programme, région et sexe, pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027?
- d. Quel est le budget alloué à chacun de ces programmes pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027?
- e. Quel est le montant moyen de l'aide financière accordée par bénéficiaire dans chacun de ces programmes ?
- f. Depuis la mise en œuvre de ces programmes spécifiques, combien de décisions ont été rendues en vertu de l'article 83.30 concernant un refus, une cessation ou une réduction de l'aide financière, ventilé par programme et motif ?
- g. Quel est le délai moyen de traitement des demandes dans ces programmes spécifiques, comparé aux autres programmes d'aide financière ?
- h. Quels mécanismes sont mis en place pour informer les personnes admissibles de l'existence de ces programmes et faciliter leur accès ?
- i. Où peut-on consulter les normes d'application de ces programmes et comment sont-elles mises à jour ?

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de programmes spécifiques établis par la ministre en vertu de la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre et secrétariat général (BSMSG)
COLLABORATION : S.o.
VALIDATION: S.o.
DATE : 12 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP42

Titre :

Concernant les règlements prévus dans la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale, veuillez fournir les informations suivantes :

- a. Quels règlements ont été adoptés depuis l'entrée en vigueur de la loi, et quels articles de la loi encadrent leur adoption ?
- b. Quels sont les règlements en cours de rédaction et quelles sont les principales orientations envisagées par la ministre ?
- c. Quel est le calendrier prévu pour l'élaboration, l'adoption et la publication des règlements découlant de cette loi ?
- d. Pour chaque règlement adopté, quels sont les objectifs visés et quels changements concrets ont été apportés au régime d'assistance sociale ?
- e. Quels sont les impacts anticipés de ces règlements sur les prestataires, notamment en ce qui concerne l'admissibilité, le montant de l'aide et les obligations des bénéficiaires ?
- f. Quels sont les effectifs actuellement affectés à la rédaction et à la mise en œuvre des règlements prévus par la loi ? Ventilation par fonction et par direction
- g. Quels mécanismes de suivi et d'évaluation sont mis en place pour mesurer les effets de ces règlements ?
- h. Depuis l'adoption de la loi, y a-t-il eu des ajustements ou des abrogations de règlements en raison de difficultés d'application ou de recommandations du ministère ?
- i. Quelle est la procédure prévue pour réviser ou modifier un règlement découlant de cette loi, et quels sont les délais prévus pour de telles révisions ?
- j. Quels mécanismes de suivi et d'évaluation seront mis en place pour mesurer l'impact des futurs règlements sur les prestataires ?

Exposé et statistiques :

a) Quels règlements ont été adoptés depuis l'entrée en vigueur de la loi, et quels articles de la loi encadrent leur adoption ?

Deux règlements ont été adoptés suivant l'entrée en vigueur de la Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale (2024, chapitre 34) :

- Un premier règlement précise les montants et modalités de l'allocation pour contrainte de santé et des nouveaux ajustements et prestations spéciales induits par la Loi. Le règlement introduit une nouvelle prestation spéciale afin de couvrir les frais des accessoires et l'entretien des appareils respiratoires, permet de prendre en compte les périodes passées dans un établissement de santé à condition que les parents aient reçu le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels avant le placement, l'hébergement ou l'obtention d'une aide à domicile pour devenir admissible au Programme de revenu de base (PRB), et réduit de 3 points de pourcentage les intérêts exigibles sur les dettes à l'assistance sociale. Finalement, il abolit les ajustements pour adulte accordés aux prestataires demandeurs d'asile ([Décret 1435-2025, 26 novembre 2025](#)).
- Un second règlement désigne les professionnels de la santé ou des services sociaux habilités à produire une évaluation médicale ou psychosociale pour la détermination de contraintes de santé ou de contraintes sévères de santé et afin de fixer le montant des allocations de soutien aux participants du nouveau Programme d'aide et d'accompagnement social. Il précise aussi le traitement des revenus de succession et introduit des bonifications à certaines prestations spéciales et aux traitements de certains avoirs liquides. ([Décret 269-2026, 4 mars 2026](#)).

- b) Quels sont les règlements en cours de rédaction et quelles sont les principales orientations envisagées par la ministre ?**
La rédaction de projets de règlement est une prérogative du gouvernement.
- c) Quel est le calendrier prévu pour l'élaboration, l'adoption et la publication des règlements découlant de cette loi ?**
Le calendrier des projets de règlement est une prérogative du gouvernement.
- d) Pour chaque règlement adopté, quels sont les objectifs visés et quels changements concrets ont été apportés au régime d'assistance sociale ?**
Voir réponses fournies à a).
- e) Quels sont les impacts anticipés de ces règlements sur les prestataires, notamment en ce qui concerne l'admissibilité, le montant de l'aide et les obligations des bénéficiaires ?**
Les impacts anticipés des règlements sont indiqués aux mémoires ([Mémoire - Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/MCE/dossiers-soumis-conseil-ministres/25-26/2025-0074_memoire.pdf); https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/MCE/dossiers-soumis-conseil-ministres/25-26/2025-0074_memoire.pdf)
- f) Quels sont les effectifs actuellement affectés à la rédaction et à la mise en œuvre des règlements prévus par la loi ? Ventilation par fonction et par direction**
Ces données ne sont pas disponibles.
- g) Quels mécanismes de suivi et d'évaluation sont mis en place pour mesurer les effets de ces règlements ?**
Les mécanismes de suivi et d'évaluation seront déterminés en fonction de la nature des mesures prévues dans les règlements.
- h) Depuis l'adoption de la loi, y a-t-il eu des ajustements ou des abrogations de règlements en raison de difficultés d'application ou de recommandations du ministère ?**
Voir réponses fournies à a).
- i) Quelle est la procédure prévue pour réviser ou modifier un règlement découlant de cette loi, et quels sont les délais prévus pour de telles révisions ?**
Un projet de règlement doit obtenir l'approbation du gouvernement pour être publié. Les règles qui encadrent sa réalisation sont prévus à [r-18.1 - Loi sur les règlements](#).
- j) Quels mécanismes de suivi et d'évaluation seront mis en place pour mesurer l'impact des futurs règlements sur les prestataires ?**
Les mécanismes de suivi et d'évaluation seront déterminés en fonction de la nature des mesures prévues dans les règlements.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: S. o.
DATE : 29 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-43

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027;
- politique et critères d'attribution des subventions;
- liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A : Voir les annexes 1 à 6.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements se retrouvent dans les cadres normatifs et normes des différents programmes disponibles sur Internet aux liens suivants :

- [Cadre normatif du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole](#)
- [Cadre normatif du Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire \(CDC\)](#)
- [Cadre normatif du Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi \(CJE\)](#)
- [Cadre normatif du Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires](#)
- [Orientations et normes du Fonds québécois d'initiatives sociales](#)

Programme Soutien à l'action bénévole (PSAB)

Le Programme Soutien à l'action bénévole permet aux élus de l'Assemblée nationale de soutenir des interventions favorisant l'action bénévole dans leur milieu. Le Programme vise à encourager l'engagement communautaire et reconnaître des actions ayant des retombées en matière de solidarité sociale, à favoriser l'action bénévole locale en soutenant financièrement les organismes admissibles dans leurs efforts pour combler les besoins en matière d'activités communautaires, de loisir, de sport, d'activités physiques, d'infrastructures ainsi que d'équipements légers.

Les organismes admissibles sont :

- les organismes à but non lucratif légalement constitués;
- les organismes scolaires reconnus par le ministère de l'Éducation du Québec ou par le ministère de l'Enseignement supérieur, faisant partie d'un centre scolaire;
- les municipalités du Québec, les organismes municipaux, les municipalités régionales de comté;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif;
- les coopératives;
- les associations.

De plus, ces organismes doivent être immatriculés auprès du Registraire des entreprises du Québec.

Projets admissibles :

Tout projet relatif à des activités en matière communautaire, de loisir, de sport, d'activités physiques ou à l'achat d'équipements légers est admissible. Les projets doivent contribuer au développement local et respecter l'esprit des interventions gouvernementales en matière de solidarité sociale, d'action bénévole et d'action communautaire.

C : Voir l’annexe 7

Le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale ne dispose pas de la liste des demandes refusées dans le PSAB, puisque la sélection est effectuée par les députés.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire
VALIDATION : S. o.
DATE : 30 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN ACTION COMMUNAUTAIRE ET EN ACTION BÉNÉVOLE

S1RP-43- ANNEXE 1

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	115 605 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	57 803 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R) section Rivière-du-Loup inc.	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Bas-Saint-Laurent	115 605 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	108 504 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Ferme citoyenne de La Matanie	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	98 955 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	18 204 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	101 353 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	115 605 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	115 605 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	115 605 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	115 605 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	115 605 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Recif-02	115 605 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	49 478 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	98 955 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	49 478 \$
03 - Capitale-Nationale	24H ChronoSports	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	198 647 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Collectif pour un Québec sans pauvreté	152 237 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide de Québec Ouest	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité maison de chambres de Québec	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	5 497 \$
03 - Capitale-Nationale	Croque ton quartier	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Front commun pour la transition énergétique	152 237 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	152 237 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	La baratte	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	L'action des nouvelles conjointes et nouveaux conjoints du Québec (ANCQ)	152 237 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	121 576 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	142 510 \$
03 - Capitale-Nationale	L'Engrenage de Saint-Roch	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	152 237 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	129 910 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	144 151 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	115 605 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	143 816 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	170 857 \$
03 - Capitale-Nationale	Table citoyenne Littoral Est	98 955 \$
04 - Mauricie	Accorderie de Shawinigan	98 955 \$
04 - Mauricie	Association pour l'assurance collective des organismes communautaires du Québec	250 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN ACTION COMMUNAUTAIRE ET EN ACTION BÉNÉVOLE

S1RP-43- ANNEXE 1

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	49 478 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	98 955 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	98 955 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	98 955 \$
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	115 605 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	98 955 \$
04 - Mauricie	Groupeement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	98 955 \$
04 - Mauricie	Info Logis Mauricie	115 605 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	115 605 \$
04 - Mauricie	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	98 955 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	98 955 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	115 605 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	144 308 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	115 605 \$
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	115 605 \$
04 - Mauricie	Table action abus aînés Mauricie, inc.	115 605 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	115 605 \$
05 - Estrie	Accorderie de l'Estrie-Ouest	98 955 \$
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	100 911 \$
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	49 478 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	98 955 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	57 803 \$
05 - Estrie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	98 955 \$
05 - Estrie	Centre culturel et communuataire de Waterville	98 955 \$
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	115 605 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	5 427 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	Concertaction femmes Estrie	57 803 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	75 771 \$
05 - Estrie	Droits collectifs Québec	152 237 \$
05 - Estrie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	98 955 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	98 955 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	L'Action Plus de L'Estrie inc.	115 605 \$
05 - Estrie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	98 955 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	115 605 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	98 955 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	115 605 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	115 605 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	98 955 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	115 605 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire des Sources	98 955 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	115 605 \$
05 - Estrie	Vigilance OGM	152 237 \$
06 - Montréal	Accorderie de Rosemont	98 955 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	98 955 \$
06 - Montréal	Action Femmes et handicap	115 605 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	152 237 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	98 955 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	152 237 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	111 270 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	98 955 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	152 237 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villeray inc.	98 955 \$
06 - Montréal	Association féministe d'éducation et d'action sociale	160 383 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	115 605 \$
06 - Montréal	Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme	152 237 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	211 646 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	49 478 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	98 955 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	98 955 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île de Montréal (AQDR-PDÎ)	98 955 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	98 955 \$
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	76 119 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	152 237 \$
06 - Montréal	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	152 237 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN ACTION COMMUNAUTAIRE ET EN ACTION BÉNÉVOLE

S1RP-43- ANNEXE 1

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
06 - Montréal	ATTAC-QUÉBEC (Association québécoise pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne)	76 119 \$
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	152 237 \$
06 - Montréal	BRAS Villeray	98 955 \$
06 - Montréal	Centre de formation populaire C.F.P.	62 900 \$
06 - Montréal	Centre de formation populaire C.F.P.	243 000 \$
06 - Montréal	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	152 237 \$
06 - Montréal	Coalition des familles LGBT	152 237 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires autonomes de formation	800 000 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	152 237 \$
06 - Montréal	Coalition Féministe contre la Violence envers les Femmes (CFVF)	152 237 \$
06 - Montréal	Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ)	60 000 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	115 605 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	98 955 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	98 955 \$
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	98 955 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	98 955 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	49 478 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	54 069 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	98 955 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	98 955 \$
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	98 955 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	98 955 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	98 955 \$
06 - Montréal	Comité logement Lachine-Lasalle	98 955 \$
06 - Montréal	Comité logement Saint-Laurent	98 955 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	102 324 \$
06 - Montréal	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	146 316 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	98 955 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	194 192 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	76 119 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	152 237 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	152 237 \$
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	152 237 \$
06 - Montréal	DéPhy Montréal	146 316 \$
06 - Montréal	Eau Secours	152 237 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	98 955 \$
06 - Montréal	Ex aequo	198 892 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	349 197 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	76 119 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	160 878 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	224 123 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	152 237 \$
06 - Montréal	Fondation Rivières	152 237 \$
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	152 237 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	115 605 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	152 237 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	152 237 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	168 598 \$
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	98 955 \$
06 - Montréal	Habitations Oasis de Pointe Saint-Charles	98 955 \$
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	98 955 \$
06 - Montréal	Initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies	49 478 \$
06 - Montréal	Kéroul	152 237 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	159 722 \$
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	152 237 \$
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	152 237 \$
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	152 237 \$
06 - Montréal	Les Usagers de la Santé du Québec (LUSQ)	152 237 \$
06 - Montréal	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	98 955 \$
06 - Montréal	Maison du Café Graffiti	98 955 \$
06 - Montréal	Mouvement action justice	152 237 \$
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	115 605 \$
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	152 237 \$
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	203 207 \$
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	152 237 \$
06 - Montréal	Mouvement pour l'autonomie dans l'enfantement	152 237 \$
06 - Montréal	Observatoire de l'action communautaire autonome	100 000 \$
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	98 955 \$
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	98 955 \$
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)	152 237 \$
06 - Montréal	P.O.P.I.R.- Comité Logement	98 955 \$
06 - Montréal	Piétons Québec	152 237 \$
06 - Montréal	Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	152 237 \$
06 - Montréal	Projet Genèse	194 031 \$
06 - Montréal	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	152 237 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	191 649 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	168 981 \$
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	87 589 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	152 237 \$
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	130 827 \$
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	49 478 \$
06 - Montréal	Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	152 237 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	341 712 \$
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	152 237 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN ACTION COMMUNAUTAIRE ET EN ACTION BÉNÉVOLE

S1RP-43- ANNEXE 1

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	444 226 \$
06 - Montréal	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	173 162 \$
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	98 955 \$
06 - Montréal	Société logique inc.	152 237 \$
06 - Montréal	Société québécoise de la déficience intellectuelle	152 237 \$
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	115 605 \$
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	115 605 \$
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	115 605 \$
06 - Montréal	Trajectoire Québec	152 237 \$
06 - Montréal	Union des consommateurs	173 371 \$
06 - Montréal	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	162 754 \$
06 - Montréal	Université du Québec à Montréal	81 280 \$
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	115 605 \$
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	115 605 \$
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	98 955 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	115 605 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	115 605 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	115 605 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	115 605 \$
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	57 803 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	115 605 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	115 605 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	98 955 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	98 955 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	98 955 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitbi-Témiscamingue	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	10 640 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	98 955 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	115 605 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	115 605 \$
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Côte-Nord	115 605 \$
09 - Côte-Nord	Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Haute-Côte-Nord	98 955 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	98 955 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	98 955 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	57 803 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	116 511 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	115 605 \$
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	115 605 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	98 955 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	115 605 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	98 955 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	115 605 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Récupération Alimentaire Haute-Gaspésie	98 955 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	115 605 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	115 605 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	152 237 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	152 237 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	98 955 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	157 143 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	98 955 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	98 955 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	115 605 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	98 955 \$
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	98 955 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Médiathèque L'Héritage de L'Islet-Sud	98 955 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	115 605 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	115 605 \$
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	125 979 \$
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	115 605 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	115 605 \$
13 - Laval	Carrefour Aliénation Parentale Québec	152 237 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	130 664 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	115 605 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	115 605 \$
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	115 605 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	98 955 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN ACTION COMMUNAUTAIRE ET EN ACTION BÉNÉVOLE

S1RP-43- ANNEXE 1

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	115 605 \$
14 - Lanaudière	AQDR de la Ouareau	98 955 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	156 050 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	115 605 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	98 955 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	115 605 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	98 955 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	98 955 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	98 955 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	98 955 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	98 955 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	115 605 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	115 605 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	115 605 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	157 585 \$
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	138 452 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	115 605 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'Actions Populaires de St-Jérôme	117 859 \$
15 - Laurentides	Cultiver pour nourrir	98 955 \$
15 - Laurentides	Le Phare des Affranchies	115 605 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	98 955 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	98 955 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	98 955 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	98 955 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	98 955 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	98 955 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	98 955 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	115 605 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	98 955 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	115 605 \$
16 - Montérégie	Accorderie de Longueuil	49 478 \$
16 - Montérégie	Action Chômage Pierre-De-Saurel	98 955 \$
16 - Montérégie	Action logement Pierre-De-Saurel	98 955 \$
16 - Montérégie	AQDR Richelieu-Yamaska	98 955 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	185 157 \$
16 - Montérégie	Association des grands-parents du Québec	152 237 \$
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	106 850 \$
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	98 955 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section des Forts et des Jardins	98 955 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	98 955 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	152 237 \$
16 - Montérégie	Coalition des associations de consommateurs du Québec	152 237 \$
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	98 955 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	115 605 \$
16 - Montérégie	Comité Logemen'mêle	98 955 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	98 955 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	98 955 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	98 955 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	98 955 \$
16 - Montérégie	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	152 237 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	145 985 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	103 553 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	98 955 \$
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	25 744 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	98 955 \$
16 - Montérégie	Mouvement d'aide et de consultation sur le travail	98 955 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	53 737 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	98 955 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	98 955 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	98 955 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	98 955 \$
16 - Montérégie	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	152 237 \$
16 - Montérégie	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	152 237 \$
16 - Montérégie	Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec	15 127 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	98 955 \$
16 - Montérégie	Table itinérance Rive-Sud	115 605 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	115 605 \$
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	115 605 \$
17 - Centre-du-Québec	ACROQ (Association des Comités de Résidents Officielle du Québec)	152 237 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	98 955 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	115 605 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires Centre-du-Québec	115 605 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	98 955 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	115 605 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	98 955 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	148 718 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN ACTION COMMUNAUTAIRE ET EN ACTION BÉNÉVOLE

S1RP-43- ANNEXE 1

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	115 605 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	98 955 \$
TOTAL - Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole		44 692 115 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

S1RP-43 - ANNEXE 2

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	168 639 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire région Matane (CDC région Matane)	168 639 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	168 639 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Rimouski-Neigette	193 935 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	168 639 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	168 639 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	168 639 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	168 639 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	168 639 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	168 639 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	168 639 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	168 639 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	343 028 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	168 639 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	168 639 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Shawinigan	168 639 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	168 639 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	168 639 \$
04 - Mauricie	Table nationale des corporations de développement communautaire	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	168 639 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	168 639 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	168 639 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	168 639 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire Plateau-Mont-Royal	84 320 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	168 639 \$
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	168 639 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	168 639 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	168 639 \$
06 - Montréal	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	168 639 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	84 320 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	168 639 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	168 639 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	168 639 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire de Rouyn-Noranda	168 639 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	168 639 \$
09 - Côte-Nord	Table régionale des organismes communautaires et Corporation de développement communautaire de la Côte-Nord (TROC-CDC Côte-Nord)	84 320 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des organismes communautaires de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine - Corporation de développement communautaire (ROCGIM - CDC)	231 878 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	181 286 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	206 582 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	168 639 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	168 639 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	168 639 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	168 639 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	168 639 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	168 639 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	168 639 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire de Mirabel	168 639 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord (CDC RDN)	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	168 639 \$
16 - Montérégie	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA RÉGION D'ACTON INC.	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire-Roussillon (CDC-Roussillon)	168 639 \$
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	193 935 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	168 639 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	168 639 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	168 639 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond	168 639 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	168 639 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	168 639 \$
TOTAL - Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire		12 227 860 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027		
A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI (PSCJE)		
S1RP-43 - ANNEXE 3		
Région	Nom de l'organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
01 - Bas-Saint-Laurent	PROJECTION16-35	150 082 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MITIS	296 161 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	ESPACE AVENIR M	300 732 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	TREMPLIN TRAVAIL VALLÉE DE LA MATAPÉDIA INC.	295 503 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	LA SPHÈRE DE L'EMPLOI	354 039 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	UNIVERS EMPLOI	166 714 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE TÉMISCOUATA	298 708 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAGUENAY INC.	635 328 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	LA BIVOIE INC.	281 990 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES BLEUETS	353 763 \$
03 - Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CHARLESBOURG-CHAUVEAU	430 079 \$
03 - Capitale-Nationale	LES SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE L'APPUI INC.	229 383 \$
03 - Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CHAUVEAU	412 972 \$
03 - Capitale-Nationale	CENTRE DE FORMATION OPTION-TRAVAIL STE-FOY	514 770 \$
03 - Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTMORENCY	344 650 \$
03 - Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE PORTNEUF	281 744 \$
03 - Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA CAPITALE NATIONALE	523 177 \$
04 - Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI TROIS-RIVIÈRE /MRC DES CHENAUX	495 748 \$
04 - Mauricie	CARREFOUR EMPLOI MÉKINAC	287 360 \$
04 - Mauricie	CARREFOUR EMPLOI HAUT-ST-MAURICE	291 015 \$
04 - Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE SHAWINIGAN	364 267 \$
04 - Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MRC DE MASKINONGÉ	303 257 \$
05 - Estrie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES CANTONS DE L'EST	474 852 \$
05 - Estrie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS	226 152 \$
05 - Estrie	IINTRO-TRAVAIL ET CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU GRANIT INC.	301 520 \$
05 - Estrie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MEMPHRÉMAGOG	315 049 \$
05 - Estrie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU COMTÉ DE RICHMOND	286 875 \$
05 - Estrie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DE COATICOOK	275 227 \$
05 - Estrie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE SHERBROOKE	506 349 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ANJOU/SAINT-JUSTIN	335 249 \$
06 - Montréal	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	490 033 \$
06 - Montréal	PROGRAMME D'INFORMATION SUR LE TRAVAIL ET LA RECHERCHE D'EMPLOI DE MONTRÉAL (PITREM)	671 331 \$
06 - Montréal	GROUPE CONSEIL ST-DENIS INC.	480 336 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI HOCHELAGA-MAISONNEUVE	341 250 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE	634 774 \$
06 - Montréal	CENTRE HORIZON CARRIÈRE	452 216 \$
06 - Montréal	DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL INC.	364 716 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE	357 029 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI AHUNTSIC BORDEAUX CARTIERVILLE	471 099 \$
06 - Montréal	RÉSEAU DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC	270 000 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE CÔTE-DES-NEIGES (CJECDN)	490 459 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	442 328 \$
06 - Montréal	COLLECTIF AUTONOME DES CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU QUÉBEC	130 000 \$
06 - Montréal	CONSEILLERS EN DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE	457 111 \$
06 - Montréal	REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO)	378 645 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI SAINT-LAURENT	414 058 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE VERDUN	374 027 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD	491 904 \$
06 - Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTRÉAL CENTRE-VILLE	441 057 \$
07 - Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUTAOUAIS	660 156 \$
07 - Outaouais	CARREFOUR EMPLOI DES COLLINES	279 483 \$
07 - Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU	298 200 \$
07 - Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI PAPINEAU	393 863 \$
07 - Outaouais	LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC	234 519 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR DE LA VALLÉE-DE-L'OR	334 035 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI D'ABITIBI-OUEST	299 773 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	MOUVEMENT DE LA RELÈVE D'AMOS-RÉGION INC.	252 073 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU TÉMISCAMINGUE	270 323 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	CENTRE RESSOURCES JEUNESSE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	299 220 \$
09 - Côte-Nord	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE DUPLESSIS	345 805 \$
09 - Côte-Nord	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA HAUTE-CÔTE-NORD (CJEHCN)	285 232 \$
09 - Côte-Nord	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MANICOUAGAN	316 302 \$
10 - Nord-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA JAMÉSIE	378 727 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	ACTION TRAVAIL CHALEURS INC.	317 769 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI ET OPTION EMPLOI DU ROCHER-PERCÉ	294 581 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI HAUTE-GASPÉSIE	239 160 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC LA CÔTE-DE-GASPÉ	277 900 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES ÎLES	287 081 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE BEAUCE-NORD	342 576 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CJE BEAUCE-SUD	358 527 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI LES ETCHEMINS	283 006 \$
12 - Chaudière-Appalaches	LE CARREFOUR EMPLOYABILITÉ - TRAVAIL DE RUE	229 939 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI (PSCJE)

S1RP-43 - ANNEXE 3

Région	Nom de l'organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DE L'ISLET	244 529 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR RÉGION MONTMAGNY	267 535 \$
12 - Chaudière-Appalaches	TRAJECTOIRE-EMPLOI	671 331 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR EMPLOI DE LOTBINIÈRE	314 652 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE FRONTENAC	224 051 \$
13 - Laval	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LAVAL (C.J.E.L.)	475 573 \$
14 - Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI MATAWINIE	345 004 \$
14 - Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MONTCALM	346 383 \$
14 - Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE D'AUTRAY-JOLIETTE	431 075 \$
14 - Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI L'ASSOMPTION	453 364 \$
14 - Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DES MOULINS	500 461 \$
15 - Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI D'ARGENTEUIL	223 179 \$
15 - Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES PAYS-D'EN-HAUT	229 383 \$
15 - Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DEUX-MONTAGNES	341 414 \$
15 - Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI THÉRÈSE-DE-BLAINVILLE	506 455 \$
15 - Laurentides	ZONE EMPLOI D'ANTOINE-LABELLE	322 227 \$
15 - Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DES LAURENTIDES	237 458 \$
15 - Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE MIRABEL	259 234 \$
15 - Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI RIVIÈRE-DU-NORD	456 248 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI BEAUHARNOIS-SALABERRY	317 307 \$
16 - Montérégie	POST SCRIPT JEUNESSE	322 303 \$
16 - Montérégie	INTÉGRATION COMPÉTENCES	506 169 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI COMTÉ JOHNSON	348 151 \$
16 - Montérégie	ALLIANCE CARRIÈRE TRAVAIL (ACT)	197 860 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ROUSSILLON	374 332 \$
16 - Montérégie	ESPACE PIVOT	334 484 \$
16 - Montérégie	PLACE À L'EMPLOI	470 462 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE MARGUERITE-D'YOUVILLE	427 036 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE PIERRE-DE-SAUREL	344 853 \$
16 - Montérégie	ESPACE CARRIÈRE	382 786 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI COMTÉS IBERVILLE/ST-JEAN	505 143 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI SAINT-HUBERT	394 571 \$
16 - Montérégie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI VAUDREUIL-SOULANGES	402 440 \$
17 - Centre-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI ARTHABASKA	348 600 \$
17 - Centre-du-Québec	IMPACT EMPLOI DE L'ÉRABLE	300 163 \$
17 - Centre-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DRUMMOND	390 452 \$
17 - Centre-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI COMTÉ NICOLET-BÉCANCOUR	307 209 \$
TOTAL - Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi		39 287 213 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

A. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

S1RP-43 - ANNEXE 4

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Recif-02	3 390 \$
03 - Capitale-Nationale	24H ChronoSports	10 200 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'accès et d'accompagnement au logement subventionné Clés en main	11 100 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	90 000 \$
04 - Mauricie	Comité de solidarité/Trois-Rivières	6 112 \$
04 - Mauricie	Ebyôn	2 350 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	7 500 \$
05 - Estrie	Le rivage du Val St-François	9 000 \$
06 - Montréal	Association Y4Y Quebec	3 500 \$
06 - Montréal	Carrefour de participation, ressourcement et formation C.P.R.F.	7 000 \$
06 - Montréal	Carrefour de ressources en interculturel	7 500 \$
06 - Montréal	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	11 250 \$
06 - Montréal	Centre de lecture et d'écriture (CLÉ Montréal)	8 700 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	7 500 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	15 000 \$
06 - Montréal	Réseau des Carrefours jeunesse-emploi du Québec	21 000 \$
06 - Montréal	Société de développement communautaire de Montréal, (SODECM)	10 700 \$
06 - Montréal	AUBERGE MADELEINE	7 426 \$
06 - Montréal	Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	7 500 \$
06 - Montréal	Femmes du monde à Côte-des-Neiges	41 879 \$
06 - Montréal	Les YMCA du Québec	6 750 \$
06 - Montréal	Observatoire de l'action communautaire autonome	60 000 \$
07 - Outaouais	Laboratoire de formation populaire de l'Outaouais	7 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Le pilier L'association des traumatisés crâniens de l'Abitibi-Témiscamingue	10 100 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	7 500 \$
13 - Laval	Lumi - Vie	2 715 \$
14 - Lanaudière	Maison des jeunes de Repentigny inc.	7 496 \$
TOTAL - Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires		390 168 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
A. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
S1RP-43 - ANNEXE 5

Région	Organisme	2025-2026 Déboursé 31 janvier 2026
01 - Bas-Saint-Laurent	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	990 584 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Les Maraîchers du Cœur	30 000 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Manne Rouge, je récolte	30 000 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	La conférence régionale des préfets du Saguenay-Lac-Saint-Jean	631 693 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Plateforme bioalimentaire boréale SOLIDAR	30 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse emploi de Portneuf	30 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	691 609 \$
03 - Capitale-Nationale	Communauté métropolitaine de Québec	701 020 \$
04 - Mauricie	Table des élus de la Mauricie Inc.	945 247 \$
05 - Estrie	La Table des MRC de l’Estrie	982 142 \$
06 - Montréal	Association des bibliothèques publique	213 510 \$
06 - Montréal	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	13 928 \$
06 - Montréal	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	193 481 \$
06 - Montréal	Carrefour d’innovation Bioalimentaire	100 000 \$
06 - Montréal	Centre de la communauté sourde du Montréal métropolitain	13 886 \$
06 - Montréal	Chantier de l'économie sociale	7 500 \$
06 - Montréal	Comité sectoriel de main-d’œuvre de l’économie sociale et de l’action communautaire (CSMO-ÉSAC)	195 343 \$
06 - Montréal	Communautique	583 960 \$
06 - Montréal	Corporation Mainbourg	12 654 \$
06 - Montréal	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	739 000 \$
06 - Montréal	Groupe Pro-Vert	30 000 \$
06 - Montréal	Société de développement social	307 973 \$
06 - Montréal	Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	72 824 \$
06 - Montréal	TAPAJ Québec	789 175 \$
06 - Montréal	Ville de Montréal	11 000 000 \$
07 - Outaouais	Conférence des Préfets de l’Outaouais	848 161 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Conférence des préfets de l’Abitibi-Témiscamingue	685 464 \$
09 - Côte-Nord	Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	404 426 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Baie-James	385 124 \$
10 - Nord-du-Québec	Gouvernement de la nation Crie	259 153 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	125 736 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Table des Préfets des MRC de la Gaspésie	834 362 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Le Filon	30 000 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Moissonneurs Solidaires	442 321 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Municipalité régionale de comté des Appalaches	767 863 \$
13 - Laval	Jeunes au Travail	30 000 \$
13 - Laval	Ville de Laval	424 344 \$
14 - Lanaudière	Table des Préfets de Lanaudière	699 005 \$
15 - Laurentides	Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides	862 452 \$
16 - Montérégie	Les Banques alimentaires du Québec	25 500 000 \$
16 - Montérégie	Table de concertation régionale de la Montérégie	1 195 619 \$
17 - Centre-du-Québec	Centre d’innovation sociale en agriculture (CISA)	250 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Comité régional en développement social du Centre-du-Québec	561 113 \$
TOTAL - Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires		53 640 671 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
A. Programme Soutien à l’action bénévole
Montant déboursé par circonscription 2025-2026
S1RP-43 - ANNEXE 6

Circonscription	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
Abitibi-Est	121 649,00 \$
Abitibi-Ouest	142 710,00 \$
Acadie	142 350,00 \$
Anjou–Louis-Riel	154 780,00 \$
Argenteuil	142 715,00 \$
Arthabaska	162 750,00 \$
Beauce-Nord	160 113,00 \$
Beauce-Sud	198 950,00 \$
Beauharnois	199 995,00 \$
Bellechasse	168 200,00 \$
Berthier	190 845,00 \$
Bertrand	212 086,00 \$
Blainville	127 070,00 \$
Bonaventure	164 440,00 \$
Borduas	125 900,00 \$
Bourassa-Sauvé	154 510,00 \$
Brome-Missisquoi	219 795,00 \$
Camille-Laurin	158 250,00 \$
Chambly	122 850,00 \$
Champlain	182 700,00 \$
Chapleau	189 013,00 \$
Charlesbourg	167 045,00 \$
Charlevoix–Côte-de-Beaupré	170 600,00 \$
Châteauguay	157 400,00 \$
Chauveau	91 010,00 \$
Chicoutimi	151 475,00 \$
Chomedey	201 650,00 \$
Chutes-de-la-Chaudière	152 400,00 \$
Côte-du-Sud	184 880,00 \$
D'Arcy-McGee	101 475,00 \$
Deux-Montagnes	136 850,00 \$
Drummond–Bois-Francs	206 510,00 \$
Dubuc	132 700,00 \$
Duplessis	122 700,00 \$
Fabre	177 125,00 \$
Gaspé	140 140,00 \$
Gatineau	172 980,00 \$
Gouin	94 050,00 \$
Granby	173 200,00 \$
Groulx	122 050,00 \$
Hochelaga-Maisonneuve	118 092,00 \$
Hull	107 925,00 \$
Huntingdon	159 900,00 \$
Iberville	76 415,00 \$
Îles-de-la-Madeleine	63 400,00 \$
Jacques-Cartier	102 300,00 \$
Jean-Lesage	124 850,00 \$
Jeanne-Mance–Viger	141 450,00 \$
Jean-Talon	108 200,00 \$
Johnson	171 650,00 \$
Joliette	180 685,00 \$
Jonquière	134 700,00 \$
La Peltre	83 700,00 \$
La Pinière	156 316,00 \$
La Prairie	133 025,00 \$
Labelle	199 625,00 \$
Lac-Saint-Jean	88 900,00 \$
LaFontaine	113 950,00 \$
Laporte	150 175,00 \$
L'Assomption	152 005,00 \$
Laurier-Dorion	113 705,00 \$
Laval-des-Rapides	137 047,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
A. Programme Soutien à l'action bénévole
Montant déboursé par circonscription 2025-2026
S1RP-43 - ANNEXE 6

Circonscription	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
Laviolette–Saint-Maurice	210 290,00 \$
Les Plaines	147 634,00 \$
Lévis	149 095,00 \$
Lotbinière-Frontenac	207 367,00 \$
Louis-Hébert	97 275,00 \$
Marguerite-Bourgeoys	182 940,00 \$
Marie-Victorin	168 075,00 \$
Marquette	143 825,00 \$
Maskinongé	187 230,00 \$
Masson	148 140,00 \$
Matane-Matapédia	180 900,00 \$
Maurice-Richard	47 300,00 \$
Mégantic	124 350,00 \$
Mercier	66 650,00 \$
Mille-Îles	73 350,00 \$
Mirabel	189 125,00 \$
Montarville	81 200,00 \$
Montmorency	177 075,00 \$
Mont-Royal–Outremont	48 650,00 \$
Nelligan	74 300,00 \$
Nicolet-Bécancour	102 164,00 \$
Notre-Dame-de-Grâce	71 425,00 \$
Orford	132 400,00 \$
Papineau	175 370,00 \$
Pointe-aux-Trembles	151 525,00 \$
Pontiac	86 449,00 \$
Portneuf	140 600,00 \$
Prévost	168 499,00 \$
René-Lévesque	122 150,00 \$
Repentigny	186 050,00 \$
Richelieu	133 610,00 \$
Richmond	195 950,00 \$
Rimouski	169 575,00 \$
Rivière-du-Loup–Témiscouata	173 200,00 \$
Robert-Baldwin	161 860,00 \$
Roberval	77 700,00 \$
Rosemont	112 560,00 \$
Rousseau	169 625,00 \$
Rouyn-Noranda–Témiscamingue	156 250,00 \$
Sainte-Marie–Saint-Jacques	96 163,00 \$
Sainte-Rose	178 500,00 \$
Saint-François	197 570,00 \$
Saint-Henri–Sainte-Anne	163 910,00 \$
Saint-Hyacinthe	159 805,00 \$
Saint-Jean	176 350,00 \$
Saint-Jérôme	182 300,00 \$
Saint-Laurent	136 920,00 \$
Sanguinet	136 050,00 \$
Sherbrooke	58 400,00 \$
Soulanges	161 240,00 \$
Taillon	113 450,00 \$
Taschereau	130 250,00 \$
Terrebonne	136 350,00 \$
Trois-Rivières	142 525,00 \$
Ungava	135 800,00 \$
Vachon	165 755,00 \$
Vanier–Les Rivières	189 200,00 \$
Vaudreuil	174 662,00 \$
Verchères	154 955,00 \$
Verdun	116 890,00 \$
Viau	88 400,00 \$
Vimont	146 030,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
A. Programme Soutien à l’action bénévole
Montant déboursé par circonscription 2025-2026
S1RP-43 - ANNEXE 6

Circonscription	2025-2026 Déboursé au 31 janvier 2026
Westmount–Saint-Louis	20 661,00 \$
TOTAL - Programme Soutien à l’action bénévole	17 869 795,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

C. LISTE DES ORGANISMES QUI ONT DEMANDÉ UNE SUBVENTION QUI LEUR A ÉTÉ REFUSÉE

Au 31 janvier 2026

S1RP-43C - ANNEXE 7

Région	Organisme
01-Bas-Saint-Laurent	Action-Logement de l'Est
01-Bas-Saint-Laurent	Association Rimouski Ville Cyclable
03-Capitale-Nationale	Collectif de lutte et d'action contre le racisme
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Entraide Trans Saguenay–Lac-Saint-Jean
04-Mauricie	Centre d'activités populaires et éducatives C.A.P.E.
05-Estrie	Groupe Actions Solutions Pauvreté
06-Montréal	Comité d'action des locataires de l'Ouest-de-l'Île
06-Montréal	Finautonome
06-Montréal	Mouvement Transféministe
06-Montréal	Mouvement laïque québécois (MLQ)
06-Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées – Section Rive-Sud de Montréal (AQDR-RSM)
06-Montréal	AlterHéros
06-Montréal	Centre Communautaire Espoir et Solidarité de Montréal-Nord (CCESMN)
06-Montréal	Centre international désir et agir (CIDEA)
06-Montréal	Clinique juridique du Grand Montréal
06-Montréal	Comité des citoyen(nes) de Milton-Parc
06-Montréal	Institut du Nouveau Monde
06-Montréal	Juripop
06-Montréal	Mouvement pour une démocratie nouvelle
06-Montréal	Regroupement des organismes en hébergement pour personnes migrantes
06-Montréal	Cyclo Nord-Sud
06-Montréal	Société Haïtienne de Recherches (SHAIRE-HAITI)
07-Outaouais	Regroupement des Sans-Emploi de l'Outaouais (ReSO)
11-Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Vision Gaspé-Percé Maintenant
11-Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Accès sages femmes Baie des Chaleurs
13-Laval	Réseau des organismes en itinérance de Laval (ROIL)
15-Laurentides	Québec Réunifié
16-Montréal	Rendez-Vous de la Diversité
16-Montréal	Vision Inter-Cultures
03 - Capitale-Nationale	Centre de Plein air Lasallien inc.
05 - Estrie	Valcourt 2030
06 - Montréal	Brique par brique
06 - Montréal	Foyer du monde

Région	Organisme
06 - Montréal	Groupe Pro-Vert
06 - Montréal	Le groupe communautaire L'Itinéraire
09 - Côte-Nord	Forum jeunesse Côte-Nord
10 - Nord du Québec	Objectif Bienveillance
11 - Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Jeux des 50 ans et plus de la Gaspésie et des Îles
12 - Chaudière-Appalaches	Terra Terre, Solutions écologiques
14 - Lanaudière	33 hectares
15 - Laurentides	Maison Phoenix
15 - Laurentides	SOS professionnels
16 - Montérégie	Les Habitations des Tisserandes
16 - Montérégie	Les Semeurs - Cantine solidaire
06-Montréal	Centre de la communauté sourde du Montréal métropolitain (Accès-Travail sourd)
06-Montréal	Mutuelle d'approvisionnement des marchés solidaire
06-Montréal	EXISTHÉ
06-Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal
06-Montréal	Table de quartier de Montréal-I-Nord
06-Montréal	Centre de référence du Grand Montréal
03 - Capitale-Nationale	Réseau Accorderie
06-Montréal	Gestion Fullum Harmony
15-Laurentides	ABL Accès Accueil Action
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est
03-Capitale-Nationale	Accès transports viables
06-Montréal	Accueil aux immigrants de l'est de Montréal
06-Montréal	ACEF de l'Est de Montréal
06-Montréal	Action cancer du sein du Québec
14-Lanaudière	Action Famille Lanoraie Inc
06-Montréal	Action Femmes et handicap
14-Lanaudière	Action Hypoglycémie Québec
16-Montréal	Action jeunesse St-Pie X de Longueuil Inc.
16-Montréal	Action Logement Pierre-De-Saurel
05-Estrie	Action Sport Inclusion
16-Montréal	ADCPS Association Diversité Culturelle de Pierre-de Saurel
06-Montréal	AGIR: Action lesbienne, gai, bisexuelle, trans et queer (LGBTQ) avec les immigrants et réfugiés
04-Mauricie	Allaitement-Soleil
07-Outaouais	Alliance alimentaire Papineau
03-Capitale-Nationale	Alliance Arc-en-ciel de Québec
03-Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH)
12-Chaudière-Appalaches	Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière
16-Montréal	Alternative Centregens
06-Montréal	Alternatives

Région	Organisme	
06-Montréal	Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention milieu	
15-Laurentides	Amie du quartier	
04-Mauricie	ANNA ET LA MER	
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	AQDR Alma	
06-Montréal	arts et puis	
14-Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	
06-Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Nord de Montréal	
12-Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux de la Rive-Sud	
16-Montérégie	Association de personnes handicapées physiques de Brome-Missis	
05-Estrie	Association des accidentés cérébro-vasculaires et traumatisés crâniens de l'Estrie	
04-Mauricie	Association des cardiaques de la Mauricie	
03-Capitale-Nationale	Association des centres d'écoute téléphonique du Québec	
06-Montréal	Association des Familles de Personnes Assassinées ou Disparues (AFPAD)	
17-Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome (AGÉPA) Centre-du-Québec	
17-Centre-du-Québec	Association des locataires Centre-du-Québec	
08-Abitibi-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	
17-Centre-du-Québec	Association des personnes handicapées de l'Érable inc.	
03-Capitale-Nationale	Association des personnes handicapées de Portneuf	
06-Montréal	Association des Scouts du Canada	
06-Montréal	Association des Sports pour Aveugles du Montréal Métropolitain	
11-Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Association des TCC et AVC de la GIM	
16-Montérégie	Association des traumatisés crânio-cérébraux de la Montérégie	
06-Montréal	ASSOCIATION DU NDÉ À MONTRÉAL	
03-Capitale-Nationale	ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS (A.Q.E.P.A.) QUÉBEC MÉTRO (03-12) INC.	
05-Estrie	Association du Syndrome de Down	
13-Laval	Association Dysphasie+	
06-Montréal	Association Mineur de Soccer LaSalle	
06-Montréal	Association pour les Droits des Travailleur·ses de Maison et de Ferme (DTMF)	
06-Montréal	Association Québécoise de l'Épilepsie	
16-Montérégie	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	
06-Montréal	Association Seigneurie des rapides	
06-Montréal	Ateliers Transition	
06-Montréal	Au bas de l'échelle	
13-Laval	Au Panier	
16-Estrie	Au Point 14-18 de Danville inc.	
08-Abitibi-Témiscamingue	Au sein des femmes	
03-Capitale-Nationale	Autisme Québec	
01-Bas-Saint-Laurent	Aux Trois Mâts	
06-Montréal	Bouffe-Action de Rosemont	
06-Montréal	Bureau Associatif pour la Diversité et la Réinsertion	

Région	Organisme	
07-Outaouais	Bureau Régional d'action sida (Outaouais)	
11-Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	C.A.S.A. Comité d'action sociale anglophone	
13-Laval	CAFGRAP	
04-Mauricie	CALACS de Trois-Rivières	
S.O.	CALACS Entraid' Action, Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	
16-Montérégie	CALACS Longueuil	
01-Bas-Saint-Laurent	Carrefour 50+ du Québec	
03-Capitale-Nationale	Carrefour d'Action Interculturelle	
04-Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqués-es inc	
06-Montréal	Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique (CLAM)	
06-Montréal	Carrefour de ressources en interculturel	
15-Laurentides	Carrefour d'entraide de Saint-Placide (anciennement Communauté Chrétienne de Saint-Placide)	
12-Chaudière-Appalaches	Carrefour des Personnes Aînées de Lotbinière	
16-Montérégie	Carrefour Familial du Richelieu	
07-Outaouais	Carrefour jeunesse emploi Vallée-de-la-Gatineau	
16-Montérégie	Carrefour Jeunesse Marguerite-d'Youville	
17-Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Arthabaska	
15-Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi des Pays-d'en-Haut	
15-Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Laurentides	
06-Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville	
12-Chaudière-Appalaches	Carrefour région Montmagny	
06-Montréal	CBAC -The Council for Black Aging Community of Montreal Inc.	
06-Montréal	CDC Solidarité Saint-Henri	
03-Capitale-Nationale	CDEC de Québec	
06-Montréal	Centre Action	
16-Montérégie	Centre Binetna	
06-Montréal	Centre communautaire Bon Courage de Place Benoit	
16-Montérégie	Centre communautaire des aînés et aînées de Longueuil	
06-Montréal	Centre Communautaire Espoir et Solidarité de Montréal-Nord (CCESMN)	
06-Montréal	Centre communautaire Radisson	
17-Centre-du-Québec	Centre communautaire Saint-Pierre inc.	
06-Montréal	Centre d'écologie urbaine (Incorporé sous Société de développement communautaire de Montréal - SODECM)	
03-Capitale-Nationale	Centre d'accès et d'accompagnement au logement subventionné Clés en main	
06-Montréal	Centre d'Accompagnement KEDA	
12-Chaudière-Appalaches	Centre d'action bénévolo Concert'Action	
05-Estrie	Centre d'Action Bénévole de Farnham	
16-Montérégie	Centre d'action bénévolo du grand Châteauguay	
05-Estrie	Centre d'action bénévolo du Haut-Saint-François	
06-Montréal	Centre d'action bénévolo et communautaire Saint-Laurent	
04-Mauricie	Centre d'Action Bénévole Mékinac	

Région	Organisme
15-Laurentides	Centre d'action bénévole Solange-Beauchamp inc.
16-Montréal	Centre d'action bénévole Soulanges
06-Montréal	Centre d'aide aux Familles Latino-américaines
06-Montréal	Centre d'alphabétisation de Villeray La Jarnigoine
16-Montréal	Centre de femmes l'Autonomie en soiE
16-Montréal	Centre de Repit Depannage Aux Quatre Poches Inc
06-Montréal	Centre de ressources en employabilité du Montréal centre-ville
01-Bas-Saint-Laurent	Centre de Vacances & Apprentissage loisirs de Saint-Cyprien
06-Montréal	Centre d'écoute et de référence Halte Ami (CERHA)
06-Montréal	Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes
15-Laurentides	Centre d'entraide Thérèse de Blainville
06-Montréal	Centre des femmes de Rosemont
06-Montréal	CENTRE DES FEMMES DE SAINT-LAURENT
05-Estrie	Centre des femmes La Parolière
05-Estrie	Centre des femmes Memphremagog
06-Montréal	Centre des femmes Rivière-des-Prairies
06-Montréal	Centre d'Horizon de l'Est
15-Laurentides	Centre d'intégration en Emploi des Laurentides
06-Montréal	Centre Génération Emploi
06-Montréal	CENTRE INTERNATIONAL DÉSIR ET AGIR - CIDEA
16-Montréal	Centre Louise Bibeau
06-Montréal	Centre Montréalais pour les troubles d'apprentissage et sa version Montreal Centre for Learning Disabilities Inc.
16-Montréal	Centre Notre-Dame-de-Fatima
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Centre Plein Vie inc.
05-Estrie	Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke
03-Capitale-Nationale	Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier
03-Capitale-Nationale	Centre ressources pour femmes de Beauport
01-Bas-Saint-Laurent	Centre-Femmes La Passerelle du Kamouraska
06-Montréal	Chantier d'Afrique du Canada (CHAFRIC)
07-Outaouais	Chez les Simone, tiers-lieu
14-Lanaudière	Chez-nous media 2007
06-Montréal	Clinique Les Angles de l'Espoir AC
01-Bas-Saint-Laurent	Club 50 plus St-Yves
09-Côte-Nord	Club de l'âge d'Or Tadoussac inc.
16-Montréal	Club des petits déjeuners
03-Capitale-Nationale	Collaboration Santé internationale
03-Capitale-Nationale	Collectif de lutte et d'action contre le racisme CLAR
16-Montréal	Comité Chômage du Haut-Richelieu et du Suroît
17-Centre-du-Québec	Comité d'accueil international des Bois-Francis
06-Montréal	Comité d'action de Parc-Extension
04-Mauricie	Comité de solidarité/ Trois-Rivières

Région	Organisme	
06-Montréal	Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent	
16-Montréal	Comité Logement'mêle	
03-Capitale-Nationale	Comité logement d'aide de Québec Ouest	
04-Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	
03-Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	
05-Estrie	Commun'Action Ste-Jeanne d'Arc	
06-Montréal	Compagnons de Montréal	
06-Montréal	Concertation Saint-Léonard	
06-Montréal	Conseil Communautaire Notre-Dame de Grace	
06-Montréal	Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec	
06-Montréal	Conseillers en développement de la Main-d'œuvre	
06-Montréal	Corporation culturelle latino-américaine de l'amitié (COCLA)	
04-Mauricie	Corporation de développement communautaire (CDC) Shawinigan	
06-Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	
05-Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	
06-Montréal	Corporation de développement communautaire Plateau-Mont-Royal	
01-Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement de Saint-Antoine	
06-Montréal	Corporation d'éducation jeunesse	
06-Montréal	Corporation l'Espoir	
05-Estrie	Cuisines Collectives "Bouchée double" Memphrémagog	
06-Montréal	Cyclistes solidaires	
14-Lanaudière	Défi-Famille Matawinie	
03-Capitale-Nationale	Diavle	
03-Capitale-Nationale	Divergenres	
06-Montréal	Diversité Artistique Montréal	
04-Mauricie	Ebyòn	
06-Montréal	Écoute Entraide Inc.	
06-Montréal	Emploi - Jeunesse	
15-Laurentides	Entraide bénévole des Pays-d'en-Haut	
06-Montréal	Entraide des familles	
05-Estrie	Entrée chez soi Brome-Missisquoi	
05-Estrie	Épilepsie Montérégie	
06-Montréal	Escalé Famille Le Triplet	
06-Montréal	Espace-Famille Villéray	
05-Estrie	Eveil Entrepreneurial	
07-Outaouais	FADOQ - Région Outaouais	
11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie-iles-de-la-Madeleine	
01-Bas-Saint-Laurent	FADOQ régionBas-Saint-Laurent	
06-Montréal	Fédération de tennis de table du Québec Inc.	
05-Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	

Région	Organisme
06-Montréal	Fédération des Mouvements Personne d'Abord du Québec
04-Mauricie	Fédération du Mouvement Albatros du Québec
06-Montréal	Fédération Histoire Québec
16- Montréal	Fédération Nourri-Source
06-Montréal	Fédération Québécoise des Associations Foyer-École (FQAFE)
03-Capitale-Nationale	Fédération québécoise des gestionnaires de Zec (FQGZ)
13-Laval	Femmes en Emploi
06-Montréal	Fondation des services d'emploi pour les jeunes
16-Montréal	Fondation Source bleue
06-Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets
03-Capitale-Nationale	GRIS-Québec
05-Estrie	groupe actions solutions pauvrete
17-Centre-du-Québec	Groupe de concertation des bassins versantss
13-Laval	Groupe de Loisirs la Relance
15-Laurentides	Groupe La Licorne MRC Thérèse-De Blainville
16-Montréal	Groupement des Associations de Personnes Handicapées du Richelieu-Yamaska
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay
06-Montréal	Handicap Action Intégration
05-Estrie	Han-Droits
01-Bas-Saint-Laurent	Heritage Bas-Saint-Laurent
06-Montréal	INICI
06-Montréal	Initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies
06-Montréal	Institut Doxarts
03-Capitale-Nationale	Institut national de formation et de recherche-action (Infra)
06-Montréal	Interligne
06-Montréal	Julie-Anne Fortin (Les Accordailles)
06-Montréal	Katalizo
06-Montréal	Kéroul
03-Capitale-Nationale	KIF-KIF FAMILLES MOBILISÉES EN ACTION
06-Montréal	Kin-Ball Montréal
06-Montréal	L'Association québécoise de défense collective des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Rosemont
12-Chaudière-Appalaches	La Barre du Jour
14-Lanaudière	La Bonne Étoile, Joliette,Inc
16-Montréal	La Butte
07-Outaouais	La Corporation des ainés de la Cabane en bois rond
01-Bas-Saint-Laurent	La cuisine collective Croc-Ensemble des Basques
06-Montréal	La Fondation Place Coco
06-Montréal	La Gang à Rambrou
16-Montréal	La Halte du coin
06-Montréal	LA LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC
16-Montréal	La Maison de Jonathan

Région	Organisme
15-Laurentides	La Maison de la Famille de Bois-des-Filion
06-Montréal	La Maison de l'amitié de Montréal
16-Montréal	La Maison des jeunes de Beaujeu
09-Côte-Nord	La Maison des organismes communautaires de Sept-Îles (MOCsÎ)
16-Montréal	la maison Tremplin de longueuil
16-Montréal	La Mère à Boire-Moms For milk
16-Montréal	La Moisson Maskoutaine
15-Laurentides	LA MONTAGNE D'ESPOIR
13-Laval	La Ressource ATP Groupes de Soutien pour personnes anxieuses et trouble paniques
16-Montréal	La Traversée centre de crise et de prévention du suicide
12-Chaudière-Appalaches	L'ABC des Hauts Plateaux
08-Abitibi-Témiscamingue	L'ASSOC. des Travailleuses et des Travailleurs Accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue
12-Chaudière-Appalaches	L'AsSortie Bellechasse
03-Capitale-Nationale	L'AutonHomme, centre de ressources sur la confition masculine Québec Inc
06-Montréal	LCSM-Loisirs Communautaires Saint-Michel
07-Outaouais	Le Centre d'action bénévolo de Gatineau
06-Montréal	Le Dépôt centre commentaire d'alimentation
12-Chaudière-Appalaches	LE Filon
06-Montréal	Le Groupe d'entraide maternelle de la Petite Patrie
06-Montréal	Le Phare de l'espoir
08-Abitibi-Témiscamingue	Le Pilier l'association des traumatisés crâniens de l'Abitibi-Témiscamingue
12-Chaudière-Appalaches	Le Rappel Groupe d'entraide
12-Chaudière-Appalaches	Le Re-Lait Montmagny L'Islet Montmagny L'Islet
12-Chaudière-Appalaches	Le trait d'Union, groupe d'entraide pour personnes vivant avec un trouble de santé mentale
06-Montréal	L'enjeu: Cap sur l'emploi inc.
14-Lanaudière	L'Entraide dijm
09-Côte-Nord	L'Envol, Maison de la famille
14-Lanaudière	Les Amis de la déficience intellectuelle MRC L'assomption
07-Outaouais	Les Œuvres Isidore Ostiguy
16-Montréal	Les Rendez-vous de la diversité
03-Capitale-Nationale	Les Services de main-d'oeuvre l'Appui
06-Montréal	LESPACEMAKER
06-Montréal	Lettres en main
05-Estrie	L'Éveil, ressource communautaire en santé mentale
06-Montréal	L'Institut National pour l'Équité, l'Égalité, et l'Inclusion des personnes en situation de handicap
3-Capitale-Nationale	Lis-moi tout Limolou
13-Laval	Lumi-Vie
12-Chaudière-Appalaches	Magasin Général de Lévis
06-Montréal	Mains utiles
04-Mauricie	Maison citoyenne des familles de Shawinigan Christine Naud
06-Montréal	Maison de jeunes de Saint-Léonard
06-Montréal	Maison de la famille de Saint-Léonard

Région	Organisme	
01-Bas-Saint-Laurent	Maison de la Famille du Témiscouata	
16-Montréal	Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges	
06-Montréal	Maison de l'autisme	
14-Lanaudière	Maison de Parents de la Matawinie Ouest	
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Maison des jeunes boomerang	
06-Montréal	Maison des Jeunes de Bordeaux-Cartierville	
06-Montréal	Maison des jeunes de Pointe-aux-Trembles	
15-Laurentides	Maison des Jeunes des Basses-Laurentides	
16-Montréal	Maison des jeunes Équinox	
15-Laurentides	Maison des jeunes Sodarrid	
17-Centre-du-Québec	Maison Habit-Action de Drummondville Inc.	
15-Laurentides	Maison parents enfants handicapés Laurentides Laurentides	
03-Capitale-Nationale	Mères et monde: Centre communautaire et résidentiel par et pour jeunes mères	
06-Montréal	Mission St-Michael	
03-Capitale-Nationale	Motivaction Jeunesse	
06-Montréal	Mouvement Fraternité Multi-Ethnique	
15-Laurentides	Mouvement Personne d'Abord ste-thérèse	
06-Montréal	Mouvement pour l'autonomie dans l'enfantement	
16-Montréal	Mouvement S.E.M.	
16-Montréal	Mouvement Zéro Déchet Longueuil	
06-Montréal	Nutri-Centre LaSalle	
06-Montréal	Parasports Québec	
03-Capitale-Nationale	PARENTS-ESPOIR	
13-Laval	Parici 9e vie	
06-Montréal	Pause Famille	
04-Mauricie	Pavillon St-Arnaud Inc.	
15-Laurentides	Philanthropie Laurentides	
06-Montréal	PlaMP	
16-Montréal	Place à l'Emploi	
16-Montréal	Pleins Rayons	
06-Montréal	Pôle communautaire et de santé sociale	
06-Montréal	Projet 10	
06-Montréal	Projet Communautaire de Pierrefonds	
03-Capitale-Nationale	R.A.F.A.L. : Ressources Actions Familles au Lac St-Charles	
12-Chaudière-Appalaches	Radio communautaire de Lévis	
06-Montréal	Radio communautaire francophone de Montréal Inc.	
06-Montréal	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	
06-Montréal	Regroupement des associations de personnes traumatisées craniocérébrales du Québec	
10-Nord-du-Québec	Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec	
03-Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale	
14-Lanaudière	Regroupement des organismes communautaires alternatifs en santé mentale de Lanaudière	
06-Montréal	Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal	

Région	Organisme	
12-Chaudière-Appalaches	Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	
13-Laval	Regroupement des organismes de promotion des personnes handicapées de Laval (ROPPL)	
12-Chaudière-Appalaches	Regroupement des personnes aidantes de Lotbinière	
15-Laurentides	Regroupement des Usagers du Transport Adapté des Patriotes	
06-Montréal	Rencontres-Cuisines	
16-Montréal	Répit le Zéphyr	
06-Montréal	Reseau Alimentaire de l'Est (RAEM)	
03-Capitale-Nationale	Réseau communautaire de santé et de services sociaux (RCSSS)	
06-Montréal	Réseau d'intervention auprès des personnes ayant subi la violence organisée (RIVO)	
05-Estrie	Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie	
06-Montréal	Réseau de développement et de prévention afro-canadien (ACDPN)	
06-Montréal	Réseau des Carrefours Jeunesse Emploi du Québec	
06-Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec	
06-Montréal	Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre (RSSMO)	
06-Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	
16-Montréal	Réseaux Employabilité Immigration Entrepreneuriat	
03-Capitale-Nationale	Ressources familiales la vieille Caserne de Montmorency	
06-Montréal	Ressources Olivier	
06-Montréal	Rêvanous	
06-Montréal	ruelle de l'avenir	
16-Montréal	Santé mentale Québec Haut/Richelieu	
07-Outaouais	Service d'accompagnement à l'inclusion sociale	
06-Montréal	Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants	
04-Mauricie	Services d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	
01-Bas-Saint-Laurent	Services d'aide à l'emploi Kamouraska	
17-Centre-du-Québec	Services intégrés pour l'emploi	
06-Montréal	SIDA Bénévoles Montréal/ AIDS Community Care Montreal	
08-Abitibi-Témiscamingue	Société Alzheimer Abitibi-Témiscamingue	
01-Bas-Saint-Laurent	Société Alzheimer du Bas-St-Laurent	
13-Laval	Société Alzheimer Laval	
06-Montréal	Société de Saint-Vincent de Paul - Conseil provincial du Québec (SSVP-CPQ)	
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Société d'information Lac-St-Jean	
15-Laurentides	SOS Professionnels	
13-Laval	Sphère santé sexuelle globale	
06-Montréal	station familles	
13-Laval	StimuleArts Martine Boisvert	
05-Estrie	Table d'Action Contre l'Appauvrissement de l'Estrie (TACAE)	
13-Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval (TCVCASL)	
06-Montréal	Table de concertation jeunesse d'Ahautsic	
06-Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	
07-Outaouais	Table de développement social des Collines-de-l'Outaouais	
05-Estrie	Table de quartier Ascot en Santé	

Région	Organisme
06-Montréal	Table de Quartier du Nord de l'Ouest-de-l'Île de Montréal
06-Montréal	Table de Quartier Sud de l'Ouest-de-l'Île
07-Outaouais	Table Ronde des Organismes Volontaires en Éducation Populaire de l'Outaouais
16-Monterégie	TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE VALLEE-DU-RICHELIEU TCVR INC (TVR9)
13-Laval	Télévision Régionale de Laval
14-Lanaudière	Tous les Enfants de l'Autre Monde (T.E.A.M)
07-Outaouais	TRANSPORT SOLIDAIRE
14-Lanaudière	Univers des mots
06-Montréal	Ville en Vert
17-Centre-du-Québec	Virage Santé mentale (RASM)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-44

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l’action communautaire autonome pour 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

Le document Politique sur l’action communautaire autonome n’existe pas.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire

DATE : 27 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et de
l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-45-46-47-48

Titre : Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 : a. Pour chacun des axes, quel est le montant prévu en investissement par année, et quelle proportion de ces montants provient de nouveaux crédits ? b. Pour chacune des mesures du Plan, quel est le montant prévu par année ? c. Pour les années 2025-2026 et 2026-2027, quelles sont les sommes réelles dépensées et investies par rapport aux prévisions initiales ? d. Quelle est la provenance des crédits autofinancés pour l'ensemble des actions dont le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale est responsable ? Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029, veuillez fournir les informations suivantes : a. La liste des projets démarrés en 2025-2026 et les projections pour 2026-2027. b. La liste des projets admissibles à une contribution variant de 0 \$ à 49 999 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027. c. La liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027. d. La liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 1 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027. Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 : a. La liste des mesures du Plan qui ont été mises en œuvre en 2025-2026. b. La liste des mesures du Plan qui sont en cours de mise en œuvre. c. La liste des mesures du Plan qui n'ont pas encore été amorcées, ainsi que les raisons expliquant ce retard. d. L'échéancier prévu pour la mise en œuvre complète de chacune des mesures du Plan. Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 : a. La ventilation des investissements prévus par ministère et organisme gouvernemental. b. La ventilation des investissements par région administrative pour les années 2025-2026 et 2026-2027. c. Les sommes prévues pour chacune des mesures du Plan pour les années 2027-2028 et 2028-2029. d. Les sommes réellement engagées depuis le lancement du Plan.

Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029, veuillez fournir les informations suivantes :

- a. La liste des projets démarrés en 2025-2026 et les projections pour 2026-2027.
- b. La liste des projets admissibles à une contribution variant de 0 \$ à 49 999 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027.
- c. La liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027.
- d. La liste des projets admissibles à une contribution variant de 50 000 \$ à 1 500 000 \$, ainsi que le montant de l'aide financière accordée à chaque projet pour 2025-2026 et les projections pour 2026-2027.

Pour les questions a. à d., voir l'annexe 1.

Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 :

- a. La liste des mesures du Plan qui ont été mises en œuvre en 2025-2026.
- b. La liste des mesures du Plan qui sont actuellement en cours de mise en œuvre.
- c. La liste des mesures du Plan qui n'ont pas encore été amorcées, ainsi que les raisons expliquant ce retard.

Pour les questions a. à c., voir l'annexe 2.

Les informations sur ces actions sont disponibles à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf

- d. L'échéancier prévu pour la mise en œuvre complète de chacune des mesures du Plan.

Le cadre financier indique la progression des investissements durant la période du Plan.

Les informations sont disponibles à l'adresse suivante (annexe 1) : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf

Concernant le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 :

- a. La ventilation des investissements prévus par ministère et organisme gouvernemental.

Les informations sont disponibles à l'adresse suivante (annexe 1) : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf

- b. La ventilation des investissements par région administrative pour les années 2025-2026 et 2026-2027.

Les données sur les investissements prévus par région administrative pour le Plan d'action ne sont pas disponibles.

- c. Les sommes prévues pour chacune des mesures du Plan pour les années 2027-2028 et 2028-2029.

Les informations sont disponibles à l'adresse suivante (annexe 1) : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf

- d. Les sommes réellement engagées depuis le lancement du Plan.

Les informations pour 2025-2026 seront disponibles lorsque la compilation des données de l'ensemble des ministères et organismes porteurs d'une action sera complétée.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d’emploi et des stratégies
Direction des politiques d’assistance sociale
Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction de la recherche

VALIDATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire

DATE : 08 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

SIRP-45-46-47-48

La liste des subventions octroyées au 31 janvier 2026

par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029

Source et exercice de départ	Région	Organisme	Financement total accordé au 31 janvier 2026
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026	06 - Montréal	Corporation Mainbourg	14 060 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026 (Jardin de solidarité)	01 - Bas-Saint-Laurent	Les Maraîchers du Cœur	120 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026 (Jardin de solidarité)	01 - Bas-Saint-Laurent	Manne Rouge, je récolte	120 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026 (Jardin de solidarité)	02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Plateforme bioalimentaire boréale SOLIDAR	120 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026 (Jardin de solidarité)	03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse emploi de Portneuf	120 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026 (Jardin de solidarité)	06 - Montréal	Groupe Pro-Vert	120 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026 (Jardin de solidarité)	12 - Chaudière-Appalaches	Le Filon	120 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026 (Jardin de solidarité)	13 - Laval	Jeunes au Travail	120 000 \$
PLP4 mesure 3.1.2.2 - 2025-2026	06 - Montréal	Observatoire québécois des inégalités	218 480 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026	02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Épicerie communautaire; Le Garde Manger	223 026 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026	06 - Montréal	Alima, Centre de nutrition sociale périnatale	468 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.2 - 2025-2026	17 - Centre-du-Québec	Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA)	500 000 \$
PLP4 mesure 2.1.1.5 - 2025-2026	12 - Chaudière-Appalaches	Moissonneurs Solidaires	884 642 \$
PLP4 mesure 3.1.2.2 - 2025-2026	06 - Montréal	Société de développement social	1 026 579 \$
PLP4 mesure 3.1.3.1 - 2024-2025	06 - Montréal	Université du Québec à Montréal	1 324 120 \$
PLP4 mesure 2.1.1.3 - 2024-2025	06 - Montréal	Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU\LAB)	1 400 000 \$
PLP4 mesure 3.1.2.2 - 2025-2026	06 - Montréal	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	1 478 000 \$
PLP4 mesure 3.1.2.2 - 2025-2026	06 - Montréal	TAPAJ Québec	1 578 349 \$
PLP4 mesure 3.1.1.3 - 2024-2025	03 - Capitale-Nationale	Vivre en ville; Le regroupement pour le développement urbain, rural et villageois viable	2 664 000 \$
PLP4 mesure 1.3.3.1 - 2024-2025	06 - Montréal	Communautaire	2 919 800 \$
PLP4 mesure 2.1.2.1 - 2024-2025	16 - Montérégie	Les Banques alimentaires du Québec	64 000 000 \$
TOTAL Projets			79 539 056 \$

PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
ET L’EXCLUSION SOCIALE 2024-2029, MOBILISER. ACCOMPAGNER. PARTICIPER.

ÉTAT D’AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026

3 ACTIONS COMPLÉTÉES

- 2.2.1.3 - Exclure les subventions au logement provenant d’organismes communautaires ou de bienfaisance du calcul de la prestation d’assistance sociale (MESS)
- 3.1.3.4 - Proposer un webinaire au personnel scolaire et au policier en milieu scolaire afin de mieux sensibiliser les jeunes face à la délinquance (MJQ)
- 3.2.2 - Favoriser la participation des prestataires à l’assistance sociale aux projets de recherche (MESS)

67 ACTIONS EN COURS DE MISE EN ŒUVRE

- 1.1.1 - Favoriser l’intégration en emploi pour certains groupes de personnes plus éloignées du marché du travail (MESS)
- **1.1.2 - Mieux soutenir les démarches vers l’emploi des prestataires à l’assistance sociale**
 - 1.1.2.1 - Introduire un supplément de revenus de travail pour les prestataires de l’aide sociale et de la solidarité sociale (MESS)
 - 1.1.2.2 - Encourager les prestataires de l’assistance sociale qui souhaitent terminer leurs études secondaires (MESS)
 - 1.1.2.3 - Offrir un accompagnement soutenu à plus de personnes en les rendant admissibles au Programme objectif emploi (MESS)
- **1.2.1 - Offrir des services d’accompagnement pour permettre aux prestataires de l’assistance sociale de stabiliser les différentes sphères de leur vie, de faire face aux différents obstacles qui se présentent et de se rendre disponibles à l’emploi (MESS)**
 - 1.2.1.1 - Prévoir un accompagnement personnalisé aux prestataires de l’assistance sociale (MESS)
 - 1.2.1.2 - Assurer la continuité des services pour mieux répondre aux besoins des personnes (MESS)
 - 1.2.1.3 - Doter le MESS et ses partenaires d’outils et de leviers permettant d’améliorer l’accompagnement des prestataires (MESS)
 - 1.2.1.4 - Bonifier le programme d’aide et d’accompagnement social (MESS)
- **1.2.2 - Faire évoluer certains paramètres du régime d’assistance sociale qui limitent la participation sociale de certains prestataires**
 - 1.2.2.1 - Prévoir le versement individuel des prestations d’assistance sociale (MESS)
 - 1.2.2.2 - Abolir la comptabilisation de la contribution parentale pour les prestataires au Programme d’aide sociale qui n’habitent pas chez leurs parents (MESS)
 - 1.2.2.3 – Rehausser le seuil du premier test d’avoirs liquides lié au Programme d’aide sociale (MESS)
- **1.2.3 - Intervenir pour limiter le surendettement des prestataires de l’assistance sociale**
 - 1.2.3.1 - Réduire le délai de prescription pour l’établissement d’une dette en cas de fausse déclaration (MESS)
 - 1.2.3.2 - Revoir la définition de fausse déclaration (MESS)
 - 1.2.3.3 - Accorder une réduction de dette aux prestataires qui obtiennent un diplôme ou qui intègrent le marché du travail (MESS)
- **1.2.4 - Mieux accompagner les personnes et les familles plus vulnérables**
 - 1.2.4.1 - Augmenter l’offre de services d’accompagnement et de soutien aux personnes immigrantes afin de favoriser leur intégration, leur inclusion sociale et leur pleine participation à la société (MIFI)
 - 1.2.4.2 - Soutenir les personnes intervenantes dans l’adoption d’une posture d’accompagnement afin de mieux répondre aux besoins et à la réalité des familles en contexte de pauvreté (MSSS)
 - 1.2.4.3 - Rendre admissibles aux programmes d’assistance sociale les personnes en situation de vulnérabilité qui ne remplissent pas certaines conditions générales d’admissibilité (MESS)
- **1.3.1 - Faciliter l’accès aux services gouvernementaux**
 - 1.3.1.1 - Améliorer l’accès aux programmes d’assistance sociale pour les personnes en situation d’itinérance (MESS)
 - 1.3.1.2 - Assouplir l’obligation d’exercer certains recours avant de bénéficier d’un programme d’assistance sociale (MESS)
 - 1.3.1.3 - Réduire les délais d’obtention de l’aide financière de dernier recours pour les personnes sortant de détention (MESS-MSP)
 - 1.3.1.4 - Bonification de l’offre à l’égard des cliniques mobiles d’impôt (RQ)
 - 1.3.1.5 - Poursuivre la mise en place et la promotion de la carte d’accompagnement dans les domaines des loisirs, des activités culturelles et du tourisme pour les personnes handicapées (MEQ-OPHQ)
 - 1.3.1.6 - Améliorer l’accès à la nature et permettre à chacun de bénéficier pleinement des avantages de la pratique d’activités physiques et de plein air (MEQ-SEPAQ)
- **1.3.2 - Faciliter l’accès aux services de santé et aux services sociaux**
 - 1.3.2.1 - Favoriser l’équité d’accès aux services de santé et aux services sociaux et soutenir les personnes intervenantes pour réduire les inégalités sociales de santé (MSSS)
 - 1.3.2.2 - Intégration d’un volet itinérance dans le Comité provincial sur les interventions policières (MSSS)
- **1.3.3 - Améliorer les compétences et faciliter l’accès à l’information**
 - 1.3.3.1 - Améliorer les compétences numériques des personnes en situation de pauvreté (MESS)
 - 1.3.3.2 - Simplifier l’accès aux services gouvernementaux pour les personnes vulnérables (MESS)
 - 1.3.3.3 - Mener une campagne d’information et de promotion des mesures fiscales destinées aux personnes handicapées et à leur famille (OPHQ)
 - 1.3.3.4 - Bonifier l’appui aux organismes qui aident à remplir des déclarations de revenus relativement aux conférences, à l’accompagnement et aux formations (RQ)
- **2.1.1 - Trouver des solutions durables pour améliorer la sécurité alimentaire**
 - 2.1.1.1 - Instaurer un programme de recherche sur l’insécurité alimentaire (MESS)

- 2.1.1.2 - Soutenir les Jardins de solidarité (MESS)
- 2.1.1.3 - Accompagner des organismes communautaires et leurs partenaires dans le développement d’une agriculture urbaine qui contribue à la sécurité alimentaire (MESS)
- 2.1.1.4 - Comité interministériel en matière de sécurité alimentaire (MESS)
- 2.1.1.5 - Bonifier le soutien financier à des initiatives porteuses en sécurité alimentaire (MESS)
- **2.1.2 - Mieux soutenir le réseau des Banques alimentaires du Québec**
 - 2.1.2.1 - Appuyer financièrement les Banques alimentaires du Québec (MESS)
 - 2.1.2.2 - Améliorer l’approvisionnement en aide alimentaire (MAPAQ)
 - 2.1.2.3 - Améliorer les infrastructures d’entreposage de denrées du réseau des banques alimentaires du Québec (MAPAQ)
 - 2.1.2.4 - Développer une solution visant à mettre en valeur la viande de gros gibiers victimes de braconnage, à prévenir le gaspillage alimentaire et à contribuer à l’approvisionnement du réseau des banques alimentaires du Québec (MELCCFP)
- **2.1.3 - Mieux soutenir les organismes œuvrant en sécurité alimentaire**
 - 2.1.3.1 - Soutenir le Club des petits déjeuners et La Cantine pour tous (MEQ)
 - 2.1.3.2 - Bonifier le suivi offert par la Fondation Olo (MSSS)
 - 2.1.3.3 - Soutenir la Tablee des Chefs dans la valorisation des surplus alimentaires et l’amélioration des connaissances et des compétences culinaires des jeunes (MAPAQ)
 - 2.1.3.4 - Appuyer des projets visant à améliorer l’accès économique aux aliments nutritifs pour les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale (MSSS)
- **2.2.1 – Améliorer l’offre de logement social**
 - 2.2.1.1 - Intervenir en matière de logement social (SHQ-MAMH)
 - 2.2.1.2 - Soutenir les acteurs qui favorisent l’accès et le maintien des personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale dans des logements sains, sécuritaires et abordables (MSSS)
- **2.2.2 – Mieux soutenir les personnes en contexte de vulnérabilité**
 - 2.2.2.1 - Revoir la notion de contrainte à l’emploi (MESS)
 - 2.2.2.2 - Assouplir la notion de vie maritale pour considérer les situations de proche aide au régime d’assistance sociale (MESS)
 - 2.2.2.3 - Soutenir les aînés en situation d’invalidité (MFQ)
 - 2.2.2.4 - Réaliser des activités de sensibilisation et d’information concernant la précarité menstruelle, particulièrement auprès des filles et des femmes vulnérables ou issues de milieux défavorisés (SCF)
 - 2.2.2.5 - Accroître les connaissances sur les effets des fiducies volontaires dans la réduction des méfaits des dépendances (MSSS)
- **2.2.3 – Améliorer la mobilité des personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale**
 - 2.2.3.1 - Assurer la continuité des services de transport pour les personnes à mobilité réduite (MTMD)
 - 2.2.3.2 – Offrir un soutien à la mobilité communautaire (MTMD)
- **3.1.1 – Appuyer les partenaires locaux et régionaux**
 - 3.1.1.1 - Poursuivre et bonifier les Alliances pour la solidarité (MESS)
 - 3.1.1.2 - Soutenir des initiatives communautaires de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale au sein de la nation inuit (SRPNI)
 - 3.1.1.3 - Appuyer les milieux locaux et régionaux pour réduire les effets des changements climatiques sur les populations vulnérables (MESS)
 - 3.1.1.4 - Mettre en œuvre la Déclaration de réciprocité avec les municipalités afin de mieux lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale (MAMH)
- **3.1.2 - Encourager des initiatives locales et régionales en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale**
 - 3.1.2.1 – Offrir du soutien au développement social et à l’équité en santé dans les territoires défavorisés (MSSS)
 - 3.1.2.2 - Bonifier le soutien financier à des initiatives porteuses en matière de pauvreté (MESS)
- **3.1.3 - Lutter contre les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale**
 - 3.1.3.1 - Soutenir une initiative en lien avec des experts de vécu pour lutter contre les préjugés concernant la pauvreté et l’exclusion sociale (MESS)
 - 3.1.3.2 - Mesurer la présence des préjugés envers les personnes en situation de pauvreté au Québec par le biais d’une enquête populationnelle (MESS)
 - 3.1.3.3 - Bonifier la mise en œuvre de la Semaine de la solidarité (MESS)
- **3.2.1 – Éclairer la prise de décision par la mise en œuvre d’un tableau de bord sur la pauvreté et l’exclusion sociale**
 - 3.2.1.1 - Développer un tableau de bord sur la pauvreté et l’exclusion sociale (MESS)
 - 3.2.1.2 - Mieux comprendre les trajectoires vers, dans et hors de la pauvreté, la persistance du faible revenu et les facteurs qui influencent la participation des personnes en situation de pauvreté aux mesures actives d’emploi (MESS)
- 3.2.3 - Mieux comprendre et agir sur les déterminants sociaux de la santé (MSSS)
- 3.2.4 - Réaliser des analyses sur les réalités et les enjeux des familles et des personnes vivant en contexte de précarité socioéconomique à partir des données d’enquêtes populationnelles menées au Québec (MFA)
- 3.2.5 - Réaliser un projet de recherche sur la clientèle vulnérable qui ne produit pas de déclarations de revenus (RQ)
- 3.3.1 - Introduire une démarche évolutive durant la période 2024-2029 (MESS)
- 3.3.2 - Évaluer le Plan d’action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale 2024-2029 (MESS et tous les ministères et organismes porteurs)

1 ACTION À DÉMARRER

➤ 1.3.3.5 - Atténuer la fracture numérique et ses effets sur l’accès aux services gouvernementaux pour les personnes en situation de pauvreté (MCN)

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

S1RP-49

Au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027, fournir :

- a. Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
- b. Un état d'avancement pour chaque mesure et un échéancier.

a. Sommes investies en 2025-2026

- Les investissements du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : *Engagés pour nos collectivités* (PAGAC), pour sa quatrième année de mise en œuvre (2025-2026) représentent 258,9 M\$, dont 221,1 M\$ en soutien à la mission globale.

- Les 29 mesures du PAGAC ont été lancées. Seize mesures sont déjà effectives auprès des organismes communautaires, soit :

- 1.1.1 - Augmenter le financement gouvernemental en appui à la mission globale des organismes communautaires;
 - 1.1.2 - Soutenir de nouveaux organismes communautaires;
 - 1.1.3 - Créer de nouveaux programmes gouvernementaux en appui à la mission globale des organismes communautaires;
 - 1.1.5 - Soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle (sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
 - 1.2.1 - Favoriser l'augmentation du nombre d'adhérents au régime de retraite et à l'assurance collective;
 - 2.1.2 - Encourager le bénévolat chez les jeunes dans les établissements scolaires;
 - 2.1.3 – Simplifier l'accès à la vérification des antécédents judiciaires nécessaire pour les bénévoles œuvrant dans les organismes communautaires;
 - 2.1.5 - Maintenir l'aide financière pour rendre accessibles aux Québécoises et Québécois d'expression anglaise les services offerts par des organismes d'action communautaire francophone;
 - 3.1.1 - Renforcer le réseau des corporations de développement communautaire dans leurs efforts de concertation territoriale;
 - 3.1.2 - Soutenir l'arrimage local des Carrefours jeunesse-emploi du Québec, notamment dans leur contribution à la réussite éducative des jeunes adultes;
 - 3.2.3 - Simplifier les demandes de financement et la reddition de comptes pour les organismes communautaires soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
 - 3.2.4 - Consolider le rôle de coordination et de service-conseil du MESS auprès des MO;
 - 4.1.3 - Promouvoir et valoriser la Semaine nationale de l'action communautaire autonome;
 - 4.2.1 - Soutenir le développement d'une culture d'évaluation au sein des organismes communautaires;
 - 4.2.2 - Appuyer le déploiement d'initiatives d'innovation sociale en action communautaire qui contribuent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
 - 4.2.3 - Soutenir le partage et le développement de bonnes pratiques pour une intervention agile en situation de crise ou auprès de personnes vulnérables.
- Cinq mesures sont complétées, selon leur programmation au PAGAC, soit :
- 1.1.4 - Mettre en œuvre un mécanisme de concertation interministérielle visant à assigner un port d'attache aux organismes communautaires à vocation multisectorielle;

- 1.2.2 - Soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines;
- 1.2.3 - Favoriser l'accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires;
- 2.1.1 - Soutenir des initiatives visant à favoriser la participation et l'inclusion de toutes et de tous à la vie associative et démocratique des organismes communautaires;
- 2.2.2 - Accompagner les organismes communautaires pour assurer une transformation numérique adaptée à leurs besoins.
- Des travaux sont en cours pour la réalisation des huit autres mesures, soit :
 - 1.2.4 - Développer une offre de formation pertinente et adaptée aux besoins des organismes communautaires;
 - 2.1.4 - Élaborer des outils de formation sur l'action communautaire à l'intention des partenaires locaux, régionaux et nationaux;
 - 2.2.1 - Développer un programme d'accompagnement d'accès à des locaux et d'amélioration locative pour les organismes communautaires;
 - 3.2.1 - Mettre sur pied la Table nationale des partenaires de l'action communautaire;
 - 3.2.2 - Mettre à jour le cadre de référence en matière d'action communautaire afin de convenir de balises communes concernant notamment la répartition du soutien financier et la reddition de compte;
 - 4.1.1 - Améliorer la connaissance de l'action communautaire au Québec, ses caractéristiques et son impact social et économique;
 - 4.1.2- Permettre une meilleure connaissance de l'action communautaire dans les communautés autochtones du Québec;
 - 4.2.4 - Évaluer le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire.

DATE : 27 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-50

Titre :

Concernant l’annonce faite le 1^{er} mars 2023, la ministre responsable de l’Action Communautaire et Solidarité Sociale annonçait un investissement de 888,1 millions pour mettre en œuvre le plan d’action gouvernemental en matière d’actions communautaires 2022-2027, ventiler :

- a. Les sommes investies en 2025-2026 pour augmenter l’accès à un régime de retraite et à une assurance collective ;
- b. Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 pour développer une offre de formation ;
- c. Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, pour la gestion des ressources humaines et formation continue ;
- d. Les organismes ayant présentés une demande, par mesure annoncée, par région ;
- e. Les sommes allouées par organisme ayant présenté une demande d’aide ;
- f. Le nombre de demande refusées ainsi que la raison ;
- g. Les sommes prévues en 2025-2026 ;
- h. Les sommes investies en 2025-2026 ;
- i. Les prévisions pour les 4 prochaines années ;
- j. Le bilan et les résultats ;
- k. Le suivi de chacune des mesures.

Exposé et statistiques :

Investissements 2025-2026

Mesure	2025-2026 Versé au 31 janvier 2026
1.2.1 Favoriser l’augmentation du nombre d’adhérents au régime de retraite et à l’assurance collective	0,3 M\$
1.2.4 Développer une offre de formation pertinente et adaptée aux besoins des organismes communautaires	0,8 M\$
1.2.2 Soutenir les OC dans la gestion de leurs ressources humaines	Mesure complétée en 2024-2025
1.2.3 Favoriser l’accès à la formation continue pour le personnel des OC	Mesure complétée en 2024-2025

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATION : Direction des mesures et des services aux entreprises

VALIDATION: Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique

DATE : 23 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-53

Titre :

Concernant le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Veuillez nous fournir les renseignements suivants :

- a. Le nombre de rencontres
- b. Les personnes présentes
- c. Les dates des rencontres
- d. L'ordre du jour de chaque rencontre
- e. Le procès-verbal de chaque rencontre
- f. L'endroit des rencontres
- g. Le nombre de personnes sur le comité
- h. Les organismes présents dans le comité
- i. Les régions présentes sur le comité
- j. Le processus de sélection pour les membres du comité
- k. Le nombre de démissions
- l. Les sommes dépensées par le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au courant de l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026

- a. Au cours de la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLPES) a organisé deux séances ordinaires et une séance extraordinaire.
- b. Les personnes présentes aux assemblées sont les membres en fonction du CCLPES.
- c. Les dates des rencontres :
 - la 108^e assemblée générale a eu lieu le 23 mai 2025;
 - la séance extraordinaire a eu lieu le 17 juin 2025;
 - la 109^e assemblée générale a eu lieu le 10 octobre 2025.
- f. L'endroit des rencontres :
 - la 108^e assemblée générale a eu lieu à Gatineau et sur Teams;
 - la rencontre extraordinaire a eu lieu à Plessisville et sur Teams;
 - la 109^e assemblée générale a eu lieu à Québec et sur Teams;
- g. Au 31 janvier 2026, sur une composition complète de 17 membres, 15 membres sont en fonction, dont deux sont non-votants et 12 ont le droit de vote. La liste des membres est disponible au lien suivant : [Composition du Comité consultatif](#).
- h. Aucun organisme n'est directement représenté au sein du CCLPES. Les membres sont nommés à titre individuel selon leurs champs d'expertise dans les divers milieux de provenance ciblés pour les postes vacants et selon leurs expériences en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- i. Les régions actuellement représentées sur le comité sont : Montréal, Laval, Capitale-Nationale, Mauricie, Chaudière-Appalaches, Centre-du-Québec.
- j. Processus de sélection des membres : L'article 23 de la Loi prévoit que les membres du CCLPES soient nommés par le gouvernement sur la recommandation de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire pour un mandat d'au plus trois ans. Les étapes du processus de nomination de membres sont les suivantes :
 - Le président du CCLPES transmet à la ministre une correspondance sollicitant l'amorce des travaux de remplacement des postes vacants ou à renouveler.
 - Les regroupements nationaux et les organismes représentatifs des milieux sont invités à recommander la candidature de personnes pour siéger au CCLPES. Un curriculum vitae et une lettre de recommandation accompagnent les candidatures soumises.
 - Un comité de présélection interministériel analyse les candidatures reçues en prenant en considération les critères édictés par la Loi et les postes à pourvoir au sein du CCLPES et recommande à la ministre les candidatures retenues.

- La ministre transmet au Conseil des ministres les dossiers des candidats retenus.
 - Après les vérifications d’usage des dossiers des candidats, le Conseil des ministres procède à la nomination des membres par la prise d’un décret de nomination.
- k. Le 17 décembre 2025, par le décret n° 1564-2025, le Conseil des ministres a nommé cinq nouveaux membres et renouvelé les mandats de quatre membres au sein du CCLPES.
- Au cours de la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, deux membres ont donné leur démission et deux, dont le mandat est arrivé à échéance, ont manifesté leur souhait de le renouveler.
- Un nouveau processus de nomination des membres a débuté en janvier 2026 afin de pourvoir ces postes.
- l. Pour la période du 1^{er} avril 2025 jusqu’au 31 janvier 2026, les dépenses réelles du CCLPES ont été de 243 404 \$.

SOURCE :	Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire
COLLABORATION :	Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale
VALIDATION:	S. o.
DATE :	29 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-54

Titre :

État de situation du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, en précisant notamment les sommes disponibles et distribuées, ainsi que toutes autres informations pertinentes.

Exposé et statistiques :

	2025-2026 Budget	2025-2026 Versé au 31 janvier 2026
Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole	55 839 152 \$	44 692 115 \$

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION: S. o.

DATE : 3 avril 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-55

Titre :

Fournir l'ensemble des sommes annoncées en aide d'urgence pour les groupes communautaires et préciser les sommes qui n'ont pas été distribuées.

Exposé et statistiques :

- En date du 31 janvier 2026, il n'y a pas eu de sommes annoncées en aide d'urgence pour les groupes communautaires pour l'année 2025-2026.

SOURCE :

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

VALIDATION :

S. o.

DATE :

24 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-56

Titre :

Ensemble des sommes de bonification du soutien au milieu communautaire annoncé pour 2025-2026 et les prévisions 2026-2027, en précisant les sommes distribuées.

Exposé et statistiques :

- Le Budget 2025-2026 a annoncé les principales bonifications du soutien au milieu communautaire avec des investissements de 81,5 M\$.
- Le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale est responsable du soutien de 24 M\$ sur deux ans pour bonifier le financement de l’organisme Les Banques alimentaires du Québec.
- L’information disponible ne permet pas de détailler les sommes distribuées par les ministères et les organismes visés.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION : S. o.

DATE : 18 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-57

Titre :
Total des sommes investies pour soutenir les banques alimentaires et les organismes œuvrant en sécurité alimentaire en 2025-2026. Prévisions pour 2026-2027.

Exposé et statistiques :

- Le port d'attache pour le soutien à la mission globale des organismes communautaires œuvrant en sécurité alimentaire est le ministère de la Santé et des Services sociaux. C'est donc ce ministère qui verse le financement pour soutenir les organismes œuvrant en sécurité alimentaire.
- Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a octroyé 27,3 M\$ en 2025-2026 pour des projets en matière de sécurité alimentaire.
- Soutenues par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les Alliances pour la solidarité appuient aussi à travers tout le Québec des projets en sécurité alimentaire. Les données pour 2025-2026 ne sont toutefois pas encore disponibles.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
VALIDATION : S. o.
DATE : 3 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-58

Titre :
Parmi tout le financement offert par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), pour les cinq dernières années, indiquer la proportion destinée à des organismes LGBT

Exposé et statistiques :

- Au 31 janvier 2026, 9 organismes sont dédiés à la promotion des droits des personnes LGBT, parmi tous les organismes soutenus par le SACAIS.
- Les données financières, en date du 31 janvier 2026, ne permettent pas d’établir la proportion du financement accordé aux organismes LGBT par rapport au montant total accordé par le SACAIS.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire
VALIDATION : S. o.
DATE : 2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP59

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant un cadre de référence sur la reddition de comptes des organismes communautaires.

Exposé et statistiques :

Il n'existe pas de « cadre de référence sur la reddition de comptes des organismes communautaires ».

Toutefois, le Cadre de référence en matière d'action communautaire fait état des documents prescrits pour la reddition de comptes.

Ce document est disponible en ligne au lien suivant : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/politiques-directives-procedures/CREF_action_communautaire_MESS.pdf.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: S. o.
DATE : 2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP60

Titre :
En 2025-2026, fournir la somme discrétionnaire remise par la ministre à Centraide.

a.

Veillez ventiler les montants par région;

b.

Veillez ventiler les montants par organisme.

Exposé et statistiques :

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 26).

[Dépenses liées à des personnes du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour 2025-2026 | Gouvernement du Québec](#)

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

DGRFC-DOFC

S. o.

S. o.

23 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP61

Titre :
Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant une table de partenaires pour une politique de reconnaissance avec les ministères.

Exposé et statistiques :

Il n'existe pas de documents concernant une table de partenaires pour une politique de reconnaissance avec les ministères.

SOURCE : DPLPAC
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: S. o.
DATE : 3 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP62

Titre :

En 2025-2026, veuillez fournir les montants octroyés à partir du Fonds d’aide à l’action communautaire autonome.

a. Veuillez ventiler la liste des bénéficiaires par région.

Exposé et statistiques :

Les montants octroyés par le ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale à partir du Fonds d’aide à l’action communautaire autonome sont disponible à l’annexe 1 de la fiche S1RP43a.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: S. o.
DATE : 2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP63

Titre :
Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti depuis le 1^{er} avril 2025.

Exposé et statistiques :

- Aucun document n’a été produit depuis le 1^{er} avril 2025.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)
COLLABORATION : SSSAP-DPLPAC-DPAS
VALIDATION: S. o.
DATE : 19 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP64

Titre :
Actions posées depuis le 1^{er} avril 2025 sur la mise en place du revenu minimum garanti.

Exposé et statistiques :
Aucune action n’a été posée depuis le 1^{er} avril 2025 sur la mise en place du revenu minimum garanti.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)
COLLABORATION : SSSAP-DPLPAC-DPAS
VALIDATION: S. o.
DATE : 19 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP65

Titre :

Concernant l'écart des prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire comparativement à un milieu familial :

- a) échanges;
- b) analyses;
- c) études.

Exposé et statistiques :

Les prestations de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire et en milieu familial sont les mêmes.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre et secrétariat général (BSMSG)
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 12 février 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP66

Titre :

État de situation de l'avancement des travaux concernant l'engagement de retirer les pensions alimentaires du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études.

Exposé et statistiques :

L'exclusion de 350 \$ par mois par enfant des pensions alimentaires (PAL) aux fins du calcul des prestations d'assistance sociale a été en vigueur du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2023.

Le gouvernement du Québec a annoncé, dans le Plan budgétaire 2022-2023, le rehaussement de l'exclusion des PAL pour enfants dans différents programmes gouvernementaux afin d'aider les familles à faible revenu avec enfants.

L'exclusion des PAL pour enfants utilisée aux fins du calcul de la prestation mensuelle des programmes d'assistance sociale est ainsi passée de 350 \$ à 500 \$ par mois par enfant à charge depuis le 1^{er} avril 2023.

L'exclusion complète des revenus de PAL pour enfants aux programmes d'assistance sociale fait l'objet d'analyse.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction des normes, des partenariats et des projets d'assistance sociale
VALIDATION: S. o.
DATE : 6 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-68

Titre : Concernant l’annonce du 11 avril 2023 de 6 millions sur 5 ans pour déployer un programme visant à couvrir les frais des services de vérification d’antécédents judiciaires des bénévoles œuvrant auprès des organismes communautaires. Veuillez me fournir les informations suivantes :

- a. Le nombre de demandes reçues, par région administrative;
- b. Le nombre de demandes retenues, par région administrative;
- c. Le nombre de demandes refusées, ainsi que, la raison, par région administrative;
- d. Les sommes du programme prévues;
- e. Les sommes du programme réelles;
- f. Les coûts détaillés de l’annonce;
- g. Le bilan du programme après 12 mois.

Exposé et statistiques :

- Une entente a été conclue avec la Fédération des centres d'action bénévole du Québec (FCABQ) afin de mettre en œuvre de la vérification d’antécédents judiciaires (VAJ) des bénévoles œuvrant auprès des organismes communautaires.
- 1,9 M\$ a été versé à la FCABQ.
- La reddition de compte n’établit pas les dossiers retenus ou refusés à la suite de la vérification d’antécédents judiciaires.
- Selon les données au 31 janvier 2026, depuis le lancement du programme, 504 organismes communautaires se sont inscrits et 14 861 VAJ ont été réalisées. Nombre de demandes reçues, par région administrative du 1^{er} août 2025 au 31 janvier 2026.

Région administrative	Nombre de demandes reçues
01 - Bas-Saint-Laurent	157
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	336
03 - Capitale-Nationale	380
04 - Mauricie	593
05 - Estrie	637
06 - Montréal	2011
07 - Outaouais	325
08 - Abitibi-Témiscamingue	61
09 - Côte-Nord	40
10 - Nord-du-Québec	4
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	116
12 - Chaudière-Appalaches	277
13 - Laval	270
14 - Lanaudière	166
15 - Laurentides	745
16 - Montérégie	1412
17 - Centre-du-Québec	172

* Excluant les demandes d’empreintes digitale

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l’action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION : S. o.

DATE : 26 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP-69

Titre :

Concernant l'annonce du 28 avril 2023 de 69,7 millions aux organismes communautaires en défense collective des droits et aux corporations de développement communautaire pour bonifier le soutien financier qui leur est accordé.

Veillez me fournir les informations suivantes :

- a. Le nombre d'organismes qui ont un soutien à la mission globale;
- b. Le montant de chaque organisme qui a un soutien à la mission globale
- c. Le rehaussement de chaque organisme qui a un soutien à la mission globale;
- d. Le nombre de corporations de développement communautaire prévues entre 2022-2027, par région administrative;
- e. Le nombre de corporations de développements communautaire actuelle, par région administrative;
- f. Le nombre de demandes reçues, par région administrative;
- g. Le nombre de demandes retenues, par région administrative;
- h. Le nombre de demandes refusées, ainsi que, la raison, par région administrative;
- i. Les sommes du programme prévues;
- j. Les sommes du programme réelles;
- k. Les coûts détaillés de l'annonce.

Exposé et statistiques :

- a. Le nombre d'organismes qui ont un soutien à la mission globale (au 31 janvier 2026)

Organismes communautaires en défense collective des droits	Corporations de développement communautaire et leur regroupement national
344	72

- b. Le montant de chaque organisme qui a un soutien à la mission globale
Voir les annexes 1 et 2.
- c. Le rehaussement de chaque organisme qui a un soutien à la mission globale
Voir les annexes 1 et 2.
- d. Le nombre de corporations de développement communautaire prévues entre 2022-2027, par région administrative
Voir l'annexe 2.
- e. Le nombre de corporations de développement communautaire actuelle, par région administrative
Voir l'annexe 2.
- f. Le nombre de demandes reçues, par région administrative
Pour les organismes communautaires en défense collective des droits, voir l'annexe 3.
Pour les corporations de développement communautaire, 1 nouvelle demande a été reçue dans la région de la Côte-Nord.
- g. Le nombre de demandes retenues, par région administrative
Pour les organismes communautaires en défense collective des droits, voir l'annexe 3.
Pour les corporations de développement communautaire, 1 nouvelle corporation de développement communautaire a été acceptée et financée dans la région de la Côte-Nord.

- h. Le nombre de demandes refusées, ainsi que, la raison, par région administrative
Pour les organismes communautaires en défense collective des droits, voir annexe 3.
Pour les corporations de développement communautaire, aucune demande n’a été refusée.
- i. Les sommes du programme prévues
Voir les annexes 1 et 2.
- j. Les sommes du programme réelles
Voir les annexes 1 et 2.
- k. Les coûts détaillés de l’annonce.

**Rehaussement des organismes communautaires en défense collective des droits (DCD) et des corporations de développement communautaire (CDC) dans le cadre du Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire 2022-2027 (PAGAC)
(en M\$)**

	2025-2026
Mesure 1.1.1 Augmenter le soutien financier gouvernemental en appui à la mission globale des organismes communautaires DCD	7,0
Mesure 1.1.2 Soutenir de nouveaux organismes communautaires dans les secteurs prioritaires DCD	1,4
Sous-total DCD	8,4
Mesure 1.1.1 Augmenter le soutien financier gouvernemental en appui à la mission globale des organismes communautaires CDC	1,6
Mesure 3.1.1 Renforcer le réseau des CDC dans leurs efforts de concertation territoriale Augmenter le soutien à la mission globale et soutenir de nouvelles CDC	4,9
Sous-total CDC	6,5
TOTAL	14,9

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Direction générale de la solidarité sociale et de l’action communautaire

S. o.

2 avril 2026

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027 REHAUSSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER EN DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS Fiche RP-69 - ANNEXE 1			
Région	Organisme	Financement à la mission globale versé au 31 janvier 2026 (B)	Rehaussement cumulatif PAGAC* 2025-2026 (C)
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	57 803 \$	22 453 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	98 955 \$	20 599 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	98 955 \$	20 599 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-du-Loup inc.	98 955 \$	20 599 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	98 955 \$	20 599 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	98 955 \$	20 599 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	98 955 \$	20 599 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	98 955 \$	20 599 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	101 353 \$	9 500 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	108 504 \$	9 500 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Bas-Saint-Laurent	115 605 \$	22 453 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	115 605 \$	22 453 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	115 605 \$	22 453 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	49 478 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	49 478 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	98 955 \$	20 599 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	115 605 \$	22 453 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	115 605 \$	22 453 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St- Jean-Chibougamau-Chapais	115 605 \$	22 453 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	115 605 \$	22 453 \$
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Recif-02	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide de Québec Ouest	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Table citoyenne Littoral Est	98 955 \$	98 955 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	98 955 \$	20 599 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	115 605 \$	22 453 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	115 605 \$	16 740 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	115 605 \$	22 453 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027 REHAUSSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER EN DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS Fiche RP-69 - ANNEXE 1			
Région	Organisme	Financement à la mission globale versé au 31 janvier 2026 (B)	Rehaussement cumulatif PAGAC* 2025-2026 (C)
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	121 576 \$	9 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	129 910 \$	9 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	142 510 \$	9 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	143 816 \$	9 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	144 151 \$	9 500 \$
03 - Capitale-Nationale	L'action des nouvelles conjointes et nouveaux conjoints du Québec (ANCO)	152 237 \$	26 209 \$
03 - Capitale-Nationale	Collectif pour un Québec sans pauvreté	152 237 \$	26 209 \$
03 - Capitale-Nationale	Front commun pour la transition énergétique	152 237 \$	152 237 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	152 237 \$	26 209 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	152 237 \$	26 209 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	198 647 \$	9 500 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	49 478 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	98 955 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	98 955 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	98 955 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	98 955 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	98 955 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	98 955 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	98 955 \$	20 599 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Info Logis Mauricie	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Table action abus aînés Mauricie, inc.	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	115 605 \$	22 453 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	144 308 \$	9 500 \$
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	49 478 \$	20 599 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	57 803 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Concertaction femmes Estrie	57 803 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	75 771 \$	20 599 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	98 955 \$	20 599 \$
05 - Estrie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	98 955 \$	20 599 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	98 955 \$	14 594 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	98 955 \$	20 599 \$
05 - Estrie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	98 955 \$	20 599 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	98 955 \$	20 599 \$
05 - Estrie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	98 955 \$	20 599 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire des Sources	98 955 \$	16 094 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	100 911 \$	9 500 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	L'Action Plus de L'Estrie inc.	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	115 605 \$	22 453 \$
05 - Estrie	Vigilance OGM	152 237 \$	26 209 \$
05 - Estrie	Droits collectifs Québec	152 237 \$	152 237 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	49 478 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	49 478 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	49 478 \$	20 128 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	54 069 \$	9 500 \$
06 - Montréal	ATTAC-QUÉBEC (Association québécoise pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne)	76 119 \$	152 237 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	76 119 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	76 119 \$	26 209 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027 REHAUSSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER EN DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS Fiche RP-69 - ANNEXE 1			
Région	Organisme	Financement à la mission globale versé au 31 janvier 2026 (B)	Rehaussement cumulatif PAGAC* 2025-2026 (C)
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	76 119 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	87 589 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité logement Lachine-Lasalle	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité logement Saint-Laurent	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	P.O.P.I.R.- Comité Logement	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	BRAS Villeray	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villeray inc.	98 955 \$	9 732 \$
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga- Maisonneuve	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île de Montréal (AQDR-PDÎ)	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	98 955 \$	20 599 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	102 324 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	111 270 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Action Femmes et handicap	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	115 605 \$	22 453 \$
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	130 827 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	146 316 \$	9 500 \$
06 - Montréal	DéPhy Montréal	146 316 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Eau Secours	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Mouvement action justice	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Kéroul	152 237 \$	12 631 \$
06 - Montréal	Mouvement pour l'autonomie dans l'enfantement	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Coalition des familles LGBT	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Société québécoise de la déficience intellectuelle	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Société logique inc.	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Fondation Rivières	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Piétons Québec	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Coalition Féministe contre la Violence envers les Femmes (CFVF)	152 237 \$	152 237 \$
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)	152 237 \$	59 085 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	152 237 \$	26 209 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027 REHAUSSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER EN DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS Fiche RP-69 - ANNEXE 1			
Région	Organisme	Financement à la mission globale versé au 31 janvier 2026 (B)	Rehaussement cumulatif PAGAC* 2025-2026 (C)
06 - Montréal	Les Usagers de la Santé du Québec (LUSQ)	152 237 \$	152 237 \$
06 - Montréal	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Trajectoire Québec	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main- d'oeuvre	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme	152 237 \$	26 209 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	159 722 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Association féministe d'éducation et d'action sociale	160 383 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	160 878 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	162 754 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	168 598 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	168 981 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	173 162 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Union des consommateurs	173 371 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	191 649 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Projet Genèse	194 031 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	194 192 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Ex aequo	198 892 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	203 207 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	211 646 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	224 123 \$	9 500 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	349 197 \$	9 500 \$
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	57 803 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	98 955 \$	20 599 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	115 605 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré- retraitées - section Outaouais	115 605 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	115 605 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	115 605 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	115 605 \$	17 500 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	115 605 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	115 605 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	115 605 \$	22 453 \$
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	98 955 \$	20 599 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	98 955 \$	20 599 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	98 955 \$	20 599 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	98 955 \$	20 599 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi- Témiscamingue	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitbi-Témiscamingue	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	115 605 \$	22 453 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	115 605 \$	22 453 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	57 803 \$	22 453 \$
09 - Côte-Nord	Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Haute-Côte- Nord	98 955 \$	20 599 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	98 955 \$	15 249 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	98 955 \$	20 599 \$
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Côte-Nord	115 605 \$	22 453 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	115 605 \$	22 453 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	116 511 \$	9 500 \$
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	115 605 \$	22 453 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027 REHAUSSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER EN DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS Fiche RP-69 - ANNEXE 1			
Région	Organisme	Financement à la mission globale versé au 31 janvier 2026 (B)	Rehaussement cumulatif PAGAC* 2025-2026 (C)
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	98 955 \$	20 599 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	98 955 \$	20 599 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	115 605 \$	22 453 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	115 605 \$	22 453 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	115 605 \$	19 505 \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	115 605 \$	22 453 \$
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	98 955 \$	20 599 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	98 955 \$	20 599 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	98 955 \$	20 599 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	98 955 \$	20 599 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	98 955 \$	20 599 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	115 605 \$	22 453 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	115 605 \$	22 453 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	115 605 \$	22 453 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	152 237 \$	26 209 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	152 237 \$	26 209 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	157 143 \$	9 500 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	115 605 \$	22 453 \$
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	115 605 \$	22 453 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	115 605 \$	22 453 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	115 605 \$	22 453 \$
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	125 979 \$	9 500 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	130 664 \$	9 500 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	AQDR de la Ouareau	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	98 955 \$	20 599 \$
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	115 605 \$	22 453 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	115 605 \$	22 453 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	115 605 \$	22 453 \$
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	115 605 \$	22 453 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	115 605 \$	22 453 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	115 605 \$	22 453 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	115 605 \$	22 453 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	156 050 \$	9 500 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	157 585 \$	9 500 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	98 955 \$	20 599 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	115 605 \$	22 453 \$
15 - Laurentides	Le Phare des Affranchies	115 605 \$	22 453 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	115 605 \$	9 596 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	115 605 \$	22 453 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'Actions Populaires de St-Jérôme	117 859 \$	9 500 \$
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	138 452 \$	9 500 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	53 737 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	98 955 \$	20 599 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027

REHAUSSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER EN DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

Fiche RP-69 - ANNEXE 1

Région	Organisme	Financement à la mission globale versé au 31 janvier 2026 (B)	Rehaussement cumulatif PAGAC* 2025-2026 (C)
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Action logement Pierre-De-Saurel	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Comité Logemen'mêle	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	AQDR Richelieu-Yamaska	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	98 955 \$	19 692 \$
16 - Montérégie	Mouvement d'aide et de consultation sur le travail	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	98 955 \$	13 249 \$
16 - Montérégie	Action Chômage Pierre-De-Saurel	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section des Forts et des Jardins	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	98 955 \$	20 599 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	103 553 \$	9 500 \$
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	106 850 \$	9 500 \$
16 - Montérégie	Table itinérance Rive-Sud	115 605 \$	22 453 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	115 605 \$	22 453 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	115 605 \$	22 453 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	145 985 \$	9 500 \$
16 - Montérégie	Association des grands-parents du Québec	152 237 \$	26 209 \$
16 - Montérégie	Coalition des associations de consommateurs du Québec	152 237 \$	26 209 \$
16 - Montérégie	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	152 237 \$	26 209 \$
16 - Montérégie	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	152 237 \$	26 209 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	152 237 \$	26 209 \$
16 - Montérégie	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	152 237 \$	26 209 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	185 157 \$	9 500 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	98 955 \$	20 599 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	98 955 \$	9 630 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	98 955 \$	20 599 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	98 955 \$	20 599 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires Centre-du-Québec	115 605 \$	22 453 \$
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	115 605 \$	22 453 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	115 605 \$	22 453 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	115 605 \$	22 453 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	115 605 \$	22 453 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	148 718 \$	9 500 \$
17 - Centre-du-Québec	ACROQ (Association des Comités de Résidents Officielle du Québec)	152 237 \$	152 237 \$
TOTAL		40 321 985 \$	7 876 527 \$

* Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027 REHAUSSEMENT DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE Fiche RP-69 - ANNEXE 2			
Région	Organisme	Financement à la mission globale versé au 31 janvier 2026 (B)	Rehaussement cumulatif PAGAC* 2025-2026 (C)
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	168 639 \$	95 238 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire région Matane	168 639 \$	95 238 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	168 639 \$	74 041 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Rimouski-Neigette	168 639 \$	168 639 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	193 935 \$	80 922 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	168 639 \$	74 041 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	168 639 \$	74 041 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac-Saint-Jean-Est	168 639 \$	74 041 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	168 639 \$	95 238 \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	168 639 \$	95 238 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	168 639 \$	95 238 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	168 639 \$	95 238 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	168 639 \$	74 041 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	168 639 \$	74 041 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	168 639 \$	74 041 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Shawinigan	168 639 \$	74 041 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice	168 639 \$	74 041 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé	168 639 \$	74 041 \$
04 - Mauricie	Table nationale des corporations de développement communautaire	343 028 \$	128 227 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	168 639 \$	74 041 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	168 639 \$	74 041 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	168 639 \$	74 041 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François	168 639 \$	74 041 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	168 639 \$	74 041 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	168 639 \$	95 238 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire des Sources	168 639 \$	74 041 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	168 639 \$	95 238 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	168 639 \$	74 041 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	84 320 \$	74 041 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire Solidarités Villeray	168 639 \$	95 238 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire Plateau-Mont-Royal	84 320 \$	95 238 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	168 639 \$	95 238 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de la Pointe Région Est de Montréal	168 639 \$	74 041 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont	168 639 \$	74 041 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	168 639 \$	95 238 \$
06 - Montréal	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	168 639 \$	95 238 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	168 639 \$	95 238 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	168 639 \$	74 041 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	168 639 \$	95 238 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	168 639 \$	74 041 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	168 639 \$	95 238 \$
09 - Côte-Nord	Table régionale des organismes communautaires et Corporation de développement communautaire de la Côte-Nord (TROC-CDC Côte-Nord)	84 320 \$	168 639 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des organismes communautaires de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	231 878 \$	231 878 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	206 582 \$	90 751 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	168 639 \$	74 041 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire ICI Montmagny-L'Islet	181 286 \$	100 807 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	168 639 \$	74 041 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	168 639 \$	74 041 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière	168 639 \$	74 041 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	168 639 \$	74 041 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption	168 639 \$	95 238 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	168 639 \$	74 041 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire de Mirabel	168 639 \$	168 639 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord	168 639 \$	95 238 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	168 639 \$	74 041 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la MRC de la Vallée du Richelieu	168 639 \$	95 238 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-Laurent	168 639 \$	74 041 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la région d'Acton	168 639 \$	168 639 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Longueuil	168 639 \$	74 041 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	168 639 \$	74 041 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains	168 639 \$	74 041 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	193 935 \$	85 181 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville	168 639 \$	95 238 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire-Roussillon	168 639 \$	95 238 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	168 639 \$	74 041 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	168 639 \$	95 238 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable	168 639 \$	74 041 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francis	168 639 \$	58 847 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond	168 639 \$	44 802 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	168 639 \$	74 041 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	168 639 \$	74 041 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire de Rouyn-Noranda	168 639 \$	168 639 \$
TOTAL		12 227 860 \$	6 499 363 \$

* Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

S1RP-69 - ANNEXE 3

F, G, et H - Liste des demandes reçues, retenues et non retenues,
par région administrative, en défense collective des droits
Au 9 février 2026

Région	Nombre de demandes
03 - Capitale Nationale	3
06 - Montréal	2
14 - Lanaudière	1
16 - Montérégie	1
Nombre de demandes retenues	7
01 - Bas-Saint-Laurent	2
02 - Saguenay—Lac-Saint-Jean	1
03 - Capitale Nationale	1
04 - Mauricie	1
05 - Estrie	1
06 - Montréal	15
07 - Outaouais	1
11 - Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	2
13 - Laval	1
15 - Laurentides	1
16 - Montérégie	3
Nombre de demandes non retenues	29
Total	36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
**Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

S1RP70

Titre :

Concernant l'annonce du 20 mai 2025 portant sur l'attribution de plus de 2 M\$ à 33 organismes d'action communautaire afin de développer une culture d'évaluation dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 :

a.

La liste complète des projets financés, incluant le nom de l'organisme bénéficiaire et la région administrative;

b.

Le montant accordé à chacun des organismes;

c.

La description des projets financés;

d.

L'échéancier de réalisation;

e.

Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de projets;

f.

Le nombre de projets admissibles mais non retenus;

g.

Les critères utilisés pour sélectionner les projets;

h.

L'état d'avancement des projets.

Exposé et statistiques :

a.

La liste complète des projets financés, incluant le nom de l'organisme bénéficiaire et la région administrative

b.

Le montant accordé à chacun des organismes

c.

La description des projets financés

d.

L'échéancier de réalisation

h.

L'état d'avancement des projets

Voir l'annexe.

e.

Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de projets

354 projets ont été déposés dans le cadre de cet appel de projets.

f.

Le nombre de projets admissibles mais non retenus

42 projets étaient admissibles, mais non retenus.

g.

Les critères utilisés pour sélectionner les projets

Les critères sont disponibles dans le « Guide de présentation d'un projet » à l'adresse suivante :

https://bibliotheque.cecile-rouleau.gouv.qc.ca/documents/archives/pgq/E46S64_E53_2024_2025.pdf

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION:

S. o.

DATE :

1^{er} avril 2026

Nom de l'organisme	Région administrative	Alde financière accordée	Description du projet	Durée du projet	État d'avancement
Benado inc.	16-Montréalégie	74 034,00 \$	Par le biais de notre volet «Alternatives au décrochage scolaire», Benado accompagne les jeunes de 12 à 17 ans en voie d'un désengagement scolaire et/ou en rupture scolaire et leurs familles, et ce, en partenariat avec le milieu scolaire et les intervenantes et les intervenants gravitant autour de ces jeunes. Nous souhaitons procéder à une évaluation approfondie de quatre de nos programmes afin d'adapter davantage nos approches et nos pratiques.	14 février 2025 au 11 juillet 2026	En cours
Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal	06-Montréal	112 500,00 \$	Le projet vise à faire évaluer par évaluateur externe 6 à 8 projets de stabilité résidentielle (SRA) à Montréal afin d'améliorer les services d'accompagnement vers le logement offerts aux personnes en situation d'itinérance dans la métropole, dans une perspective de rétroaction positive et constructive.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	17-Centre-du-Québec	26 000,00 \$	Notre projet vise à concevoir des outils adaptatifs et à former l'équipe de la CDCÉ afin qu'elle puisse ultérieurement accompagner les groupes communautaires (organismes membres) et les démarches collectives (organisations partenaires) dans l'évaluation de l'impact qualitatif de la transformation sociale à laquelle ils participent.	14 février 2025 au 24 juin 2026	En cours
Les YMCA du Québec	06-Montréal	67 500,00 \$	Systématisation des exercices d'évaluation des impacts de nos pratiques organisationnelles et relationnelles dans l'ensemble de notre programmation, par le développement d'outils de mesure et de monitoring et l'organisation d'ateliers de travail et de groupes de discussion avec les employés, bénévoles et participants.	14 février 2025 au 14 février 2026	Terminé
Comité de promotion pour la réussite scolaire de la MRC de Montcalm	14-Lanaudière	49 362,00 \$	Réussite éducative Montcalm (REM) souhaite documenter et évaluer les pratiques école-famille-communauté qu'elle offre. Cette offre de services en lutte au décrochage est diversifiée et touche une variété de personnes comme les jeunes, les parents et les adreurs du milieu scolaire. Un guide de bonnes pratiques et une formation seront créés et offerts aux intervenants du milieu sur l'approche auprès de parents et les stratégies gagnantes.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Lumi - Vie	13-Laval	27 150,00 \$	LumiVie souhaite évaluer deux axes de ses activités. L'évaluation des services offerts vise à mesurer le niveau de satisfaction des usagers et l'adéquation entre les besoins et les services offerts. L'évaluation des impacts des différents services – rencontres individuelles, rencontres de groupe et atelier d'éducation populaire visent à identifier l'influence et les impacts des services sur les usagers et leur vie.	14 février 2025 au 8 février 2026	En cours
Deuil-Jeunesse	03-Capitale-Nationale	30 000,00 \$	Deuil-Jeunesse vient en aide à des milliers de personnes, soit plus de 5 000 en suivi régulier et des milliers d'autres en suivi indirect. Dans le cadre de sa planification stratégique, l'évaluation des impacts de nos pratiques spécialisées a été ciblée. Depuis toujours, Deuil-Jeunesse s'assure d'évaluer la qualité des services réalisés, la satisfaction des personnes, de leurs familles et des professionnels. Le projet proposé consiste à évaluer les impacts de nos pratiques singulières et à développer de nouvelles pratiques en réponse aux clientèles aux besoins particuliers.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Soil-Can Lac-Saint-Jean Est (Solidarité-Cancer)	02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	8 000,00 \$	The Mc Gill Quality of Life Questionnaire (version française existante) est un instrument de mesure spécialement développé pour la mesure de la qualité de vie des patients ayant une maladie menaçant leur vie. Il permet de suivre l'évolution de la qualité de vie des patients et mettre en place un plan d'intervention visant l'amélioration de la qualité de vie.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Société Alzheimer Abitibi-Témiscamingue	08-Abitibi-Témiscamingue	75 000,00 \$	La Société Alzheimer Abitibi-Témiscamingue cherche à se structurer en prévision de son évolution. Offrant des services à des personnes atteintes d'un trouble neurocognitif, ceux-ci doivent être en constante évolution et s'ajuster selon la demande des utilisateurs, d'où le besoin d'une méthode d'évaluation pour assurer leur pérennité et leur pertinence.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Le Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier	03-Capitale-Nationale	86 238,00 \$	Le Centre Jacques-Cartier souhaite développer des outils permettant d'évaluer, de façon plus valide et fidèle, les effets de ses activités d'accompagnement et de formation auprès des jeunes adultes, et ainsi améliorer continuellement ses approches. Grâce à un accompagnement en co-développement, l'équipe du Centre Jacques-Cartier sera sensibilisée et formée à l'utilisation des outils d'évaluation dans un but d'améliorer ses pratiques et optimiser son impact auprès des jeunes.	14 février 2025 au 8 août 2026	En cours
Table de concertation de Laval en condition féminine	13-Laval	50 860,00 \$	La démarche d'évaluation réflexive et participative proposée par la Table de concertation de Laval en condition féminine (TCLCF) vise à permettre à l'organisme de s'outiller afin de s'assurer de la cohérence entre sa mission au cœur de l'action communautaire autonome, le contexte politique et social mouvant et les besoins de ses membres.	14 février 2025 au 27 juillet 2026	En cours
Le Centre des femmes de la basse-ville	03-Capitale-Nationale	75 000,00 \$	Le CFBV travaille à structurer ses politiques ainsi que ses procédures afin d'assurer une répartition plus égalitaire du pouvoir et de l'information entre les travailleuses, les militantes, les membres et les comités. Le présent projet vise à documenter ce processus en identifiant les conditions favorables et défavorables à sa réalisation, ainsi que des indicateurs pour apprécier la mise en application du mode de gestion et de ses effets.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Arborescence Québec	06-Montréal	65 261,79 \$	Le projet Synergie évalue les effets de nos services co-animés par un.e intervenant.e psychosocial.e et un.e pair.e aidant.e famille (exemple : les groupes d'entraide). L'analyse des résultats et les recommandations permettront d'ajuster nos pratiques ainsi que de documenter les effets et la complémentarité de ces approches. À l'issue de ce projet, un guide des bonnes pratiques sera rédigé pour élayer et promouvoir cette pratique novatrice.	14 février 2025 au 31 mars 2026	En attente du rapport final
Auberge Madeleine	06-Montréal	74 264,00 \$	L'Auberge Madeleine offre des services d'hébergement et de soutien aux femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. L'objectif principal du projet « Bonification des services » est l'amélioration des services de l'Auberge Madeleine à travers l'atteinte de trois objectifs secondaires.	14 février 2025 au 14 février 2026	Terminé
Carrefour familial Hochelaga	06-Montréal	12 845,63 \$	Le présent projet a pour but d'évaluer la capacité des services du Carrefour Familial Hochelaga de travailler de concert pour aider les familles qui fréquentent l'organisme, et la mesure d'impact de l'utilisation de plusieurs services plutôt qu'un seul dans l'objectif de briser le cycle générationnel de la pauvreté.	14 février 2025 au 26 février 2026	En cours
Migraine-Québec	06-Montréal	36 000,00 \$	Ce projet vise à développer des processus d'évaluation pour mieux documenter et organiser les services offerts aux membres, le travail des bénévoles et la gouvernance du conseil d'administration. En instaurant une culture d'évaluation, Migraine Québec pourra améliorer son efficacité, attirer des donateurs et informer les parties prenantes avec des données fiables et pertinentes, quantitatives, mais aussi et surtout qualitatives.	14 février 2025 au 11 mai 2026	En cours
Corporation de solidarité en sécurité alimentaire de Lotbinière	12-Chaudière-Appalaches	34 093,00 \$	Le projet consiste en une analyse systématique de nos services et des besoins des membres utilisateurs afin d'identifier des pistes d'actions et des moyens d'y répondre. La démarche devra également permettre d'augmenter le sentiment d'appartenance de nos membres et favoriser l'inclusion sociale.	14 février 2025 au 28 février 2026)	Terminé

Nom de l'organisme	Région administrative	Aide financière accordée	Description du projet	Durée du projet	État d'avancement
Centre Solidarité Jeunesse de Québec	03-Capitale-Nationale	28 182,00 \$	Réaliser l'évaluation de notre programme Antrè-Classe afin de démontrer son impact sur la persévérance scolaire des jeunes. Nous désirons faire cette démarche pour partager les résultats à nos partenaires scolaires et bailleurs de fonds. Nous souhaitons vérifier que nos pratiques d'interventions au sein de ce programme rejoignent toujours ses objectifs après plus de 20 ans d'expertise auprès des jeunes.	14 février 2025 au 20 juillet 2026	En cours
Rencontres-Cuisines	06-Montréal	75 000,00 \$	À la suite d'un processus de planification stratégique qui a abouti en janvier 2024, le Carrefour solidaire CCA a bâti un Plan d'action 2024-2027 qui identifie plusieurs priorités importantes en évaluation des programmes, formation de l'équipe, et mobilisation des savoirs afin de mieux soutenir et outiller les personnes qui font vivre la mission de l'organisme. Ce projet permettra à l'organisme de se concentrer sur ces actions prioritaires afin d'assurer un impact plus grand de ses services pour adresser l'insécurité alimentaire à Montréal et instaurer une culture d'évaluation plus rigoureuse au sein de son équipe.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Le Pas de la rue	06-Montréal	30 000,00 \$	Concevoir des outils et des méthodes pour mesurer l'efficacité des programmes sociaux et communautaires, permettant au PAS de la rue de mieux comprendre son impact et d'ajuster ses interventions en conséquence.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	06-Montréal	104 696,40 \$	Le projet vise à instaurer une culture de l'évaluation au sein de l'organisme, en établissant des procédés d'évaluation continus et participatifs. Pour l'intervention, nous souhaitons mettre en place des processus adaptés à notre approche tenant compte des traumatismes (trauma informed) ainsi que notre contexte par et pour.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Alliance alimentaire Papineau	07-Outaouais	38 075,00 \$	À la suite d'un fort développement de ses activités, l'AAP désine évaluer son impact sur la communauté, développer des outils d'auto-évaluation tout en effectuant un exercice de planification stratégique. Ceci permettra de prioriser ses actions afin de répondre aux besoins de la communauté, en lien avec sa mission, d'améliorer ses connaissances / méthodes d'intervention auprès de sa clientèle cible et de mettre en place un système d'auto-évaluation continu.	14 février 2025 au 31 mars 2026	En attente du rapport final
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	06-Montréal	74 850,00 \$	Ce projet vise à instaurer une culture évaluative comme pratique de travail au sein du Comité BAILS dans le but de mesurer l'impact de ses interventions auprès de la population desservie et d'y adapter ses méthodes, de se procurer les outils nécessaires pour faire face aux nouveaux paramètres dans le secteur et répondre au mieux aux besoins et de développer une culture de l'évaluation constante et pérenne.	14 février 2025 au 14 juillet 2026	En cours
Aide internationale pour l'enfance	16-Montréalégie	75 000,00 \$	Renforcer la qualité, la pertinence et l'impact des ateliers de sensibilisation aux droits humains que nous offrons, tout en fournissant des outils d'évaluation fiables pour mesurer leur efficacité auprès des élèves.	14 février 2025 au 23 juin 2026	En cours
Jeunes Karibus	10-Nord-du-Québec	53 550,00 \$	Projet de recherche visant l'évaluation de la mise en œuvre et des effets des programmes Tutuit et Kaartuit de l'organisme Nuriat Jeunes Karibus : Programmes d'intervention par la nature et l'aventure auprès d'adolescents inuit. Le projet vise, pour nos deux programmes, à développer un devis de recherche visant l'évaluation des effets du programme, déposer le projet de recherche au comité éthique de l'université affiliée, effectuer une collecte de données, analyser ces données et diffuser les résultats des analyses à notre organisme, la communauté scientifique et la population visée.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	06-Montréal	114 000,00 \$	Le projet Option Protection du BCHM vise à évaluer et améliorer un programme communautaire et socio-institutionnel visant à réduire la surreprésentation des jeunes noirs dans le système de protection de la jeunesse. À travers une recherche-action basée sur des études de cas, il cherche à identifier les meilleures pratiques, élaborer un modèle d'intervention efficace et diffuser les résultats pour un impact positif à long terme.	14 février 2025 au 14 juillet 2026	En cours
Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	16-Montréalégie	75 000,00 \$	Le RATTMAQ souhaite effectuer un diagnostic global des processus d'évaluation existants dans l'organisme et faire une analyse des besoins pour mieux évaluer la qualité des activités et des services offerts aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec. Nous souhaitons également identifier des mécanismes d'évaluation adaptés à nos services et définir une stratégie de mise en œuvre pour leur implantation.	14 février 2025 au 14 février 2026	En cours
Maison des Familles de Rimouski-Neigette	01 - Bas-Saint-Laurent	64 971,00 \$	Évaluation et mise en place d'un service d'intervention individuelle afin de déterminer les meilleures pratiques en accompagnement individualisé des familles et ajouter ce service à notre programmation pour permettre aux parents d'améliorer leurs compétences et se sentir soutenus.	4 février 2025 au 31 mars 2026	Terminé
La Maison Internationnale de la Rive-Sud	16-Montréalégie	74 400,00 \$	Évaluer pour mieux agir est une initiative visant l'instauration d'une culture d'évaluation au sein de l'organisme, par une formation, un accompagnement et la création d'une boîte d'outils. Ceci afin de faciliter les reddtions de comptes, la captation des connaissances et l'amélioration continue des projets et services.	14 février 2025 au 14 août 2026	En cours
Cuisine collective Îles-de-la-Madeleine	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	74 250,00 \$	Développer et implanter une culture d'évaluation au sein des diverses pratiques des cuisines collectives; cela afin d'adapter, de façon concertée et en temps réel, les services de l'organisme aux besoins des plus vulnérables tout en misant sur des valeurs d'équité, de diversité et d'inclusion.	14 février 2025 au 14 avril 2026	Terminé
Action Plus Brome-Missisquoi	16-Montréalégie	75 000,00 \$	Action-Plus Brome-Missisquoi a vécu de dernières années plutôt difficile et instable (pandémie, démenagement, instabilité de la main-d'oeuvre, perte d'ancrage dans sa communauté). Nous appliquons pour ce projet afin d'avoir les moyens de retourner aux bases de notre mission, afin de prendre le temps entres membres d'autoévaluer les besoins de notre organisme, et les besoins de la communauté dans laquelle nous œuvrons. Le projet « vers une défense collective inébranlable » consisterait à l'embauche d'un.e chargé.e de projet, entre autres.	14 février 2025 au 4 août 2026	En cours
Matinée Frimousse	03-Capitale-Nationale	60 780,00 \$	Par ce projet, Maitnée Frimousses souhaite, dans un premier temps, mieux connaître les besoins de sa clientèle et de la population desservie afin de proposer des services adaptés. Dans un deuxième temps, elle souhaite développer une culture de l'évaluation au sein de son équipe afin de s'assurer de rester alignée avec les besoins du milieu.	14 février 2025 au 14 juillet 2026	En cours
Observatoire de l'action communautaire autonome	06-Montréal	150 000,00 \$	Que cela soit dans le cas d'organisations dont c'est une composante importante de leur mission, par l'essor des postes d'analyse et de recherche au sein des regroupements, ou par le recours croissant des organismes de base aux financements de recherches partenariales, comment comprendre l'impact pratique en recherche dans les milieux d'action communautaire autonome, notamment dans des visées de transformation et de justice sociale, et de décloisonnement des savoirs.	14 février 2025 au 31 janvier 2027	En cours

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP71 et S1RP77

Titre :
Concernant l'annonce du 7 avril 2025 portant sur l'attribution de 10 M\$ afin de soutenir les organismes communautaires face à la hausse de l'itinérance :

a.

La ventilation complète des 10 M\$ annoncés, incluant les montants accordés aux différents organismes et partenaires;

b.

La liste des organismes ayant bénéficié de ce financement;

c.

La ventilation des sommes par région administrative;

d.

Les projets ou services financés dans le cadre de cette enveloppe;

e.

L'échéancier de versement des sommes.

Exposé et statistiques :

a.

La ventilation complète des 10 M\$ annoncés, incluant les montants accordés aux différents organismes et partenaires

e.

L'échéancier de versement des sommes :

•

Centraide du Grand Montréal : 8,5 M\$ pour la période du 31 mars 2025 au 31 mars 2027 :

○

Un premier versement de 7 650 000 \$ a été remis à la signature de la convention de subvention et un deuxième versement de 850 000 \$ sera remis à la suite du dépôt du rapport final le 1^{er} mars 2027.

•

Ville de Montréal : 1,5 M\$ pour la période du 31 mars 2025 au 31 mars 2026 :

○

Un premier versement de 1 350 000 \$ a été remis à la signature de la convention de subvention et un deuxième versement de 150 000 \$ a été remis à la suite du dépôt du rapport final le 1^{er} mars 2026.

b.

La liste des organismes ayant bénéficié de ce financement.

c.

La ventilation des sommes par région administrative.

d.

Les projets ou services financés dans le cadre de cette enveloppe.

Voir tableau en annexe.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION:

S. o.

DATE :

3 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027 S1RP71 et S1RP77 Annexe				
Région	Organismes bénéficiaires	Répartition initiale aux organismes *	Projet	Porteur de l'initiative
01-Bas-Saint-Laurent	Maison des Jeunes de Matane	100 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
01-Bas-Saint-Laurent	Maison des Jeunes de Matane	100 000,00 \$	Acquisition de biens essentiels et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Maison des sans-abris de Chicoutimi (3 points de services)	134 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Service de travail de rue de Chicoutimi (5 services de travail de rue de la région)	85 000,00 \$	Renforcement sur le terrain et amélioration de la capacité et d'accueil	Centraide Grand Montréal
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	La Maison du Cheminement	50 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	Centre de ressources pour hommes Optimum	50 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	L'Archipel d'entraide	100 000,00 \$	Développement des pratiques d'intervention et soutien aux ressources	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	YWCA	100 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier	100 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité et d'accueil	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	Projet Lune	100 000,00 \$	Acquisition de biens essentiels et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	Les Œuvres de la Maison Dauphine Inc. (La Dauphine)	100 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	Maison Marie-Frédéric	100 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité et d'accueil	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	100 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
03-Capitale-Nationale	Répit Basse-Ville	100 000,00 \$	Acquisition de biens essentiels et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
04-Mauricie	Point de Rue de Trois-Rivières et Nicolet - Yamaska(pour secteur Trois-Rivières)	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
04-Mauricie	Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan (SANA)	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
04-Mauricie	CDC Maskinongé (Escouade Itinérance)	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
05-Estrie	Ma Cabane (centre de jour pour personnes itinérantes)	57 000,00 \$	Ajout d'intervention et achat de produits	Centraide Grand Montréal
05-Estrie	Elixir	50 000,00 \$	Ajout de ressource	Centraide Grand Montréal
05-Estrie	La Chaudronnée de l'Estrie	100 000,00 \$	Ajout de ressources et achat de produits	Centraide Grand Montréal
05-Estrie	Partage Saint-François	100 000,00 \$	Ajout de ressources et d'intervention	Centraide Grand Montréal
05-Estrie	Tremplin 16-30	50 000,00 \$	Ajout d'intervention et achat de produits	Centraide Grand Montréal
05-Estrie	Entr'elles Granby inc.	61 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
05-Estrie	La cellule jeunes et famille de Brome- Missisquoi	60 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	RICOCHET	50 000,00 \$	Acquisition de biens essentiels et amélioration de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Héberjeune	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Le Pas de la rue	110 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Auberge communautaire du Sud-Ouest	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Pact de Rue	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil et accompagnement pour l'accès à	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Plein Milieu	75 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Foyer du Monde	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Refuge des jeunes	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Auberge du coeur le Tournant	152 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	CAP St-Barnabe	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Rue Action Prévention (RAP) Jeunesse	100 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Accueil Bonneau	200 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Chez Doris	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	La Maison Marguerite	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Cuisine et Vie Collectives Saint-Roch	100 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	En Marge 12-17	75 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Dans la Rue	100 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
06-Montréal	Association des sociétés de développement commercial de Montréal	40 230,00 \$	Développement d'outils et de formations en itinérance pour les commerçants	Ville de Montréal
06-Montréal	Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal	45 000,00 \$	Développement d'outils et de formations en itinérance pour les commerçants	Ville de Montréal
06-Montréal	Accueil Bonneau	183 252,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	Action-Réinsertion	78 805,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	Mission St-Michel	106 061,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027 S1RP71 et S1RP77 Annexe				
Région	Organismes bénéficiaires	Répartition initiale aux organismes *	Projet	Porteur de l'initiative
06-Montréal	Corporation du centre Jean-Claude-Malèpart	128 033,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	RAP-Jeunesse	45 000,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	Mission Bon Accueil	56 250,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	En marge 12-17	22 410,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	Mission Old Brewery	266 147,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	L'amour en action	119 070,00 \$	Cohabitation et inclusion sociale	Ville de Montréal
06-Montréal	Clinique Droits Devant	117 000,00 \$	déjudiciarisation des personnes en situation d'itinérance	Ville de Montréal
06-Montréal	Société Élisabeth Fry	55 311,00 \$	déjudiciarisation des personnes en situation d'itinérance	Ville de Montréal
06-Montréal	Centre de justice des premiers peuples	74 900,00 \$	déjudiciarisation des personnes en situation d'itinérance	Ville de Montréal
07-Outaouais	Centre de placement spécialisé du portage de l'Outaouais (Rehabex)	292 000,00 \$	Amélioration de la capacité d'accueil et des services	Centraide Grand Montréal
07-Outaouais	Suicide Détour	100 000,00 \$	Amélioration de la capacité d'accueil et des services	Centraide Grand Montréal
07-Outaouais	Domaine Perce-Neige	100 000,00 \$	Amélioration de la capacité d'accueil et des services	Centraide Grand Montréal
08-Abitibi-Témiscamingue	La Maison du Compagnon de La Sarre inc.	50 000,00 \$	Amélioration de la capacité d'accueil et des services et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
08-Abitibi-Témiscamingue	Réseau Homme Québec	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
08-Abitibi-Témiscamingue	Groupe Image - Maison Oxygène	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
09-Côte-Nord	Résidence Saint-Joseph	50 000 \$	Augmentation de la capacité d'accueil et ajout d'intervention	Centraide Grand Montréal
09-Côte-Nord	Carrefour Solidaire Haute-Côte-Nord	50 000 \$	Augmentation de la capacité d'accueil et ajout d'intervention	Centraide Grand Montréal
09-Côte-Nord	Carrefour Jeunesse Manicouagan (service entre deux portes)	50 000 \$	Augmentation de la capacité d'accueil et achat de produits	Centraide Grand Montréal
09-Côte-Nord	Centre d'intervention Le Rond-Point	100 000,00 \$	Amélioration de la capacité d'accueil et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
11-Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	Centre Émilie-Gamelin	10 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
11-Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	Centre Accalmie	10 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
11-Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	Centre de ressourcement, de réinsertion et d'intervention	10 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
11-Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	Carrefour-Unité	10 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
11-Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	Partagence (pour Frigo communautaire)	10 000,00 \$	Acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
12-Chaudière-Appalaches	Centre aide et prévention jeunesse de Lévis	100 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité et d'accueil	Centraide Grand Montréal
13-Laval	Le Refuge de Laval - Café de rue (ROIL)	350 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
13-Laval	Le Relais communautaire	200 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
13-Laval	Ricochet	50 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
14-Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et aux soutiens aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
14-Lanaudière	Maison d'hébergement jeunesse Roland-Gauvreau - Refuge pour elles	50 000,00 \$	Soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
14-Lanaudière	Travail de rue secteur Brandon	50 000,00 \$	Développement des pratiques d'intervention et soutien aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	Travail de rue le Trajet	125 000,00 \$	Amélioration des conditions et de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	L'Écluse des Laurentides	100 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	Bunker de l'espoir	100 000,00 \$	Soutien aux ressources et amélioration des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	Concertation d'hébergement d'Argenteuil	100 000,00 \$	Amélioration des conditions et de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	132 000,00 \$	Soutien aux ressources et amélioration des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	Le Répit de la Rue	100 000,00 \$	Soutien aux ressources et appui aux démarches d'accès à l'aide sociale	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	159 rue Principale (Sainte-Agathe)	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
15-Laurentides	Maison Lyse-Beauchamp Ressource d'hébergement communautaire	50 000,00 \$	Amélioration des conditions et de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	112 000,00 \$	Amélioration des conditions d'accueil	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	Porte du passant inc.	100 000,00 \$	développement des pratiques d'intervention	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	Pacte de Rue	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntington	50 000,00 \$	Appui aux démarches d'accès à l'aide sociale et renforcement de l'intervention sur le terrain	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	Comité logement de Valleyfield/ Mon logement, mes droits Vaudreuil-Soulanges	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et aux soutiens aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	L'Aiguillage	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	L'Avant-Garde en santé mentale	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
S1RP71 et S1RP77
Annexe

Région	Organismes bénéficiaires	Répartition initiale aux organismes *	Projet	Porteur de l'initiative
16-Montérégie	Passe-moi la puck	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	La Halte du coin	75 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	L'Abri de la Rive-Sud	150 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
16-Montérégie	Hébergement La Casa Bernard Hubert	75 000,00 \$	Amélioration de la capacité et des conditions d'accueil, et acquisition de biens essentiels	Centraide Grand Montréal
17-Centre-du-Québec	La Piaule Centre-du-Québec inc.	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et aux soutiens aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal
17-Centre-du-Québec	Point de Rue de Trois-Rivières et Nicolet - Yamaska	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et amélioration de la capacité d'accueil	Centraide Grand Montréal
17-Centre-du-Québec	Association des locataires Centre-du-Québec	50 000,00 \$	Renforcement de l'intervention sur le terrain et aux soutiens aux ressources humaines	Centraide Grand Montréal

* La répartition finale sera disponible à la réception de la rédition de comptes finale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

SIRP72

Titre :
Concernant l'annonce du 9 juin 2025 portant sur un investissement de plus de 3,5 M\$ pour soutenir l'intervention sociale dans le secteur du Quartier des spectacles à Montréal :

- La ventilation complète des sommes annoncées.
- Les organismes et partenaires responsables de la mise en œuvre du projet.
- Le nombre d'intervenants ou de brigades financés dans le cadre de cette initiative.
- Les indicateurs utilisés par le gouvernement pour mesurer les résultats de cette initiative.

Exposé et statistiques :

- La ventilation complète des sommes annoncées.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) soutient La Société de développement social pour 1 026 579 \$.
- Les organismes et partenaires responsables de la mise en œuvre du projet.

La Société de développement social pour la portion financée par le MESS.
- Le nombre d'intervenants ou de brigades financés dans le cadre de cette initiative.

La contribution du MESS permettra l'ajout d'un service de première ligne avec une brigade d'intervention de jour et un service de deuxième ligne avec un intervenant psychosocial ou une infirmière (au total 3 intervenants et un chef d'équipe).
- Les indicateurs utilisés par le gouvernement pour mesurer les résultats de cette initiative.

Les informations demandées lors de la reddition de comptes sont:

 - le nombre d'actions de formation dispensées et le nombre de personnes rejointes ventilé par thématique;
 - le nombre de référencement effectués auprès des organismes communautaires ventilé par organisme;
 - le nombre total des actions de formation dispensée et le nombre total de personnes rejointes selon la thématique;
 - le nombre des interventions effectuées par les brigades du service de première ligne ventilé par année;
 - le nombre de personnes rejointes lors des services de première ligne, ventilé par année;
 - le nombre de personnes rejointes lors des services de deuxième ligne, ventilé par année;
 - le résultat de l'analyse de l'impact de l'initiative sur le degré de satisfaction des cohabitations des espaces du pôle Place des Arts.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
S. o.
S. o.
2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

SIRP73

Titre :

Concernant les actions gouvernementales visant la sécurité alimentaire annoncées en 2025 :

- a. La liste des actions financées dans le cadre de l'enveloppe dédiée à la sécurité alimentaire;
- b. La ventilation annuelle des investissements prévus;
- c. La liste des organismes bénéficiaires ayant reçu un financement en 2025-2026;
- d. La ventilation des sommes accordées par région administrative.

Exposé et statistiques :

- a. La liste des actions financées dans le cadre de l'enveloppe dédiée à la sécurité alimentaire

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) porte six actions pour améliorer la sécurité alimentaire dans le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 (Plan de lutte) :

- 2.1.1.1 Instaurer un programme de recherche sur l'insécurité alimentaire;
- 2.1.1.2 Soutenir les jardins de solidarité;
- 2.1.1.3 Accompagner des organismes communautaires et leurs partenaires dans le développement d'une agriculture urbaine qui contribue à la sécurité alimentaire;
- 2.1.1.4 Comité de coordination interministériel en matière de sécurité alimentaire;
- 2.1.1.5 Bonifier le soutien financier à des initiatives porteuses en matière de sécurité alimentaire;
- 2.1.2.1 Appuyer financièrement Banques alimentaires du Québec.

- b. La ventilation annuelle des investissements prévus

- Pour 2025-2026, le total des investissements prévus dans les actions de sécurité alimentaire portées par le MESS est de 12 281 250 \$
 - Voir pages 72 à 78 du cadre financier du Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 au lien suivant : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf).
- Le Budget 2025-2026 a bonifié le financement de l'organisme Les Banques alimentaires du Québec de 24,0 M\$ sur deux ans (2025-2026 et 2026-2027) :
 - Pour 2025-2026, cela porte le total investi à 25,5 M\$.
 - Ce financement était destiné à l'achat de denrées afin de répondre à la hausse de la demande et du coût des aliments.

- c. La liste des organismes bénéficiaires ayant reçu un financement en 2025-2026

- 11 organismes ont été financés par le MESS en 2025-2026 (voir tableau de la réponse d.).

d. La ventilation des sommes accordées par région administrative (au 31 janvier 2026)

Organisme	Région	Montant
Manne Rouge, je récolte	Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
Les Maraîchers du Cœur	Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	Capitale-Nationale	120 000 \$
Moissonneurs Solidaires	Chaudière-Appalaches	884 642 \$
Le Filon	Chaudière-Appalaches	120 000 \$
Jeunes au Travail	Laval	120 000 \$
Les Banques alimentaires du Québec	Montréal	64 000 000 \$
Laboratoire sur l’agriculture urbaine (AULAB)	Montréal	1 960 000 \$
Groupe Pro-Vert	Montréal	120 000 \$
Corporation Mainbourg	Montréal	14 060 \$
Plateforme bioalimentaire boréale SOLIDAR	Saguenay–Lac-Saint-Jean	120 000 \$

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 7 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP74

Titre :
Concernant l'annonce du 16 octobre 2025 visant à soutenir les Accorderies de Longueuil et de Rosemont :

a. Le montant total de l'aide financière accordée à chacun des organismes;

b. La durée du financement accordé;

c. Les objectifs visés par ce financement;

d. Les indicateurs de performance utilisés pour mesurer les résultats de ce soutien.

a. Le montant total de l'aide financière accordée à chacun des organismes

Financement total de 199 075 \$ accordé à chacun des organismes.

b. La durée du financement accordé

1^{er} avril 2025 au 31 mars 2027.

c. Les objectifs visés par ce financement

Les deux Accorderies sont financées dans le volet Organismes multisectoriels, du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Le financement vise à soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle. Cette aide financière contribue à couvrir une partie des frais liés aux activités de base. Ces activités doivent leur permettre de réaliser leur mission.

d. Les indicateurs de performance utilisés pour mesurer les résultats de ce soutien

Les résultats de ce soutien financier sont évalués chaque année avec l'analyse de la reddition de comptes annuelle de l'organisme, en fonction des critères d'admissibilité au volet.
Voir les normes du Programme au lien suivant : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/politiques-directives-procedures/CN_faaca_MESS.pdf

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

S. o.

S. o.

3 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP75

Titre :
Concernant l'annonce du 7 novembre 2025 portant sur le lancement de la première campagne gouvernementale de sensibilisation aux préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :
a. Le budget total consacré à cette campagne;
b. La ventilation des dépenses (production, diffusion, publicité, partenariats, etc.);
c. Les firmes ou organisations ayant participé à la conception et à la réalisation de la campagne;
d. Les indicateurs utilisés par le ministère pour mesurer l'impact de la campagne;
e. Les résultats obtenus à ce jour.

Exposé et statistiques :

L'information fournie en réponse aux questions a) et b) est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Québec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24) à l'adresse suivante : [Dépenses du Ministère pour 2025-2026](#).

Firme ou organisations ayant participé à la conception et à la réalisation de la campagne :
- Sid Lee

Public cible: 18-34 ans, en mettant l'accent sur les 18-24 ans.

Objectifs mesurables :

- Obtenir un taux de notoriété spontanée de 20 %.
- Obtenir un taux de notoriété assistée de 25 %.
- Obtenir un taux de compréhension (clarté) du message principal de 70 %.

Résultats :

- Notoriété spontanée de 25 % chez les personnes de 18 à 34 ans et de 30 % chez les 18-24 ans.
- Notoriété assistée (exposition totale à la campagne) de 32 % chez les personnes de 18 à 34 ans et de 39 % chez les 18-24 ans.
- Taux de compréhension de 88 % chez les 18-34 ans et de 90 % chez les 18-24 ans.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Direction générale des communications
Direction du budget d'administration
S. o.
2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP76 et S1RP85

Titre : Concernant l'annonce du 16 décembre 2025 visant à soutenir l'intervention sociale dans les bibliothèques publiques : a. La ventilation complète des 814 000 \$ annoncés; b. Les organismes bénéficiaires et les montants accordés à chacun; c. Les projets financés dans le cadre de cette initiative; d. Le nombre de bibliothèques et de travailleurs concernés par cette mesure. Et Concernant l'annonce du 16 décembre 2025 portant sur un soutien financier de 814 000 \$ visant à mieux outiller les bibliothèques publiques pour intervenir auprès de personnes vulnérables : a. La ventilation complète des sommes accordées à l'Association des bibliothèques publiques du Québec et à Bibliothèque et Archives nationales du Québec; b. Les projets ou activités financés par cette enveloppe; c. La liste des bibliothèques ou établissements participants; d. Les indicateurs utilisés pour mesurer les retombées de cette initiative; e. Le nombre d'intervenants psychosociaux financés ou soutenus par cette mesure.
--

Exposé et statistiques : Concernant l'annonce du 16 décembre 2025 visant à soutenir l'intervention sociale dans les bibliothèques publiques : a. La ventilation complète des 814 000 \$ annoncés Voir la réponse b. ci-après. b. Les organismes bénéficiaires et les montants accordés à chacun; 1. Association des bibliothèques publiques du Québec (ABPQ) : 427 020 \$ 2. Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) : 386 964 \$ c. Les projets financés dans le cadre de cette initiative; 1. ABPQ : Projet structurant comprenant : • une recherche sur l'intégration des pratiques d'intervention sociale en bibliothèque; • la mise en place d'une communauté de pratique; • la rédaction d'un guide de bonnes pratiques; • une offre de formations pour les gestionnaires et le personnel. 2. BAnQ : poursuite et bonification des interventions psychosociales à la Grande Bibliothèque de Montréal, incluant : • l'augmentation de la couverture des services; • l'accompagnement des personnes vulnérables; • la formation du personnel et des agents de sécurité.

- d. Le nombre de bibliothèques et de travailleurs concernés par cette mesure;
1. Projet de l'ABPQ
Huit municipalités ou réseaux de bibliothèques offrent actuellement des services d'intervention psychosociale et pourraient participer à la communauté de pratique, sans toutefois recevoir de financement direct pour ces interventions :
 - Bibliothèque publique de Drummondville;
 - Bibliothèque Gabrielle Roy de Québec;
 - Bibliothèques de l'agglomération de Longueuil (Boucherville, Brossard, Longueuil, Saint Bruno de Montarville, Saint Lambert);
 - Bibliothèques de Saguenay;
 - Bibliothèques de Trois Rivières;
 - Grande Bibliothèque (BAnQ);
 - Bibliothèque Le Survenant de Sorel Tracy;
 - Bibliothèques de Sherbrooke.
 2. Projet de la BAnQ
Le projet concerne spécifiquement la Grande Bibliothèque de Montréal.
- Concernant l'annonce du 16 décembre 2025 portant sur un soutien financier de 814 000 \$ visant à mieux outiller les bibliothèques publiques pour intervenir auprès de personnes vulnérables :
- a. La ventilation complète des sommes accordées à l'Association des bibliothèques publiques du Québec et à Bibliothèque et Archives nationales du Québec
 - Voir réponse a. précédente.
 - b. Les projets ou activités financés par cette enveloppe
 - Voir réponse c. précédente.
 - c. La liste des bibliothèques ou établissements participants;
 - Voir réponse d. précédente.
 - d. Les indicateurs utilisés pour mesurer les retombées de cette initiative
Les principaux indicateurs sont :
 - nombre d'interventions psychosociales en soutien à la clientèle vulnérable;
 - nombre d'interventions psychosociales en soutien au personnel et aux agents de sécurité;
 - nombre de commentaires des usagers liés au sentiment de sécurité;
 - nombre de références vers des ressources appropriées selon les besoins;
 - nombre d'individus bénéficiant d'un soutien de seconde ligne de longue durée (un mois et plus);
 - indice du niveau de confort et de sécurité du personnel et des usagers;
 - pourcentage d'employés formés sur le milieu de l'itinérance;
 - pourcentage d'employés formés sur les bonnes pratiques et approches auprès de la clientèle en situation d'itinérance.
 - e. Le nombre d'intervenants psychosociaux financés ou soutenus par cette mesure
 1. Projet de l'ABPQ : aucun intervenant psychosocial financé.
 2. Projet de la BAnQ : deux intervenants psychosociaux travaillent désormais à la Grande Bibliothèque.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
 COLLABORATION : S. o.
 VALIDATION: S. o.
 DATE : 2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027 Question S1RP78 Annexe				
Nom de l'organisme	Montant octroyé en 2025-2026	Région administrative	Description du projet	
Projet L.U.N.E.	74 500,00 \$	Capitale-Nationale	Le projet vise à consolider l'équipe de soutien pour les paires aidantes de « LUNE » afin de les outiller à mieux assumer leurs rôles au sein l'organisation et plus largement dans la société civile. L'approche mise de l'avant valorise les forces des personnes et priorise une alliance solide entre les accompagnantes et les paires aidantes. Le projet encouragera le développement du pouvoir d'agir ainsi qu'une implication adaptée aux besoins des femmes.	
Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues	74 500,00 \$	Capitale-Nationale	Le projet vise à favoriser l'inclusion sociale, politique et associative des personnes issues de communautés marginalisées — notamment les personnes utilisatrices de drogues — en tissant des liens durables entre les membres, les organismes communautaires et les instances.	
CDC ICI Montmagny-L'Islet	74 500,00 \$	Chaudière-Appalaches	Le projet vise à accompagner un ou deux comités bénévoles dans la création de leur OBNL, à travers une série d'ateliers thématiques. Chaque étape sera documentée pour produire un guide pratique et accessible. L'outil servira autant aux nouveaux OBNL qu'aux administrateurs bénévoles des organismes membres. Il répond à un besoin concret de soutien à la gouvernance citoyenne.	
Collectif Ex-placé DPJ	74 500,00 \$	National	Le projet vise à outiller les jeunes placés et ex-placés de la DPJ afin qu'ils puissent exprimer de manière constructive leurs expériences, faire entendre leur voix et contribuer à la transformation des pratiques et des politiques qui les concernent. Par de la formation, du mentorat et du soutien individualisé, le projet vise à favoriser la mobilisation et la reconnaissance de leurs savoirs expérientiels.	
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelega-Maisonneuve	74 500,00 \$	Montréal	« Locataires relais » est un projet de mobilisation citoyenne visant à former des locataires bénévoles issus de milieux marginalisés pour qu'ils informent, soutiennent et mobilisent d'autres locataires vulnérables autour de leurs droits, des ressources disponibles et du logement social.	
Déclic Initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes	74 500,00 \$	Montréal	Le projet vise à implanter un processus consultatif collaboratif adapté spécifiquement pour favoriser l'engagement et la participation citoyenne des jeunes adultes en grande difficulté, porteurs de traumas complexes, et à diffuser l'approche expérimentée afin d'en favoriser l'adoption durable chez « Déclic » et dans les divers organismes œuvrant auprès de cette population.	
Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie	74 500,00 \$	Estrie	Le projet « AGORA » vise à renforcer l'inclusion des locataires dans la gouvernance et les structures participatives des OSBL d'habitation.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027 Question S1RP78 Annexe				
Nom de l'organisme	Montant octroyé en 2025-2026	Région administrative	Description du projet	
La Maison des Jeunes de Saint-Hyacinthe	74 500,00 \$	Montréal	Certains jeunes demeurent peu rejoints par l'organisme : jeunes du milieu rural, issus de l'immigration, LGBTQ+, vivant avec un handicap, en situation de pauvreté ou de marginalisation. Le projet vise à renforcer leur inclusion, à augmenter leur pouvoir d'agir et à valoriser leur voix dans la vie de l'organisme et de leur communauté.	
Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail (SOTI)	74 500,00 \$	Capitale-Nationale	Le projet « Leadership sans frontières » vise à favoriser l'inclusion des personnes immigrantes dans la gouvernance des organismes communautaires. Il combine le diagnostic, la formation et le mentorat pour outiller 20 leaders issus de l'immigration.	
SOMMET SOCIO-ÉCONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES DES COMMUNAUTÉS NOIRES ²	74 500,00 \$	National	Le projet vise à développer des outils et des formations pour éliminer les obstacles systémiques à l'engagement démocratique des jeunes racisés. L'innovation du modèle de formation par les pairs combiné à une approche intersectionnelle unique garantit une transformation durable des pratiques organisationnelles et crée un modèle reproductible pour l'ensemble du secteur communautaire québécois.	
Travail de rue Le TRAJET	74 500,00 \$	Lanaudière	Le projet vise à permettre la création d'un milieu accueillant par et pour les personnes en situation de grande précarité (toxicomanie, itinérance, travailleuse du sexe) en leur fournissant les outils, l'espace et le cadre approprié. Le projet vise aussi à mettre en place des comités de pairs aidants afin de toujours mieux répondre aux besoins de la communauté.	
TCRI - Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes	74 500,00 \$	National	Le projet a pour objectif d'adapter l'offre de soutien de la TCRI aux besoins diversifiés de ses organismes membres en misant sur le renforcement des capacités des organismes, notamment en région, ainsi que sur la dynamisation de la vie associative afin de bonifier les alliances et le partage de connaissances au sein du réseau des organismes communautaires du secteur de l'immigration au Québec.	
Emphase	74 000,00 \$	Mauricie	Le projet vise à créer un comité de participants chez « Emphase » pour renforcer leur inclusion dans la vie associative. Il favorisera l'augmentation du membrariat actif, l'amélioration des services et la démystification de la gouvernance. Des outils concrets, comme un guide vulgarisé et un document de recommandations, seront produits.	
L'Ardoise, groupe populaire en alphabétisation	72 000,00 \$	Montréal	Le projet vise à offrir un service d'accompagnement personnalisé et adapté auprès des membres des organismes communautaires et des personnes en situation d'exclusion sociale ou de vulnérabilité, dans le but de favoriser leur participation à la vie associative et démocratique.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027 Question S1RP78 Annexe				
Nom de l'organisme	Montant octroyé en 2025-2026	Région administrative	Description du projet	
Comité du Logement du Plateau Mont-Royal	72 000,00 \$	Montréal	Le projet « Locataires solidaires! » vise la transformation des pratiques associatives, démocratiques et de mobilisation du Comité logement du Plateau Mont-Royal en vue de remettre les locataires au cœur des actions et de renforcer leur pouvoir d'agir. Ce projet vise à favoriser l'inclusion, une meilleure accessibilité à la démocratie communautaire ainsi qu'une représentation plus juste des intérêts des locataires.	
Action santé Outaouais	67 000,00 \$	Outaouais	Avec un membrariat et un partenariat en croissance, Action Santé Outaouais souhaite favoriser la participation citoyenne des jeunes, des personnes issues de l'immigration et des communautés rurales. L'organisme démocratisera sa planification stratégique en mobilisant ces communautés pour diversifier son membrariat.	
Trajectoires Hommes du KRTB	60 000,00 \$	Bas-Saint-Laurent	Le projet vise à favoriser l'inclusion des personnes issues de la diversité ethnoculturelle dans les processus communautaires de justice réparatrice en produisant et diffusant des capsules vidéo éducatives, simples et accessibles sur leurs droits et leurs recours.	
Centre des Femmes de Charlevoix	58 000,00 \$	Capitale-Nationale	Le projet vise à réaliser des groupes de discussion avec des femmes immigrantes et/ou allophones afin de mieux identifier leurs besoins et créer un espace inclusif pour toutes afin qu'elles fassent partie de la vie associative et améliorent leurs conditions de vie. Le projet permettra de créer des outils simples pour accompagner les autres organisations. Un comité sera formé avec la clientèle ciblée pour assurer le suivi et la pérennité des démarches.	
Centre de solidarité lesbienne	58 000,00 \$	Montréal	Ce projet vise à renforcer l'engagement des personnes à l'intersection de la diversité capacitaire et de la communauté LGBTQ+ au sein de l'organisme. Il soutient le développement d'une vie associative inclusive et engagée contre les oppressions systémiques .	
Centre l'Escale de Jonquière Inc.	47 000,00 \$	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Le projet vise à adapter les programmes « Rebondir » et « Rebondir jeunesse », axés sur la résilience et la santé mentale positive aux personnes immigrantes. Des ateliers de groupe et une trousse d'outils favoriseront leur bien-être, leur résilience et leur inclusion.	
Missions Exeko	45 117,00 \$	Montréal	Le projet vise à renforcer la vie associative et démocratique d'Exeko en incluant les partenaires de terrain et les participantes et les participants aux activités dans les espaces de décision (AGA, CA) et d'idéation (comités collectifs). À travers trois cycles d'ateliers, l'organisme accompagnera un parcours de participation, de mobilisation et d'inclusion ascendantes, allant de l'implication aux activités jusqu'à une possible place au conseil d'administration.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027 Question S1RP78 Annexe				
Nom de l'organisme	Montant octroyé en 2025-2026	Région administrative	Description du projet	
La Maison de la Famille de Val-d'Or inc.	45 000,00 \$	Abitibi-Témiscamingue	Le projet vise à favoriser la participation et l'inclusion des personnes fréquentant la maison de la famille de Val-d'O à la vie associative et démocratique. Par des ateliers, des cercles de discussion et des initiatives citoyennes, les participants seront outillés pour s'impliquer activement dans leur communauté. Le projet développera des outils répliquables pour d'autres organismes. Il vise des retombées durables et un effet multiplicateur dans le réseau communautaire famille entre autres.	
	30 000,00 \$	Montréal	Le projet vise à mettre en place des rencontres mensuelles de consultation des jeunes qui seraient prévues en amont de la rencontre du conseil d'administration. Ces rencontres, sous la forme de celles d'un CA classique, mais qui sont adaptées aux jeunes, auraient pour but d'avoir l'avis des jeunes sur les points abordés en CA afin que leur voix soit entendue et prise en compte pour les décisions qui concernent leur milieu. Une ou un jeune serait mandatée pour représenter la voix des jeunes et deviendrait donc administratrice ou administrateur sur le CA.	
Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	25 000,00 \$	Lanaudière	Le projet vise à réaliser un mémoire sur les trois niveaux de fractures numériques (accès, littératie, participation) et annexera des fiches de solutions technologiques et de bonnes pratiques. La diffusion visera prioritairement les organismes communautaires, mais aussi, en effet de levier, les municipalités et autres institutions afin de lever les obstacles à l'inclusion et à la participation citoyenne.	
Unité Domrémy de Ste-Thérèse	18 905,00 \$	Laurentides	Ce projet vise à structurer et renforcer la vie associative de l'organisme en misant sur le développement de comités de bénévoles, un plan d'accueil et de rétention, et une participation accrue des membres de la communauté à la gouvernance. Le projet favorise une implication citoyenne vivante et inclusive, particulièrement pour les personnes en rétablissement et les alliées et les alliés.	
Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	16 306,00 \$	Montréal	L'ensemble des actions déployées dans le cadre de ce projet vise à faciliter l'inclusion de personnes marginalisées au sein des conseils d'administration des groupes d'action communautaire et d'action communautaire autonome en outillant ces groupes de pratiques issues de l'éducation populaire.	
Centre de Promotion Communautaire Le Phare Inc.	14 031,00 \$	Montréal	Le projet vise à favoriser la participation active des familles à la vie communautaire et démocratique en valorisant leurs savoirs, leurs expériences et leur pouvoir d'agir.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

SIRP79

Titre :

Concernant l'annonce du 6 juin 2025 portant sur un soutien financier accordé à l'initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies et aux Habitations Oasis de Pointe-Saint-Charles dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 :

a. Le montant accordé à chacun des organismes bénéficiaires;

b. La durée du financement accordé;

c. La description détaillée des projets ou services financés;

d. Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures;

e. Le nombre de projets retenus et refusés;

f. Les critères utilisés pour sélectionner les projets;

g. La ventilation des projets financés par région administrative

Exposé et statistiques :

a. Le montant accordé à chacun des organismes bénéficiaires.

Financement total de 247 237 \$ pour chaque organisme.

b. La durée du financement accordé.

1^{er} octobre 2024 au 31 mars 2027.

c. La description détaillée des projets ou services financés.

Les deux organismes sont financés dans le cadre du volet Organismes multisectoriels, du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Le financement vise à soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle. Cette aide financière contribue à couvrir une partie des frais liés aux activités de base. Ces activités doivent leur permettre de réaliser leur mission.

d. Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures.

29 candidatures ont été reçues.

e. Le nombre de projets retenus et refusés.

14 candidatures admissibles ont été retenues et financées. 15 ont été refusées puisqu'elles ne répondaient pas à tous les critères d'admissibilité.

f. Les critères utilisés pour sélectionner les projets.

Les critères sont disponibles dans le [Cadre normatif du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole](#).

g. La ventilation des projets financés par région administrative.

Voir l'annexe.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

S. o.

S. o.

1^{er} avril 2026

Organisme	Région administrative
Ferme citoyenne de la Matanie	01 - Bas-Saint-Laurent
24H ChronoSports	03 - Capitale-Nationale
Comité de maison de chambres de Québec	03 - Capitale-Nationale
Croque ton quartier	03 - Capitale-Nationale
L’Engrenage Saint-Roch	03 - Capitale-Nationale
Centre culturel et communautaire de Waterville *	05 - Estrie
Accorderie de Rosemont *	06 - Montréal
Initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies	06 - Montréal
Les Habitations Oasis de Pointe St-Charles	06 - Montréal
Maison du Café Graffiti *	06 - Montréal
Récup. Alimentaire Haute-Gaspésie	11- Gaspésie
Médiathèque L'Héritage de L'Islet-Sud	12 - Chaudière-Appalaches
Cultiver pour nourrir	15 - Laurentides
Accorderie de Longueuil *	16 - Montérégie

* Ces projets ont été retenus après l’annonce du 6 juin 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

SIRP80

Titre :
Concernant l’annonce du 6 juin 2025 portant sur l’attribution de 247 237 \$ à la Médiathèque l’Héritage de L’Islet-Sud dans le cadre du Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire 2022-2027 :

- a. Le montant total accordé et l’échéancier de versement;
- b. La description du projet ou des activités financées;
- c. Les objectifs poursuivis par ce financement;
- d. Le nombre de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures;
- e. La liste complète des organismes ayant reçu un financement dans ce volet du programme;
- f. La ventilation des montants accordés par région administrative.

Exposé et statistiques :

- a. Le montant total accordé est de 247 237 \$. La durée de l’entente est du 1^{er} octobre 2024 au 31 mars 2027. L’échéancier des versements est disponible dans le [Cadre normatif du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole](#).
- b. La description du projet ou des activités financées
- c. Les objectifs poursuivis par ce financement
L’organisme est financé dans le cadre du volet Organismes multisectoriels, du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Le financement vise à soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle. Cette aide financière contribue à couvrir une partie des frais liés aux activités de base. Ces activités doivent leur permettre de réaliser leur mission.
- d. Le nombre de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures : 29 candidatures ont été reçues.
- e. La liste complète des organismes ayant reçu un financement dans ce volet du programme
- f. La ventilation des montants accordés par région administrative

Organisme	Région administrative	Financement total
Ferme citoyenne de la Matanie	01 - Bas-Saint-Laurent	247 237 \$
24H ChronoSports	03 - Capitale-Nationale	247 237 \$
Comité de maison de chambres de Québec	03 - Capitale-Nationale	247 237 \$
Croque ton quartier	03 - Capitale-Nationale	247 237 \$
L’Engrenage Saint-Roch	03 - Capitale-Nationale	247 237 \$
Centre culturel et communautaire de Waterville	05 - Estrie	199 075 \$
Accorderie de Rosemont	06 - Montréal	199 075 \$
Initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies	06 - Montréal	247 237 \$
Les Habitations Oasis de Pointe St-Charles	06 - Montréal	247 237 \$
Maison du Café Graffiti	06 - Montréal	199 075 \$
Récup. Alimentaire Haute-Gaspésie	11- Gaspésie	247 237 \$
Médiathèque L’Héritage de L’Islet-Sud	12 - Chaudière-Appalaches	247 237 \$
Cultiver pour nourrir	15 - Laurentides	247 237 \$
Accorderie de Longueuil	16 - Montérégie	199 075 \$
La Baratte	03 - Capitale-Nationale	241 975 \$
L’Accorderie de Shawinigan	04 - Mauricie	241 975 \$
Accorderie de l’Estrie-Ouest	05 - Estrie	241 975 \$
Carrefour Aliénation Parentale Québec	06 - Montréal	373 316 \$

SOURCE : Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: S. o.
DATE : 1^{er} avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP81

Titre : Concernant l’annonce du 6 juin 2025 portant sur l’octroi de plus de 980 000 \$ à quatre organismes de la région de la Capitale-Nationale dans le cadre du Plan d’action gouvernemental en matière d’action communautaire 2022-2027 : a. La liste complète des organismes bénéficiaires; b. Le montant accordé à chacun des organismes; c. Les projets ou services financés; d. L’échéancier de versement des sommes; e. Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures; f. Le nombre de projets retenus et refusés; g. Les critères utilisés pour la sélection des projets.
--

Exposé et statistiques : a. La liste complète des organismes bénéficiaires. - 24H ChronoSports; - Comité de maison de chambres de Québec; - Croque ton quartier; - L’Engrenage Saint-Roch. b. Le montant accordé à chacun des organismes : Chaque organisme a un montant de 247 237 \$. c. Les projets ou services financés : Les quatre organismes sont financés dans le cadre du volet Organismes multisectoriels, du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Le financement vise à soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle. Cette aide financière contribue à couvrir une partie des frais liés aux activités de base. Ces activités doivent leur permettre de réaliser leur mission. d. L’échéancier de versement des sommes. La durée de l’entente est du 1^{er} octobre 2024 au 31 mars 2027. Voir également g. g. Les critères utilisés pour la sélection des projets. Les critères utilisés pour la sélection des projets et l’échéancier de versement des sommes est au Cadre normatif du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. e. Le nombre total de projets déposés dans le cadre de cet appel de candidatures : Voir la réponse à la fiche S1RP79 d). f. Le nombre de projets retenus et refusés : Voir la réponse à la fiche S1RP79 e) et g)

SOURCE : Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION : S. o.

VALIDATION: S. o.

DATE : 3 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP82

Titre :
Concernant la participation de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l’Action communautaire au Sommet Point tournant de Banques alimentaires Canada tenu en juin 2025 :

a.

Les coûts totaux liés à la participation du ministère à cet événement (transport, hébergement, inscription, accompagnement, etc.);

b.

Les membres du personnel du ministère ou du cabinet ayant participé à cet événement;

c.

Les documents, notes d’allocution ou présentations préparés pour cette participation;

d.

Les rencontres tenues par la ministre ou les représentants du ministère dans le cadre de cet événement;

e.

Les suites ou engagements pris par le ministère à la suite de cette participation.

Exposé et statistiques :

Aucun coût lié à la participation de la ministre responsable et du Ministère à cet événement.

Un [communiqué de presse](#) a été publié.

SOURCE :

DGBSMSG

COLLABORATION :

DGC

VALIDATION:

S. o.

DATE :

1^{er} avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP83

Titre :

Concernant l'annonce du 2 septembre 2025 portant sur l'octroi de 884 642 \$ à l'organisme Moissonneurs Solidaires dans le cadre du Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 :

- a. Le montant total accordé et l'échéancier de versement des sommes.
- b. La description détaillée du projet financé.
- c. La durée du financement accordé.
- d. Les objectifs et indicateurs de performance associés au projet.
- e. Les partenaires impliqués dans la réalisation du projet.
- f. La ventilation des sommes prévues dans la mesure 2.1.1.5 du Plan de lutte contre la pauvreté.
- g. La liste complète des projets financés dans le cadre de cette mesure depuis son entrée en vigueur.

Exposé et statistiques :

- a. Le montant total accordé et l'échéancier de versement des sommes

L'organisme Moissonneurs Solidaires recevra un montant de 884 641,75 \$.

- Versement 1 : 442 320,88 \$ (50 %) à la suite de la signature de la convention de subvention;
- Versement 2 : 353 856,70 \$ (40 %) au plus tard le 30 juin 2026;
- Versement 3 : 88 464,17 \$ (10 %) à la suite du dépôt du rapport final au plus tard le 1^{er} mars 2029.

- b. La description détaillée du projet financé

Le projet présenté permettra de :

- mettre en place des activités de semis pour la production à grande échelle de nouveaux légumes qui seront distribués dans le réseau des banques alimentaires du Québec;
- produire en serre des légumes variés pour le réseau des banques alimentaires du Québec et le Club des petits déjeuners;
- organiser des ateliers et des conférences de sensibilisation entourant les enjeux de sécurité alimentaire, d'agriculture urbaine, des saines habitudes de vie et du développement durable;
- renforcer la lutte au gaspillage alimentaire par l'augmentation de la récupération de denrées fraîches qui ne correspondent pas au standard de l'industrie alimentaire pour les distribuer dans le réseau des banques alimentaires du Québec.

- c. La durée du financement accordé : le financement couvre la période du 7 mars 2025 au 31 mars 2029.

- d. Les objectifs du projet :

- augmenter sa capacité de traitement et de distribution de denrées fraîches pour le réseau de Les Banques alimentaires du Québec;
- accroître la production de denrées sur une plus longue période;
- accroître la production de denrées fraîches;
- éduquer, promouvoir et sensibiliser la collectivité;
- répondre aux priorités en matière de développement durable.

Les indicateurs associés au projet :

- la population rejointe par activités;
- le nombre de participants et de bénévoles impliqués par activités;
- les retombées du projet en matière de sécurité alimentaire et/ou de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le volume de production de denrées (kilos/denrées), type de denrées produites (champs et serre).
- le volume de denrées fraîches récupérées qui ne correspondent pas au standard de l'industrie alimentaire;
- le nombre et types d'ateliers et de conférences de sensibilisation entourant les enjeux de sécurité alimentaire, d'agriculture urbaine, des saines habitudes de vie et du développement durable.

e. Les partenaires impliqués dans la réalisation du projet

Aucun partenaire ne contribue financièrement au projet, toutefois, certains organismes contribuent à la mise en œuvre des activités.

En 2025-2026, 6 partenaires sont impliqués pour les activités maraîchères :

- Maxi-Sol inc.;
- Produits Mont-Blanc inc.;
- Les fermes André Bérard;
- Ferme Réjean Beuparlant;
- Ferme Valuepierre;
- Verger de Tilly inc.

f. La ventilation des sommes prévues dans la mesure 2.1.1.5 du Plan de lutte contre la pauvreté

La ventilation est disponible à la page 75 du Plan de lutte contre la pauvreté au lien suivant : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/PL_Lutte_Pauvrete_2024-2029.pdf

g. La liste complète des projets financés dans le cadre de cette mesure depuis son entrée en vigueur

Moissonneurs Solidaires	884 641,75\$
Plateforme bioalimentaire Solidar	120 000,00 \$
Les Maraîchers du cœur	120 000,00 \$
Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	120 000,00 \$
La Manne rouge, je récolte	120 000,00 \$
Le Filon	120 000,00 \$
Jeunes au travail	120 000,00 \$
Groupe Pro-Vert	120 000,00 \$
Corporation Mainbourg	14 060,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : S. o.
VALIDATION: S. o.
DATE : 2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

S1RP84

Titre :
Concernant l'annonce du 9 octobre 2025 portant sur l'octroi d'un financement récurrent au Café Graffiti dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 :

a.

Le montant total accordé à l'organisme et l'échéancier de versement des sommes;

b.

Les modalités du financement accordé pour les années 2025-2026 et 2026-2027;

c.

La description des activités et services financés par cette aide;

d.

Les critères ayant mené à la sélection de cet organisme;

e.

La liste complète des organismes reconnus dans le cadre du mécanisme visant les organismes à vocation multisectorielle;

f.

Le montant accordé à chacun de ces organismes;

g.

La ventilation de ces montants par région administrative.

Exposé et statistiques :

a.

Le montant total accordé à l'organisme et l'échéancier de versement des sommes

Le montant total accordé à l'organisme est de 199 075 \$ pour la durée de la convention, soit du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2027.

b.

Les modalités du financement accordé pour les années 2025-2026 et 2026-2027

Les modalités du financement accordé se retrouvent dans le Cadre normatif du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole au lien suivant :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/politiques-directives-procedures/CN_faaca_MESS.pdf.

c.

La description des activités et services financés par cette aide

L'organisme est financé dans le cadre du volet Organismes multisectoriels, du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Le financement vise à soutenir la mission globale des organismes à vocation multisectorielle. Cette aide financière contribue à couvrir une partie des frais liés aux activités de base. Ces activités doivent leur permettre de réaliser leur mission.

d.

Les critères ayant mené à la sélection de cet organisme

L'organisme répondait aux critères établis dans le [Cadre normatif du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole](#). Sa mission à vocation multisectorielle a été validée via le mécanisme de concertation interministérielle.

e.

Voir tableau de la fiche S1RP80.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

S. o.

VALIDATION:

S. o.

DATE :

2 avril 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de
l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

E2RP25 (transféré du volet Emploi)

Titre :
Pour 2025-2026, indiquer le :

- a) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC.
- b) Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans ayant bénéficié des services-conseils, de l'aide à l'emploi ou au retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés.
- c) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans.
- d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans.
- e) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC
Cette donnée n'est pas disponible au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

b) Nombre de jeunes ayant bénéficié de services-conseils, d'aide à l'emploi ou au retour aux études

Le MESS ne dispose d'aucune donnée sur les « Services-conseils » aux individus et sur le « retour aux études ainsi que les programmes vers lesquels ils ont été dirigés ».

Jeunes participant aux interventions des Services publics d'emploi (SPE)
Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2025 au 20 janvier 2026 (2025-2026)

Groupe d'âge	Nombre de participants actifs
Moins de 25 ans	38 643
De 25 à 29 ans	24 993
De 30 à 35 ans	30 623

Jeunes participant aux Services d'aide à l'emploi (SAE)
Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2025 au 20 janvier 2026 (2025-2026)

Groupe d'âge	Nombre de participants actifs
Moins de 25 ans	18 470
De 25 à 29 ans	11 853
De 30 à 35 ans	15 119

c) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide de dernier recours

Groupe d'âge	Nombre (en décembre 2025)
Moins de 25 ans	17 516
De 25 à 29 ans	17 264
De 30 à 35 ans	26 165

d) Nombre de jeunes recevant une prestation d’aide de dernier recours avec une allocation pour contraintes temporaires

Groupe d'âge	Nombre (en décembre 2025)
Moins de 25 ans	2 089
De 25 à 29 ans	2 971
De 30 à 35 ans	4 095

e) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale

Groupe d'âge	Nombre (en décembre 2025)
Moins de 25 ans	5 809
De 25 à 29 ans	1 551
De 30 à 35 ans	1 862

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale

COLLABORATION : Direction générale des mesures et des services d’emploi

VALIDATION : Direction de l’intelligence d’affaires et de l’analytique

DATE : 25 mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Ministre responsable de la Solidarité sociale et
de l’Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

E1RP56

Titre :
Ventilation annuelle pour les 4 dernières années du nombre de demandeurs d’asile ayant fait une demande d’aide financière de dernier recours et combien de ces demandes ont été acceptées. Ventiler les demandes de façon régionale.

E xposé et statistiques :

1 ^{er} avril 2025 au 16 décembre 2025		
Région	Demandes déposées ¹	Demandes acceptées ¹
Bas St-Laurent	20	11
Saguenay-Lac-St-Jean	51	21
Capitale-Nationale	496	253
Mauricie	218	121
Estrie	212	125
Montréal	11 091	7 343
Outaouais	425	247
Abitibi-Témiscamingue	24	12
Côte-Nord	17	5
Nord-du-Québec	2	0
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	4	2
Chaudière-Appalaches	123	65
Laval	1 288	908
Lanaudière	1 086	833
Laurentides	403	285
Montréal	1 534	922
Centre-du-Québec	168	100
Région inconnue	343	237
Total	17 505	11 490

1 . Les données des demandes déposées et acceptées ont été révisées pour tenir compte d’un nouveau modèle cumulatif et rétroactif du 1^{er} avril jusqu’à la fin de l’année financière.

SOURCE : Direction générale de l’évolution de la ligne d’affaires emploi et de services
à la clientèle issue de l’immigration

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION: BSMASTC

DATE : 27 mars 2026